



**HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°74-2021-246

PUBLIÉ LE 17 NOVEMBRE 2021

# Sommaire

## **74\_CH\_Centre hospitalier Annecy-Genevois / Centre hospitalier**

### **Annecy-Genevois**

74-2021-11-05-00006 - CHANGE Avenant à la décision n°2020-DG-032  
Portant délégation signature direction de la DALI (3 pages) Page 5

## **74\_DDFIP\_Direction départementale des finances publiques de Haute-Savoie / Pôle pilotage et ressources**

74-2021-10-21-00008 - DDFIP/Pôle ressources et service usager/arrêté  
2021-0049 portant mise à jour des délégations de signature de la trésorerie  
de Taninges (2 pages) Page 9

## **74\_DDT\_Direction départementale des territoires de Haute-Savoie / Direction départementale des territoires de Haute-Savoie-STEM**

74-2021-11-10-00001 - Arrêté n° DDT-2021-1408 de dérogation permettant  
l usage de pneus cloutés ou à crampons par la société Point Vert  
Services (2 pages) Page 12

74-2021-11-09-00002 - Arrêté n° DDT-2021-1409 de dérogation  
permettant l usage de pneus cloutés ou à crampons par la commune de  
Megève (2 pages) Page 15

74-2021-11-04-00013 - Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1392 portant  
modification d agrément pour l exploitation d un établissement chargé  
d animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière « FRANCE  
STAGE PERMIS », agréé sous le n° R 18 074 0004 0 , Monsieur Hugo  
SPORTICH (2 pages) Page 18

74-2021-11-09-00008 - Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1410 portant  
renouvellement d agrément pour l exploitation d un établissement  
d enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et  
de la sécurité routière« PROMOTRANS FPC», situé 14 rue de la Césière ZI  
de Vovray Seynod 74600 ANNECY, Madame Cécile SPONGA (2 pages) Page 21

74-2021-11-12-00002 - Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1416 portant  
renouvellement d agrément pour l exploitation d un établissement  
assurant à titre onéreux, la formation des candidats aux titres ou diplôme  
exigés pour l exercice de la profession d enseignant de la conduite et de la  
routière « LEGON FORMATION », situé 954 route du Châtelet 74800  
CORNIER, Monsieur Gérard LEGON (2 pages) Page 24

## **74\_DDT\_Direction départementale des territoires de Haute-Savoie / Service eau et environnement**

74-2021-11-10-00002 - Arrêté n°DDT-2021-1414 portant autorisation de  
capture et de vente de géniteurs de corégone et d'omble chevalier en  
période de protection des salmonidés du Léman (4 pages) Page 27

74-2021-11-10-00003 - Arrêté n°DDT-2021-1415 portant autorisation de capture de géniteurs de truite fario pour repeuplement (4 pages)	Page 32
74-2021-11-09-00007 - Arrêté préfectoral n°DDT-2021-1411 - Déclaration d'intérêt général et valant récépissé de déclaration pour la mise en œuvre des plans de gestion de la végétation rivulaire et des matériaux solides du bassin versant du Foron du Chablais-Genevois dans les communes de BONS-EN-CHABLAIS, MACHILLY, SAINT-CERGUES, LUCINGES, CRANVES-SALES, JUVIGNY, VILLE-LA-GRAND, ANNEMASSE, AMBILLY et GAILLARD. (36 pages)	Page 37
<b>74_direction_emploi_travail_solidarites /</b>	
<b>74_direction_emploi_travail_solidarites</b>	
74-2021-11-09-00004 - ARRETE / N°2021-0142 / DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et compétences / Services à la personne / portant renouvellement d'agrément d'un organisme de services à la personne ADMR SCIONZIER (2 pages)	Page 74
74-2021-11-15-00004 - ARRETE / N°2021-0148 / DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et compétences / Services à la personne / portant agrément d'un organisme de services à la personne CHABLAIS LEMAN SERVICES (2 pages)	Page 77
74-2021-11-15-00006 - ARRETE / N°2021-0150 / DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et compétences / Services à la personne / portant renouvellement d'agrément d'un organisme de services à la personne ADMR PETITES USSES ET FIER (2 pages)	Page 80
74-2021-11-09-00001 - AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0141 / DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et compétences / Services à la personne / Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne CLAUZADE Laurent (1 page)	Page 83
74-2021-11-09-00005 - AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0143 / DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et compétences / Services à la personne / Récépissé de modification de déclaration d'un organisme de services à la personne ADMR SCIONZIER (2 pages)	Page 85
74-2021-11-15-00001 - AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0145 / DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et compétences / Services à la personne / Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne EISELE Jessica (1 page)	Page 88
74-2021-11-15-00002 - AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0146 / DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et compétences / Services à la personne / Récépissé de modification de déclaration d'un organisme de services à la personne MORIO Chloé (1 page)	Page 90
74-2021-11-15-00003 - AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0147 / DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et compétences / Services à la personne / Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne ROSSET Véronique (1 page)	Page 92

74-2021-11-15-00005 - AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0149 / DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et compétences / Services à la personne / Récépissé de modification de déclaration d'un organisme de services à la personne CHABLAIS LEMAN SERVICES (2 pages)	Page 94
74-2021-11-15-00007 - AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0151 / DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et compétences / Services à la personne / Récépissé de modification de déclaration d'un organisme de services à la personne ADMR PETITES USSES ET FIER (2 pages)	Page 97
74-2021-11-16-00001 - AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0152 / DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et compétences / Services à la personne / Récépissé de modification de déclaration d'un organisme de services à la personne BARBIER Tristan (1 page)	Page 100
<b>74_DRDDI_Direction régionale des douanes et droits indirects du Léman /</b>	
74-2021-11-15-00008 - DGDDI - Décision 2021/11 C du directeur régional à Annecy portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Lyon dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière douane et de manquement à l'obligation déclarative (77 pages)	Page 102
<b>74_Pôle administratif des installations classées /</b>	
74-2021-11-09-00006 - AP 2021-0113-graphocolor (3 pages)	Page 180
74-2021-11-09-00003 - APMD N°2021-0112 scierie Agnellet (3 pages)	Page 184
<b>74_Préf_Préfecture de Haute-Savoie / Direction des relations avec les collectivités locales</b>	
74-2021-11-02-00004 - BAFU-2021-0089 AP portant ouverture d'une enquête DUP parcellaire relative au projet d'aménagement de l'entrée Ouest au vue de la sécurisation du carrefour avec création d'un giratoire sur la commune de LULLY (3 pages)	Page 188
74-2021-11-05-00005 - PREF/DRCL/BAFU/2021-0090 déclarant cessibles les parcelles nécessaires au projet d'aménagement de la route de Rosses et de la route des Chenevriers avec création d'une voie multimodale piétons/cycles sécurisée séparée de la chaussée et sécurisation des carrefours sur la commune de CRANVES-SALES. (2 pages)	Page 192
<b>84_SNCF_Réseau_Société nationale des chemins de fer français_Réseau /</b>	
74-2021-09-17-00006 - Décision de déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain sis route de Saint Julien sur la commune de ETREMBIERES, parcelles cadastrées A 2119, A 2123 et A 2121 (2 pages)	Page 195

74\_CH\_Centre hospitalier Annecy-Genévois

74-2021-11-05-00006

CHANGE Avenant à la décision n°2020-DG-032  
Portant délégation signature direction de la DALI

## AVENANT N° 3 à la DECISION n° 2020-DG-032 portant délégation de signatures de la Direction des Achats, de la Logistique et des Infrastructures

### LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE HOSPITALIER ANNECY GENEVOIS

- VU les articles L 6143-7 et D 6143-33 à D 6143-35 du Code de la Santé Publique relatifs aux modalités de délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé ;
- VU l'article R 6143-38 du Code de la Santé Publique relatif au régime de publicité des actes des établissements publics de santé ;
- VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 10 avril 2019, désignant **Monsieur Vincent DELIVET** pour assurer les fonctions de directeur de la direction commune des Centres Hospitaliers Anancy Genevois (74) et du Pays de Gex (01) à compter du 13 mai 2019
- VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 6 mai 2019 nommant **Madame Manuelle COUPET-TROUDE**, Directeur Adjoint au Centre Hospitalier Anancy Genevois et au Centre Hospitalier du Pays de Gex dans le cadre de la convention de direction commune, à compter du 1er juillet 2019 ;
- VU la circulaire interne n°2019-DG-55 relative à l'organigramme fonctionnel de la direction du Centre Hospitalier Anancy Genevois (CHANGE) et du Pays de Gex ;
- VU la décision n°2020-DG-032 portant délégation de signature de la Direction des Achats, de la Logistique et des Infrastructures du 4 septembre 2020 ;
- Vu l'avenant n°1 à la décision n°2020-DG-032 du 22 septembre 2020 ;
- Vu l'avenant n°2 à la décision n°2020-DG-032 du 12 octobre 2021 ;
- CONSIDERANT les nécessités liées à la bonne marche administrative de l'établissement ;

### DECIDE

---

#### Article 2.2 – Dispositions relatives aux infrastructures hors sécurité du CHANGE

#### Paragraphe 3 - Pour ce qui concerne les achats d'exploitation du secteur technique

En cas d'absence ou d'empêchement simultanée de **Madame Manuelle COUPET-TROUDE**, Directrice Adjointe, et de **Monsieur Yves DELOGE**, Responsable des infrastructures, la délégation de signature prévue à l'article 1.2.2 est dévolue à **Monsieur Pascal MICHEL**, Responsable investissements et travaux, à l'effet de signer les mêmes pièces, exclusivement pour ce qui concerne la filière hors produits de santé.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanée de **Madame Manuelle COUPET-TROUDE**, Directrice Adjointe, de **Monsieur Yves DELOGE**, responsable des infrastructures, et de **Monsieur Pascal MICHEL**, Responsable investissements et travaux, la délégation de signature prévue à l'article 1.2.2 est dévolue à **Monsieur Benjamin FALQUET**, Responsable Approvisionnement et suivi du budget de l'établissement support.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de **Madame Manuelle COUPET-TROUDE**, Directrice Adjointe, de **Monsieur Yves DELOGE**, responsable des infrastructures, de **Monsieur Pascal MICHEL**, Responsable investissements et travaux, et de **Monsieur Benjamin FALQUET**, Responsable approvisionnement et gestion budgétaire, la délégation de signature prévue à l'article 1.2.2 est dévolue à **Monsieur Bertrand FORTERRE**, Responsable de la maintenance et de l'exploitation, exception faite des commandes supérieures à 5 000 euros HT.

**Article 3.** Toute affaire revêtant une importance particulière doit être portée à la connaissance du directeur général pour donner lieu éventuellement à des directives de sa part.

**Article 4.** La présente décision annule et remplace toute décision antérieure relative au même objet.

La présente décision sera portée à la connaissance du conseil de surveillance et transmise, après visas des délégataires, pour information, au comptable public du CHANGE.

Par ailleurs, elle fait l'objet d'un affichage public extérieur et sera publiée au bulletin des actes administratifs de la préfecture de Haute-Savoie.

Epagny Metz-Tessy le 5 novembre 2021

Le Directeur Général,

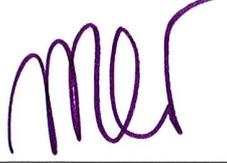
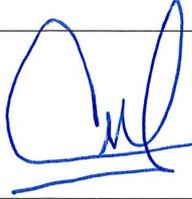
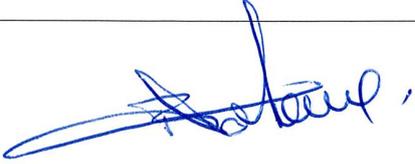
Vincent DELIVET

Destinataires :

- **Pour attribution :** les délégataires
- **Pour publication :**
  - Préfecture de Haute Savoie
- **Pour affichage et conservation**
  - Affichage public réglementaire
  - Direction générale
- **Pour information :**
  - Comptable public du CHANGE
  - Conseil de surveillance du Change

**Annexe 1**  
**AVENANT N°3 à la DECISION n° 2020-DG-032**  
**portant délégation de signature**

**Visas des délégataires :**

SPECIMEN DE SIGNATURE  <b>Manuelle COUPET-TROUDE</b>	
SPECIMEN DE SIGNATURE  <b>Yves DELOGE</b>	
SPECIMEN DE SIGNATURE  <b>Pascal MICHEL</b>	
SPECIMEN DE SIGNATURE  <b>Benjamin FALQUET</b>	
SPECIMEN DE SIGNATURE  <b>Bertrand FORTERRE</b>	

74\_DDFIP\_Direction départementale des  
finances publiques de Haute-Savoie

74-2021-10-21-00008

DDFIP/Pôle ressources et service usager/arrêté  
2021-0049 portant mise à jour des délégations de  
signature de la trésorerie de Taninges



**DÉLÉGATION DE SIGNATURE DU RESPONSABLE DE LA TRÉSORERIE DE TANINGES  
EN MATIÈRE DE GRACIEUX FISCAL**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA HAUTE-SAVOIE**

Le comptable, responsable de la trésorerie de Taninges

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités, aux intérêts moratoires et aux frais de poursuites et portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises de demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
BOBKIEWICZ Doriane	Contrôleur	3 000 €	6 mois	3 000 €
BERCHERY Didier	Contrôleur	3 000 €	6 mois	3 000 €
CHEVROT Yves	Contrôleur	3 000 €	6 mois	3 000 €

## Article 2

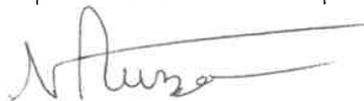
Ces délégations prennent effet au 1<sup>er</sup> octobre 2021.

## Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Haute Savoie.

A Cluses, le 21 octobre 2021

Le Responsable de la Trésorerie par intérim



Nicolas d'AUZAC  
Chef de service comptable

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-11-10-00001

Arrêté n° DDT-2021-1408  
de dérogation permettant l'usage de pneus  
cloutés ou à crampons  
par la société Point Vert Services



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**  
Service transition énergétique et mobilités  
Cellule déplacements

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 10 novembre 2021

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-1408**  
de dérogation permettant l'usage de pneus cloutés ou à crampons  
par la société Point Vert Services

**VU** le Code de la route et notamment ses articles R 314-3 et R 413-7 ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté ministériel du 18 juillet 1985 modifié par l'arrêté du 10 juin 2021 fixant les conditions d'utilisation des pneumatiques comportant des éléments métalliques susceptibles de faire saillie et des dispositifs antidérapants ou antipatinants ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2021-1357 du 4 novembre 2021 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** a demande de dérogation présentée le 08 novembre 2021 par la société Point Vert Services en vue d'équiper de pneus cloutés ou à crampons deux véhicules d'un poids total en charge supérieur à 3,5 tonnes utilisés pour le déneigement et le salage de la voirie départementale ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Du mercredi 10 novembre 2021 au jeudi 31 mars 2022 inclus, la société point Vert Services est autorisée à utiliser des pneus cloutés ou à crampons sur les véhicules suivants :

- MERCEDES immatriculé FL-243-YW

15 rue Henry Bordeaux  
74998 Annecy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 60 00.  
Mél. : ddt-arretes-circulation@haute-savoie.gouv.fr  
www.haute-savoie.gouv.fr

1/2

- MERCEDES immatriculé CM-399-LC
- MERCEDES immatriculé FB-943-KL

nécessaires au salage et au déneigement de la voirie départementale dans les périmètres des CERD d'Annecy-Ouest, Saint-Gervais et Chamonix.

Les véhicules équipés de pneus cloutés doivent porter de façon bien visible à l'arrière sur la partie inférieure gauche de la carrosserie, un disque de 15 cm de diamètre, conforme au modèle réglementaire.

**Article 2 :** Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique – articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

**Article 3 :**

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie,
- M. le colonel commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Savoie,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Savoie,
- La société Point Vert Services,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires,  
La chargée de réglementation de la circulation



Cécile LEFEVRE

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-11-09-00002

Arrêté n° DDT-2021-1409  
de dérogation permettant l'usage de pneus  
cloutés ou à crampons  
par la commune de Megève



**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 09 novembre 2021

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-1409**  
de dérogation permettant l'usage de pneus cloutés ou à crampons  
par la commune de Megève

**VU** le Code de la route et notamment ses articles R 314-3 et R 413-7 ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté ministériel du 18 juillet 1985 modifié par l'arrêté du 10 juin 2021 fixant les conditions d'utilisation des pneumatiques comportant des éléments métalliques susceptibles de faire saillie et des dispositifs antidérapants ou antipatinants ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2021-1357 du 4 novembre 2021 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** la demande de dérogation présentée le 09 novembre 2021 par la commune de Megève en vue d'équiper de pneus cloutés ou à crampons le véhicule cité à l'article 1, d'un poids total en charge supérieur à 3,5 T, utilisé pour la fourrière de police municipale ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Du mardi 09 novembre 2021 au jeudi 31 mars 2022 inclus, la commune de Megève est autorisée à utiliser des pneus cloutés ou à crampons sur le véhicule MERCEDES ATEGO immatriculé FR-313-TP nécessaire à la fourrière de police municipale.

Les véhicules équipés de pneus cloutés doivent porter de façon bien visible à l'arrière sur la partie inférieure gauche de la carrosserie, un disque de 15 cm de diamètre, conforme au modèle réglementaire.

**Article 2 :** Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique – articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

**Article 3 :**

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie,
- M. le colonel commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Savoie,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Savoie,
- La commune de Megève,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires,  
La chargée de réglementation de la circulation



Cécile LEFEVRE

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-11-04-00013

Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1392 portant  
modification d agrément pour l exploitation  
d un établissement chargé d animer les stages  
de sensibilisation à la sécurité routière « FRANCE  
STAGE PERMIS », agréé sous le n° R 18 074 0004  
0 , Monsieur Hugo SPORTICH



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**

Service transition énergétique et mobilités  
Cellule éducation routière

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Anncny, le 04 novembre 2021

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-1392**

**portant modification d'agrément pour l'exploitation d'un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière.**

**VU** le Code de la Route, notamment ses articles L. 212-1 à L. 212-5, L. 213-1 à L. 213-7, L.223-6, R. 212-1 à R. 213-6, R. 223-5 à R. 223-9 ;

**VU** l'arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 03 mai 2021, portant délégation de signature à Monsieur Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2021-0650 du 04 mai 2021 de subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2018-1957 du 4 décembre 2018 autorisant Monsieur Hugo SPORTICH à exploiter l'établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé « FRANCE STAGE PERMIS », agréé sous le n° R 18 074 0004 0 ;

**VU** la demande par mail du 03 novembre 2021 transmis par l'établissement sus-nommé, relatif à la désignation d'une nouvelle personne chargée de l'accueil ;

**CONSIDÉRANT** que la demande remplit les conditions réglementaires ;

**ARRETE**

**Article 1 :** L'article 3 de l'arrêté n° DDT-2018-1957 du 4 décembre 2018 est modifié comme suit :

**Les personnes désignées pour l'accueil et l'encadrement technique et administratif des stages sont :**

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Annecy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 60 00  
Mél. : raymond.excoffier@haute-savoie.gouv.fr  
www.haute-savoie.gouv.fr

1/2

- Monsieur Pierre-Alexandre DI-LUCIA JAMINET
- Madame Christelle LOUIS
- Madame Dominique CHARROL
- Madame Aude BONFONTI
- Madame Anne ORSONI
- Madame Chloé BOZZI
- Monsieur Dimitri CARATJAS
- Monsieur Paul PEREZ
- Monsieur Lionel BARD
- Madame Amandine MORAZZONI
- **Monsieur Gilles PERRET**

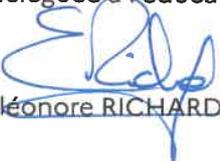
**Article 2 :** Les autres articles de l'arrêté préfectoral susvisé restent inchangés.

**Article 3 :** La modification résultant du présent arrêté est enregistrée dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

**Article 5 :** Monsieur le directeur départemental des territoires et Madame la déléguée à la cellule éducation routière, sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Hugo SPORTICH.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
pour le directeur départemental des territoires,  
l'adjointe à la déléguée à l'éducation routière,

  
Éléonore RICHARD

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-11-09-00008

Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1410 portant  
renouvellement d agrément pour l exploitation  
d un établissement d enseignement, à titre  
onéreux, de la conduite des véhicules à moteur  
et de la sécurité routière« PROMOTRANS FPC»,  
situé 14 rue de la Césièrè ZI de Vovray Seynod  
74600 ANNECY, Madame Cécile SPONGA



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**

Service transition énergétique et mobilités  
Cellule éducation routière

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Anancy, le 09 novembre 2021

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-1410**

**portant renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière**

**VU** le code de la route, notamment ses articles R.213-1 et suivants ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 03 mai 2021, portant délégation de signature à Monsieur Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2021-1357 du 04 novembre 2021 de subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** la demande du 14 septembre 2021 déposée par Madame Cécile SPONGA, en vue de renouveler son agrément n° E 02 074 0223 0 l'autorisant à exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière « PROMOTRANS FPC », situé 14 rue de la Césièrè – ZI de Vovray Seynod 74600 ANNECY;

**CONSIDÉRANT** que la demande remplit les conditions réglementaires ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Madame Cécile SPONGA, est autorisée à exploiter, sous le n° E 02 074 0223 0, l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé « PROMOTRANS FPC », situé 14 rue de la Césièrè – ZI de Vovray Seynod 74600 ANNECY.

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Anancy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 60 00  
Mél. : raymond.excoffier@haute-savoie.gouv.fr  
www.haute-savoie.gouv.fr

1/2

**Article 2 :** Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la signature du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant, présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**Article 3 :** L'établissement est habilité, au vu des pièces justificatives fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes : C - CE - D.

**Article 4 :** Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 5 :** Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

**Article 6 :** Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**Article 7 :** L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

**Article 9 :** Monsieur le directeur départemental des territoires et Madame la déléguée à la cellule éducation routière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Madame Cécile SPONGA.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
pour le directeur départemental des territoires,  
la déléguée à l'éducation routière,



Eléonore RICHARD

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-11-12-00002

Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1416 portant  
renouvellement d'agrément pour l'exploitation  
d'un établissement assurant à titre onéreux, la  
formation des candidats aux titres ou diplôme  
exigés pour l'exercice de la profession  
d'enseignant de la conduite et de la routière  
« LEGON FORMATION », situé 954 route du  
Châtelet 74800 CORNIER, Monsieur Gérard  
LEGON



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**

Service transition énergétique et mobilités

Cellule éducation routière

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 12 novembre 2021

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-1416**

**portant renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement assurant à titre onéreux, la formation des candidats aux titres ou diplôme exigés pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite et de la routière**

**VU** le Code de la Route, notamment ses articles L 213-1 à L 213-6 ;

**VU** l'arrêté du 12 avril 2016 relatif à l'exploitation des établissements assurant, à titre onéreux, la formation des candidats aux titres ou diplômes exigés pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 03 mai 2021, portant délégation de signature à Monsieur Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2021-1357 du 04 novembre 2021 de subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2015-0698 du 23 octobre 2015 autorisant Monsieur Gérard LEGON à exploiter, sous l'agrément n° F 10 074 0001 0, l'établissement assurant à titre onéreux, la formation des candidats aux titres ou diplôme exigés pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite et de la routière, « LEGON FORMATION », situé 954 route du Châtelet 74800 CORNIER ;

**VU** la demande du 22 octobre 2021 déposée par Monsieur Gérard LEGON en vue de renouveler son agrément ;

**CONSIDÉRANT** que la demande remplit les conditions réglementaires ;

**ARRÊTE**

**Article 1 : Monsieur Gérard LEGON est autorisé à exploiter, sous le n° F 10 074 0001 0, l'établissement assurant à titre onéreux, la formation des candidats aux titres ou diplôme exigés pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite et de la routière dénommé « LEGON FORMATION » et situé 954 route du Châtelet 74800 CORNIER.**

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Annecy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 60 00  
Mél. : raymond.excoffier@haute-savoie.gouv.fr  
www.haute-savoie.gouv.fr

1/2

**Article 2 :** Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la signature du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant, présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**Article 3 :** La personne désignée pour exercer les fonctions de directeur pédagogique dans l'établissement est : **Monsieur Pierre PROST-A-PETIT.**

L'établissement est habilité à dispenser les formations suivantes :

- **Titre Professionnel d'Enseignant de la Conduite et de la Sécurité Routière : module commun, modules spécifiques CCP1 et CCP2 .**

**Article 4 :** Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 avril 2016 susvisé.

**Article 5 :** Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

**Article 6 :** Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**Article 7 :** L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 et 13 de l'arrêté ministériel du 12 avril 2016 susvisé.

**Article 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

**Article 9 :** Monsieur le directeur départemental des territoires et Madame la déléguée à la cellule éducation routière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Gérard LEGON.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
pour le directeur départemental des territoires,  
la déléguée à l'éducation routière,

  
Eléonore RICHARD

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-11-10-00002

Arrêté n°DDT-2021-1414 portant autorisation de  
capture et de vente de géniteurs de corégone et  
d'omble chevalier en période de protection des  
salmonidés du Léman



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**  
Service eau-environnement  
Cellule milieux aquatiques et pêche

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 10 novembre 2021

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-1414**  
**portant autorisation de capture et de vente de géniteurs de corégone et d'omble chevalier**  
**en période de protection des salmonidés du Léman**

**VU** les articles L436-9, L436-13 à L436-17, R436-84 à R436-86 du code de l'environnement ;

**VU** les dispositions de la loi n° 82-349 du 20 avril 1982 autorisant l'approbation d'un accord entre le conseil fédéral suisse et le gouvernement de la République française et concernant la pêche dans le lac Léman ;

**VU** les articles 45, 46, 52 et 53, alinéa 3, du règlement d'application de l'accord entre le conseil fédéral suisse et le gouvernement de la République française concernant la pêche dans le lac Léman pour la période 2021-2025 ;

**VU** l'arrêté n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à Monsieur le directeur départemental des territoires ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2021-0650 du 4 mai 2021 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires ;

**VU** la demande d'autorisation reçue le 20 septembre 2021, présentée par l'association pour la mise en valeur piscicole des plans d'eau en Rhône-Alpes (APERA) pour la capture de géniteurs d'omble chevalier et de corégone pour des opérations de pacage lacustre au lac Léman ;

**VU** l'avis favorable de l'unité spécialisée milieux lacustres de l'office français de la biodiversité (OFB) du 11 octobre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que l'alevinage en ombles chevaliers et corégonnes est nécessaire au maintien des populations de cette espèce dans le Léman ;

**CONSIDÉRANT** que la perpétuation du savoir-faire en matière de production d'alevin de corégone en pisciculture est nécessaire du fait de sa spécificité ;

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 Annecy cedex 9  
Tél. : 04 50 33 78 51  
Mél. : ddt-see@haute-savoie.gouv.fr  
www.haute-savoie.gouv.fr

1/4

W:\Environnement\Biodiversite\4\_Peche\05\_Lac\_Leman\Peches\_Exceptionnelles\2021\ARP\_DDT\_2021\_capture\_apera.odt

## ARRETE

### **Article 1 : bénéficiaire de l'autorisation**

Monsieur le Président de l'association pour la mise en valeur piscicole des plans d'eau en Rhône-Alpes (APERA), 13 Quai de Rives, 74200 THONON-LES-BAINS, est autorisé à organiser des captures aux engins et aux filets de géniteurs de corégone et d'omble chevalier dans les eaux françaises du lac Léman.

### **Article 2 : période**

Les opérations se dérouleront du 15 novembre 2021 au 15 janvier 2022 pour l'omble chevalier et pour le corégone.

### **Article 3 : objet de l'opération**

Les pêches ont pour but la récolte d'œufs de ces deux espèces, pour satisfaire les objectifs d'alevinage définis à l'article 54 du règlement d'application de l'accord entre le conseil fédéral suisse et le gouvernement de la République française concernant la pêche dans le lac Léman :

- omble chevalier en quantité suffisante pour la production de 400 000 estivaux,
- corégone en quantité suffisante pour la production de 7 500 000 d'alevins à résorption.

Concernant le corégone, les pêches ont également un but scientifique (conventions de partenariat avec l'INRAE 2018, 2019, 2020 et 2021). Des mesures biométriques (taille/poids) et des prélèvements d'écaillés afin de déterminer l'âge des individus sont réalisés. Les captures par unités d'effort (CPUE) sont également analysées à partir des données collectées.

### **Article 4 : responsables de l'exécution matérielle**

Les opérations de pêche seront exécutées sous la responsabilité de M. le Président de l'association pour la mise en valeur piscicole des plans d'eau en Rhône-Alpes (APERA) et du personnel de la pisciculture : Alexis TITE, Cédric DRIOL et Clément HOYAU.

Les pêches pourront être exécutées dans les conditions définies ci-après par les pêcheurs professionnels du lac Léman, en tous lieux désignés par le responsable des opérations.

Elles pourront être contrôlées par les agents de l'office français de la biodiversité (OFB) et de la DDT de la Haute-Savoie.

### **Article 5 : conditions d'exécution**

Les pêcheurs professionnels, en position régulière d'activité et n'ayant fait l'objet d'aucun procès-verbal d'infraction au titre de la réglementation en vigueur sur le lac Léman, au cours des douze mois précédant la signature du présent arrêté, seront seuls admis à participer à ces pêches.

L'autorisation de participer à ces pêches sera retirée par décision de l'administration aux pêcheurs qui ne se conformeraient pas aux directives données par le responsable de l'exécution au sujet des opérations de pêche, de récupération des œufs et de fécondation.

**Les pêches d'ombles chevalier** seront pratiquées à l'aide de pics de fond : filets dormants de type araignée de 4,20 m à 8 m de hauteur et 100 m de longueur au maximum, à mailles de 48 mm au moins. Les filets ne pourront pas être tendus avant 14 heures.

Le nombre de filet autorisé est fixé à **un (1)** par licence. Un filet de 100 m pourra être remplacé par deux (2) filets de 50 m. Toutefois, en cas de besoin, un deuxième filet pourra être utilisé sur décision du responsable des pêches. Dans ce cas, le responsable des pêches informera l'OFB et la DDT.

Par dérogation à l'article 48 du règlement d'application de l'accord, ces pêches pourront avoir lieu sur les omblières.

Les jours, lieux et conditions pratiques des pêches d'ombles chevaliers seront fixés par le responsable des opérations et portés à la connaissance des pêcheurs.

**Les pêches de corégones** seront pratiquées à l'aide de filet à mailles de 44 mm au moins, d'une longueur maximum de 100 m et d'une hauteur maximum de 4,20 m. Ce filet ne pourra pas être remplacé par deux filets de 50 m ou trois filets de 30 m.

Le nombre de filets autorisé est limité à **un (1)** par licence. Toutefois, en cas de besoin, le responsable des pêches pourra autoriser jusqu'à **quatre (4)** filets. Dans ce cas, le responsable des pêches informera l'OFB et la DDT.

Ces engins ne pourront être tendus que dans les zones où la profondeur de l'eau ne dépasse pas 10 m.

L'utilisation de ces filets est interdite dans les zones définies aux articles 46 et 47 du règlement d'application de l'accord (embouchures des rivières) ainsi que sur les omblières.

Les jours, heures et conditions pratiques des pêches de corégones seront fixés par le responsable des opérations et portés à la connaissance des pêcheurs par voie électronique.

Préalablement, l'état de maturité du poisson sera étudié à l'aide de sondages exécutés à partir du 1<sup>er</sup> décembre à la diligence du responsable des opérations.

#### **Article 6 : destination du poisson**

Tous les poissons capturés seront remis aux pisciculteurs au point de contrôle défini par le responsable de l'exécution matérielle des pêches afin qu'ils effectuent : comptage, pesée, fécondation et marquage (poinçonnage aux ouïes).

Les ombles chevaliers de taille réglementaire et non viables seront ensuite remis aux pêcheurs professionnels qui en seront propriétaires. La commercialisation de ces poissons sera autorisée, tout en tenant compte du courrier en date du 7 juin 2017 de la direction départementale de Haute-Savoie de la protection des populations relatif à la contamination en PCB des ombles chevaliers du lac Léman.

Les géniteurs non matures d'omble chevalier seront acheminés vivants à la pisciculture domaniale de Thonon-les-Bains. Ils seront stockés en bassins jusqu'à réalisation de la fécondation artificielle. Ils seront ensuite remis au lac.

Les corégones de taille réglementaire et non viables seront remis aux pêcheurs professionnels qui en seront propriétaires. La commercialisation de ces poissons est autorisée.

Les salmonidés autres que l'omble chevalier et le corégone seront rejetés au lac ou remis à une œuvre sociale s'ils ne sont pas viables.

Les œufs seront acheminés à la pisciculture domaniale de Thonon-les-Bains.

#### **Article 7 : non-respect des conditions d'exécution**

Le non-respect des conditions d'exécution fixées aux articles 4 et 5 sera sanctionné par les articles L436-13 à L436-17 et R436-85 et R436-86 du code de l'environnement.

### **Article 8 : déclaration préalable des opérations**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser par courriel, avant 13 heures le jour de l'opération, une déclaration écrite précisant les dates et lieux de capture ainsi que les pêcheurs professionnels désignés, à l'Unité Spécialisée Milieux Lacustres de l'OFB (nicolas.bergher@ofb.gouv.fr) et à la DDT (ddt-see@haute-savoie.gouv.fr).

### **Article 9 : compte rendu d'exécution**

Il sera établi, après l'exécution des pêches, un compte rendu qui sera adressé à :

- M. le chef du service eau-environnement de la DDT de la Haute-Savoie ;
- M. le délégué régional de l'office français de la biodiversité ;
- M. le président de la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de la Haute-Savoie.

### **Article 10 : voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois suivant sa notification ou publication, devant le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux, qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Il est possible de saisir une juridiction administrative par le biais du portail "télérecours citoyens", accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 11 : exécution**

MM. le directeur départemental des territoires, le président de l'association pour la mise en valeur des plans d'eau en Rhône-Alpes (APERA), les agents de l'unité spécialisée milieux lacustres de l'office français de la biodiversité (OFB) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à messieurs le sous-préfet de Thonon-les-Bains, le commandant de la compagnie de gendarmerie de Thonon-les-Bains, le président de la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de la Haute-Savoie, mesdames et messieurs les maires des communes riveraines du Léman.

P/Le préfet et par délégation  
P/Le directeur départemental des territoires  
Le chef du service eau-environnement

Damien ASSADET

74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-11-10-00003

Arrêté n°DDT-2021-1415 portant autorisation de  
capture de géniteurs de truite fario pour  
repeuplement



**Le préfet de la Haute-Savoie**

Anancy, le 10 novembre 2021

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n° DDT-2021-1415**

**portant autorisation de capture de géniteurs de truite fario pour repeuplement**

**VU** les articles L436-9, L436-13 à L436-17, R436-84 à R436-86 du code de l'environnement ;

**VU** les dispositions de la loi n° 82-349 du 20 avril 1982 autorisant l'approbation d'un accord entre le conseil fédéral suisse et le gouvernement de la République française et concernant la pêche dans le lac Léman ;

**VU** l'article 54, alinéa 3, du règlement d'application de l'accord entre le conseil fédéral suisse et le gouvernement de la République française concernant la pêche dans le lac Léman pour la période 2021-2025 ;

**VU** l'arrêté n°DDT-2020-1400 portant réglementation permanente relative à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de la Haute-Savoie hors lac Léman et lac d'Anancy ;

**VU** l'arrêté n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à Monsieur le directeur départemental des territoires ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2021-0650 du 4 mai 2021 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires ;

**VU** la demande d'autorisation reçue le 20 septembre 2021, présentée par l'association pour la mise en valeur piscicole des plans d'eau en Rhône-Alpes (APERA) pour la capture de géniteurs de truite Fario pour des opérations de repeuplement ;

**VU** l'avis de l'unité spécialisée milieux lacustres de l'office français de la biodiversité (OFB) du 11 octobre 2021 ;

**VU** l'avis de la fédération de pêche et de protection du milieu aquatique du 15 octobre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que l'alevinage en truites fario est nécessaire au maintien des populations de cette espèce dans le Léman ;

**CONSIDÉRANT** que la perpétuation du savoir-faire en matière de production d'alevin de truites farios en pisciculture est nécessaire du fait de sa spécificité ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : bénéficiaire de l'autorisation**

Monsieur le président de l'association pour la mise en valeur piscicole des plans d'eau en Rhône-Alpes (APERA), 13 quai de Rives, 74200 THONON-LES-BAINS, est autorisé à organiser des captures aux engins et aux filets de géniteurs de truites farios dans les eaux françaises du lac Léman.

### **Article 2 : période**

Les opérations se dérouleront du 15 novembre 2021 au 10 janvier 2022 pour la truite fario.

### **Article 3 : objet de l'opération**

Les pêches ont pour but la récolte d'oeufs de cette espèce, pour satisfaire les objectifs d'alevinage définis à l'article 54 du règlement d'application de l'accord entre le conseil fédéral suisse et le gouvernement de la république française concernant la pêche dans le lac Léman :

- truite lacustre, en quantité suffisante pour la production de 50 000 smolts (truite d'une année).

La quantité est de 20 femelles et 60 mâles.

### **Article 4 : responsable(s) de l'exécution matérielle**

Les opérations de pêche seront exécutées sous la responsabilité de M. le Président de l'association pour la mise en valeur piscicole des plans d'eau en Rhône-Alpes (APERA) et du personnel de la pisciculture : Alexis TITE, Cédric DRIOL et Clément HOYAU.

Elles pourront être contrôlées par les agents de l'office français de la biodiversité (OFB) et de la DDT de la Haute-Savoie.

### **Article 5 : conditions d'exécution**

Le matériel utilisé pour la réalisation de l'opération est le suivant :

- épuisettes ;
- poubelles de stockage

Aucune pêche électrique n'est réalisée.

Les prises sont réalisées dans la passe à poisson.

### **Article 6 : lieux de l'opération**

La récolte des oeufs se fait dans la Dranse, dans le Foron, le Rodon et le Pamphiot.

### **Article 7 : non respect des conditions d'exécution**

Le non-respect des conditions d'exécution fixées aux articles 4 et 5 sera sanctionné par les articles L436-13 à L436-17 et R436-85 et R436-86 du Code de l'environnement.

### **Article 8 : déclaration préalable des opérations**

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser par courriel, avant 13 heures le jour de l'opération, une déclaration écrite précisant les dates et lieux de capture à l'Unité Spécialisée Milieux Lacustres de l'OFB (nicolas.bergher@ofb.gouv.fr) et à la DDT (ddt-see@haute-savoie.gouv.fr).

### **Article 9 : compte rendu d'exécution**

Il sera établi, après l'exécution des pêches, un compte rendu qui sera adressé à :

- M. le chef du service eau et environnement de la direction départementale des territoires de la Haute-Savoie ;
- M. le délégué régional de l'office français de la biodiversité ;
- M. le président de la fédération pour la pêche et la protection des milieux aquatiques de la Haute-Savoie.

### **Article 10 : voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois suivant sa notification ou publication, devant le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux, qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Il est possible de saisir une juridiction administrative par le biais du portail « télérécourts citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 11 : exécution**

MM. le directeur départemental des territoires, le président de l'association pour la mise en valeur des plans d'eau en Rhône-Alpes (APERA), les agents de l'unité opérationnelle lacs de l'office français de la biodiversité (OFB) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à messieurs le sous-préfet de Thonon-les-Bains, le commandant de la compagnie de gendarmerie de Thonon-les-Bains, le président de la fédération pour la pêche et la protection des milieux aquatiques de la Haute-Savoie, mesdames et messieurs les maires des communes riveraines du Léman.

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires,  
Le chef du service eau et environnement,



Damien ASSADET



74\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Savoie

74-2021-11-09-00007

Arrêté préfectoral n°DDT-2021-1411 - Déclaration  
d'intérêt général et valant récépissé de  
déclaration pour la mise en œuvre des plans de  
gestion de la végétation rivulaire et des  
matériaux solides du bassin versant du Foron du  
Chablais-Genevois dans les communes de  
BONS-EN-CHABLAIS, MACHILLY,  
SAINT-CERGUES, LUCINGES, CRANVES-SALES,  
JUVIGNY, VILLE-LA-GRAND, ANNEMASSE,  
AMBILLY et GAILLARD.



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**  
Service eau-environnement  
Cellule milieux aquatiques et pêche

**Le préfet de la Haute-Savoie**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 09 novembre 2021

**ARRÊTÉ n° DDT-2021-1411**

**portant déclaration d'intérêt général et valant récépissé de déclaration pour la mise en œuvre des plans de gestion de la végétation rivulaire et des matériaux solides du bassin versant du Foron du Chablais genevois (sur sa partie française)**

**Communes de BONS-EN-CHABLAIS, MACHILLY, SAINT-CERGUES, LUCINGES, CRANVES-SALES, JUVIGNY, VILLE-LA-GRAND, ANNEMASSE, AMBILLY et GAILLARD**

**DIG au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement  
Déclaration au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement**

**Bénéficiaire : syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses affluents (SM3A)**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L211-1, L214-1 à L214-6, R214-1 à R214-56 relatifs aux opérations sur les milieux aquatiques soumises à déclaration ;

**VU** les articles L215-15 et L215-18 du code de l'environnement relatifs aux opérations groupées d'entretien régulier d'un cours d'eau menées dans le cadre d'un plan de gestion ;

**VU** l'article R214-44 du code de l'environnement relatif aux opérations d'urgence ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L211-7, L214-1 à L214-6, L215-18 et R214-88 à R214-103 relatifs aux opérations déclarées d'intérêt général ou d'urgence ;

**VU** le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L151-36 à L151-40 relatifs aux déclarations d'intérêt général (DIG) ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L123-1 à L123-18 et R123-1 à R123-27 relatifs aux enquêtes publiques concernant les décisions susceptibles d'affecter l'environnement ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

15 rue Henry-Bordeaux  
74998 ANNECY cedex 9  
Tél. : 04 50 33 77 69  
Mél. : [alexa.moene@haute-savoie.gouv.fr](mailto:alexa.moene@haute-savoie.gouv.fr)

W:\Environnement\Eau\01\_Travaux\Plans\_gestion\Arve\_et\_Eau\_noire\  
Plan\_gestion\_boisements\_sediments\_DIG\_BV\_Foron\_Chablais\_Genevois\_SM3A\  
04-ARRETE\_PREFECTORAL\ARP\_DDT\_2021\_1411.odt

1/36

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021 approuvé le 3 décembre 2015 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2018-1130 du 23 juin 2018 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Arve ;

**VU** l'arrêté n° PREF/DCRL/BCLB-2017-103 du 29 décembre 2017 modifiant le cadre des compétences statutaires (GEMAPI) du SM3A ;

**VU** l'arrêté DDAF/2007/SEP/N° 08 du 22 janvier 2007 attribué au SIFOR, portant déclaration d'intérêt général de travaux d'entretien, de restauration et de mise en valeur des berges de la rivière "Le Foron" et de ses affluents, sur les communes d'Ambilly, Bons-en-Chablais, Cranves-Sales, Gaillard, Juvigny, Machilly, Saint-Cergues et Ville-la-Grand ;

**VU** le dossier de déclaration relatif à la mise en œuvre des plans de gestion de la végétation rivulaire et des matériaux solides du bassin versant du Foron du Chablais genevois sur les communes de BONS-EN-CHABLAIS, MACHILLY, SAINT-CERGUES, LUCINGES, CRANVES-SALES, JUVIGNY, VILLE-LA-GRAND, ANNEMASSE, AMBILLY et GAILLARD, enregistré au guichet unique de police de l'eau sous le n° 74-2020-00172 le 11 décembre 2020, présenté par le SM3A, représenté par son président Monsieur Bruno FOREL, sis 300 chemin des Prés Moulin 74800 SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY, par lequel il sollicite une déclaration d'intérêt général ;

**VU** l'avis du service aménagement de la DDT donné aux titres de l'urbanisme et des risques naturels du 12 février 2021 ;

**VU** l'avis favorable de la commission locale de l'eau (CLE) du SAGE de l'Arve du 12 mars 2021 ;

**VU** l'absence de réponse à la consultation du 04 mars 2021 pour avis de madame la présidente du Conseil d'État du Canton de Genève (département du territoire, office cantonal de l'eau, service de l'écologie de l'eau) ;

**VU** la demande de précision transmise par la DDT le 13 avril 2021 et la réponse apportée par le SM3A le 07 mai 2021 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-0890 du 15 juin 2021 portant ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général entre le lundi 05 juillet 2021 à 13 h 30 et le mardi 03 août 2021 à 17 h 30 inclus dans les communes de SAINT-CERGUES, GAILLARD et BONS-EN-CHABLAIS ;

**VU** le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur du 26 août 2021 émettant un avis favorable à la réalisation du projet ;

**VU** les observations et compléments du pétitionnaire du 14 octobre 2021 sur le projet d'arrêté pour lequel il a été sollicité par courriel le 04 octobre 2021 ;

**VU** l'ensemble des pièces du dossier de la demande susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux projetés répondent à la notion d'intérêt général visée à l'article L211-7 du code de l'environnement et qu'ils participent à l'atteinte des objectifs fixés à l'article L211-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'entretien du Foron du Chablais genevois et de ses affluents est soumis à déclaration et entre dans le cadre des plans de gestion visés par l'article L215-15 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les plans de gestion proposés vont dans le sens des intérêts défendus par la législation sur l'eau et la prévention des inondations, en particulier au regard de la gestion du transport solide et de l'entretien des berges nécessaires au maintien de la capacité hydraulique des cours d'eau ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée et n'est pas de nature à compromettre l'objectif d'atteinte du bon état écologique et chimique du Foron du Chablais genevois ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est compatible avec le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Arve ;

**CONSIDÉRANT** que le projet ne porte pas atteinte aux objectifs de conservation des sites Natura 2000 "Zones Humides du Bas Chablais" (FR 8201722) et "Massif des Voirons" (FR 8201710) traversés par les sections de cours d'eau faisant l'objet d'un entretien ;

**CONSIDÉRANT** que le projet ne porte pas atteinte aux objectifs de gestion de l'APPB024 "Marais à la Dame et de Grange Vigny", de l'APPB191 "Aulnaie glutineuse nommée marais de Blézy" et de l'APPB017 "Massif des Voirons" ;

**CONSIDÉRANT** que les propriétaires riverains ne sont pas en capacité d'effectuer par eux-mêmes, ni dans de bonnes conditions, les travaux nécessaires ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux à réaliser n'entraînent aucune expropriation et que le SM3A ne prévoit pas de demander de participation financière aux propriétaires intéressés ;

**CONSIDÉRANT** que l'intervention du SM3A est légitime, du fait de ses compétences ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE I - OBJET DE LA DÉCLARATION LOI SUR L'EAU ET DE LA DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL**

#### **ARTICLE 1 - Objet et localisation des travaux**

Le bassin versant du Foron du Chablais genevois, affluent en rive droite de l'Arve, couvre une superficie de 40 km<sup>2</sup> le long de la frontière franco-suisse. Le bassin versant occupe tout ou partie des territoires des communes de BONS-EN-CHABLAIS, MACHILLY, SAINT-CERGUES, LUCINGES, CRANVES-SALES, JUVIGNY, VILLE-LA-GRAND, ANNEMASSE, AMBILLY et GAILLARD sur la partie française et de PRESINGE, PUPLINGE et THÔNEX sur la partie suisse (cf. annexe 1 : localisation du BV).

L'opération consiste à mettre en œuvre les plans de gestion de la végétation rivulaire et des matériaux solides sur le Foron du Chablais genevois et ses affluents. Ces travaux d'entretien ne portent que sur la partie française.

#### **1-1 Plan de gestion des matériaux solides**

Le fonctionnement sédimentaire du bassin versant est très fortement modifié par un blocage des sédiments en amont dans les affluents, une très faible capacité de mobilisation sédimentaire et une forte artificialisation des berges du cours d'eau principal. De plus, la capacité limitée de nombreux ouvrages hydrauliques en cas de crue, les phénomènes de dépôt et la proximité immédiate d'enjeux humains imposent une surveillance et une gestion des matériaux sur le territoire afin de limiter le risque inondation (cf. annexe 2 : localisation des sites de suivi des matériaux).

Les objectifs du plan de gestion des matériaux solides sont les suivants :

- sécuriser les secteurs à enjeux par une gestion raisonnée et adaptée du cours d'eau,
- gérer les risques d'inondation,
- protéger les personnes et les biens face au risque d'inondation,
- définir les zones de prélèvement des matériaux et définir les zones de réinjection éventuelles,
- redonner une dynamique au cours d'eau,
- conserver les zones d'expansion des crues naturelles et artificielles,
- limiter les incisions dans les zones urbanisées,
- stimuler la restauration de la vie aquatique,
- définir les mesures compensatoires, les modalités pratiques d'intervention, d'entretien et de suivi.

### **1-2 Plan de gestion de la végétation rivulaire**

Le plan de gestion de la végétation se base sur un constat de l'abandon de l'entretien des bords de rivière, par certains propriétaires riverains, susceptible d'augmenter les risques pour la sécurité des personnes et des biens ainsi qu'entraîner un vieillissement des boisements de berges.

Les objectifs de ce plan de gestion de la végétation sont de :

- gérer et traiter la ripisylve pour maintenir et stabiliser les berges, conserver et développer la biodiversité en assurant une connexion entre le milieu terrestre et aquatique tout en préservant les intérêts paysagers et le renouvellement du couvert arboré ;
- favoriser les écoulements en gérant le bois mort, en limitant les corps flottants et l'obstruction du lit par la formation d'embâcles. Assurer ainsi la libre circulation des espèces et du transport solide, mais également faciliter le passage des eaux en crue et limiter ainsi les risques de débordement.

Des mesures de gestion ont été définies par tronçons couvrant l'ensemble des boisements de cours d'eau du bassin versant du Foron du Chablais genevois (cf. annexe 6).

Pour chaque tronçon, des niveaux de risque ont été définis afin de pointer les secteurs plus sensibles nécessitant une surveillance et des interventions plus fréquentes. Il s'agit principalement des secteurs urbains, des secteurs endigués et des secteurs en amont de traversées de cours d'eau par les voiries ou mise en souterrain de ceux-ci.

Les opérations réalisées permettent de protéger les biens et les personnes ainsi que de favoriser la restauration écologique des milieux.

Pour préserver ces enjeux, le présent arrêté autorise la mise en œuvre des actions d'entretien identifiées aux plans de gestion des sédiments et des boisements de berge du Foron du Chablais genevois et de ses affluents.

### **ARTICLE 2 – Bénéficiaire de la déclaration loi sur l'eau et de la déclaration d'intérêt général**

Le syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses affluents (SM3A), sis 300 chemin des Prés Moulin 74800 SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY, représenté par son président monsieur Bruno FOREL, est bénéficiaire de la déclaration loi sur l'eau définie à l'article 1 et de la déclaration d'intérêt général (DIG) associée (article 6), sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

Le bénéficiaire assure la maîtrise d'ouvrage des travaux d'entretien décrits ci-après.

### **ARTICLE 3 - Caractéristiques des travaux autorisés**

Les opérations d'entretien sont détaillées dans les plans de gestion des matériaux solides et de la végétation rivulaire du Foron du Chablais genevois et de ses affluents.

#### **3-1 Plan de gestion des matériaux solides**

Les actions du plan de gestion des matériaux consistent en :

- le suivi régulier et après chaque évènement hydrologique des ouvrages et secteurs ciblés dans le plan de gestion, avec suivi sur le long terme de l'évolution du lit et interventions le cas échéant pour rétablir le profil objectif du site ;
- la mise en place d'échelles limnimétriques et/ou de repères physiques afin de suivre l'évolution du gabarit hydraulique des ouvrages suivant des cotes d'intervention définies dans le plan de gestion (cote d'alerte et cote plancher) ;
- le curage préventif des matériaux (suivant les cotes définies) ou dès lors qu'un évènement de crue provoque des désordres ne garantissant plus la fonctionnalité des ouvrages ;
- la réalisation d'interventions préventives sur la végétation et la stabilité des atterrissements des sites ciblés afin d'en limiter le développement.

Les interventions consistent en :

- la dévégétalisation des atterrissements (évacuer les bois déposés) ;
- la scarification des atterrissements ;
- l'arasement, la remobilisation et le curage des atterrissements ;
- le curage au droit des ouvrages de franchissement (ponts) ou de doublement hydraulique. Le curage des matériaux dans ces ouvrages peut être réalisé afin de rétablir une section suffisante pour l'écoulement des crues. Ces interventions n'ont pas vocation à remplacer l'entretien attendu de la part du gestionnaire de l'ouvrage au droit de celui-ci. Néanmoins l'amont et l'aval de ces ouvrages sont le cas échéant traités dans le cadre des compétences du SM3A ;
- le nettoyage des entonnements de busage ;
- le curage des plages de dépôt ;
- le curage des bacs de rétention des matériaux majoritairement pavés imposant ainsi le gabarit de restitution de l'ouvrage lors des curages. Dans le cas où l'ouvrage est constitué en partie par des éléments naturels (berges et/ou fond de lit non pavé/bétonné), les gabarits cibles sont donnés aux entreprises par l'agent en charge de l'entretien sur la base de relevés topographiques, de relevés photo, et/ou en fonction de la configuration historique du site.

Dans le cas de fond de lit naturel, pour ne pas déstabiliser l'équilibre du lit en le surcreusant, il est préalablement nécessaire de déterminer le profil en long en dessous duquel l'entreprise ne doit pas retirer de matériaux et de fixer les limites d'intervention :

- Des repères de curage permettant un contrôle visuel sont positionnés au niveau des secteurs critiques et régulièrement sollicités identifiant des niveaux d'alerte permettant de déclencher le curage.
- Les secteurs à l'équilibre font, quant à eux, l'objet d'un suivi topographique de l'évolution de lit à 5 et 10 ans.

Les fiches relatives aux sites d'intervention sont présentées dans le dossier loi sur l'eau (cf. annexe 4). Elles concernent des tronçons présentant des risques de débordement (ouvrages hydrauliques (ponts, passages busés) et plages de dépôt sur le Foron, ainsi que les bacs de rétention des matériaux sur les affluents.

Le volume annuel de sédiments à extraire dans le cadre de la mise en œuvre du plan de gestion de la présente demande est inférieur ou égal à 2000 m<sup>3</sup>/an. Il est estimé à un volume moyen annuel de curage de 400 m<sup>3</sup> sur l'ensemble du bassin versant du Foron du Chablais genevois.

### 3-1-1 Modalités d'interventions (Cf. annexe 2)

#### • **Sur le Foron du Chablais**

Dans le cas où une modification significative du profil des secteurs (atterrissement, végétalisation des bancs vifs, exhaussement ou incision du lit, ...) est susceptible de causer des désordres (réduction du gabarit de secteurs contraints, accentuation des atterrissements, déstabilisation des berges et ouvrages de protection, ...) des **opérations proportionnées** sont alors projetées. Pour les atterrissements les interventions sont réalisées au cas par cas et durant les périodes les plus propices afin de limiter au maximum les impacts sur les milieux aquatiques.

Dans le cas d'un désordre ou d'une modification significative du profil d'un secteur suite à une crue nécessitant une intervention rapide, des **travaux d'urgence** sont mis en œuvre. Ces opérations sont menées avec pour objectif le rétablissement de conditions acceptables d'écoulement dans l'hypothèse de la survenue rapide d'un second événement. Ces opérations d'urgence peuvent être suivies, une fois le contexte d'urgence passé d'opérations plus fines de remise en état du profil du cours d'eau le cas échéant.

#### • **Sur les affluents du Foron du Chablais**

Concernant les entonnements de busages, les bacs et les ouvrages de rétention des affluents du bassin versant (cf. annexe 3), trois temporalités d'interventions sont prévues :

- **Les interventions réalisées de façon préventive.** Ces opérations sont menées dans la continuité du suivi visuel régulier des ouvrages opérés par l'agent en charge du secteur. Lorsqu'il est observé une diminution de la capacité de rétention des ouvrages et donc de protection des enjeux, une opération de curage est réalisée. Des entretiens préventifs plus systématiques sont également réalisés avant les périodes de hautes eaux afin d'anticiper le remplissage des ouvrages lors d'événements hydrologiques forts.

- **Les interventions réalisées de façon curative.** Après chaque événement hydrologique intense ou période prolongée de précipitations, un suivi des ouvrages est réalisé et des opérations de curage mises en œuvre en fonction du remplissage des ouvrages afin de rétablir rapidement leur fonctionnalité.

- **Les interventions réalisées en situation d'urgence.** Elles correspondent à des interventions ayant lieu pendant ou immédiatement après un événement hydrologique intense. Elles sont déclenchées lorsque les ouvrages atteignent leur capacité limite et ne peuvent plus jouer leur rôle de protection malgré la poursuite de l'événement ou la suspicion d'un prochain événement. Il s'agit d'interventions rapides, y compris de nuit, pour rétablir au mieux la situation avant une intervention plus fine liée à une gestion curative comme mentionnée au paragraphe précédent.

### 3-1-2 Devenir des matériaux excédentaires extraits

#### • **La réinjection**

Pour les raisons évoquées dans le dossier, il n'est pas prévu de réinjection de matériaux dans le Foron du Chablais, ni dans ses affluents.

Néanmoins, les secteurs cibles pouvant potentiellement bénéficier d'une réinjection de matériaux, sont ceux les plus touchés par les incisions, à savoir le linéaire depuis la buse de la douane autoroutière de Vallard à Gaillard au pont de Cornières à Ville-la-Grand. Cependant, la zone est fortement urbanisée et en limite de capacité, avec des débordements ponctuels par endroit.

En cas de réinjection, il convient d'analyser la propagation des volumes introduits, d'éviter les points de blocage et si besoin réajuster les emplacements et les volumes d'injection.

En cas de suspicion de pollution des matériaux curés, une analyse chimique est réalisée pour statuer des mesures de prévention à prévoir pour l'extraction et le devenir des matériaux.

Les matériaux contenant des EEE suivent un traitement approprié sur place avec un objectif de résultat concernant leur destruction, sinon ils sont **évacués** en suivant la filière appropriée. En l'absence de solution, il convient de stocker ces matériaux contaminés sur un site dédié et de réfléchir aux scénarios possibles pour leur traitement.

- **La revalorisation des matériaux**

Les matériaux extraits sont évacués afin d'être valorisés.

Cette valorisation peut être réalisée par le SM3A dans le cadre d'opérations de restauration de rivières (recharge en matériaux, restauration de fond de lit, ...). Dans cette modalité les matériaux sont stockés sur les sites désignés par le SM3A (foncier possédé en propre ou par le biais de conventions d'occupation de terrain), dans le respect de la réglementation, pour une réutilisation ultérieure. Dans la plupart des autres cas, la valorisation est effectuée par l'entreprise chargée des travaux.

- **L'évacuation en décharge**

Si la réinjection ou la revalorisation ne peuvent être mises en œuvre, les matériaux sont évacués en décharge agréée pour les déchets inertes (ISDI).

### **3-2 Plan de gestion de la végétation rivulaire**

Les objectifs de ce plan de gestion des boisements de berges sont :

- **Gestion et traitement de la ripisylve** pour maintenir et stabiliser les berges, conserver et développer la biodiversité en assurant une connexion entre le milieu terrestre et aquatique tout en préservant les intérêts paysagers et le renouvellement du couvert arboré ;
- **Favoriser les écoulements** en gérant le bois mort, en limitant les corps flottants et l'obstruction du lit par la formation d'embâcles. Assurer ainsi la libre circulation des espèces et du transport solide, mais également faciliter le passage des eaux en crue et limiter ainsi les risques de débordement.

Ces opérations permettent de protéger les biens et les personnes ainsi que de favoriser la restauration écologique des milieux (cf. annexe 7 : interventions sur la végétation rivulaire).

#### **3-2-1 Les principes généraux d'intervention**

Avant chaque intervention au droit de propriétés privées, les propriétaires concernés sont informés par les moyens appropriés proportionnellement aux modalités d'accès et de l'importance de l'opération projetée.

La réalisation des travaux sur la végétation se fait en priorité depuis la berge, et quand cela n'est pas possible depuis le lit du cours d'eau.

Les interventions sur les strates arborées et arbustives sont toujours sélectives et permettent la présence de toutes les classes d'âges mais également la diversité d'essences typiques des bords de cours d'eau.

Aucun défrichement n'est réalisé sur les berges du Foron et de ses affluents. L'objectif étant de préserver un maximum de buissons et jeunes sujets qui jouent un rôle essentiel dans le cordon rivulaire.

Concrètement, l'opération d'entretien de la végétation consiste en :

- la coupe sélective de la végétation ;
- l'abattage des arbres affouillés ou penchés ;
- l'élimination de certains arbres indésirables en bord de rivière (Résineux, Peupliers d'Italie, Robinier Faux-Acacia), morts ou en mauvais état sanitaire ;
- la gestion des boisements pour favoriser leur régénération et valoriser l'intérêt biologique (façonnage, recépage, élagage, rognage de souche, débroussaillage) ;
- l'enlèvement plus ou moins systématique des bois morts et embâcles en fonction de la sensibilité des secteurs et de l'intérêt écologique bénéfique potentiel (en conservant autant que possible ceux ne générant pas d'augmentation du risque inondation) ;

- la surveillance de l'état des berges sur les traversées urbaines ;
- la plantation de ripisylve.

### 3-2-2 Le devenir du bois coupé

Pour le devenir des rémanents plusieurs options sont envisageables. Elles sont définies selon les conditions du milieu et de leur coût :

- élimination par broyage restitué à la biomasse,
- élimination par broyage valorisé par l'entreprise,
- mise en andains sur site hors de portée des hautes eaux.

Le broyage permet de restituer au milieu la biomasse coupée et de limiter le problème des rémanents. Dans le cas où l'on souhaite mettre les rémanents en tas sous forme d'andain ou meule, ils profitent à la faune (gîte). Le bois est mis en stère en haut de berge, selon les possibilités des secteurs, hors de portée des hautes eaux et reste à disposition de chaque propriétaire riverain.

Dans la mesure du possible, l'évacuation par transport routier est limitée.

### 3-3 **La gestion des espèces exotiques envahissantes (EEE)**

Ces espèces, notamment la renouée du Japon, sont trop fortement installées pour qu'il soit techniquement et financièrement possible de les éliminer dans les conditions actuelles. L'objectif n'est donc pas d'éradiquer ces espèces du bassin versant, mais de limiter au maximum leur dispersion aux abords du réseau hydrographique et de préserver les sites non impactés.

La gestion de la Renouée consiste à lutter contre l'expansion des massifs existants et les nouvelles implantations par tous les moyens de surface appropriés : arrachage précoce, fauches répétées, coupes, tailles, ....

L'ambrosie fait l'objet de l'arrêté préfectoral n° 2012 180-0001 du 28 juin 2012 imposant sa destruction systématique. Le SM3A participe à la lutte : l'agent en charge du bassin versant est "réfèrent ambrosie" et œuvre, en collaboration avec l'ARS, les communes et gestionnaires concernés.

Concernant la berce du Caucase, aucun pied n'a été détecté aux abords du Foron du Chablais. Le SM3A mène des actions de lutte contre cette plante sur d'autre secteur du bassin versant de l'Arve et dispose d'un protocole d'intervention en cas de détection sur de nouvelles contaminations.

Lorsque nécessaire, les méthodes d'intervention présentées dans le dossier sont employées pour chaque espèce.

**Les matériaux contenant des EEE ne doivent pas être réinjectés.**

Toutes précautions sont prises pour éviter la dissémination, lors des déplacements sur sites contaminés, lors du transport et de l'élimination des produits, et par lavage des engins si nécessaire.

### 3-4 **Le marais à la Dame – Grange Vigny**

Ce marais situé entre Machilly et Bons-en-Chablais est traversé par le Foron du Chablais genevois, dont il constitue une zone humide d'accompagnement. Il est classé en APPB (arrêté n° 139 du 02/12/1988 concernant le marais de Grange Vigny à Machilly et arrêté n° 156 du 26/09/1994 concernant le marais à la Dame à Bons-en-Chablais, modifiés par les arrêtés suivants : arrêté modificatif du 05/02/2010 et arrêté modificatif du 18/11/2016) (cf. annexe 5).

Le SM3A est gestionnaire. 21 parcelles sur 94 appartiennent au SM3A.

Sur ce secteur, le programme d'actions d'entretien du plan de gestion vise :

- la fauche et faucardage de la roselière ;
- le débroussaillage de la magnocariçaie ;
- la restauration de la cariçaie par le broyage ;
- la surveillance et la gestion des espèces exotiques envahissantes (EEE) ;
- la réalisation d'inventaires faune / flore.

Les travaux de restauration plus lourds du Marais à la Dame (restauration de 10 petites dépressions, reprise du merlon et de l'exutoire de la pièce d'eau du marais) ne peuvent être entrepris par le SM3A que sous couvert d'acquisitions ou de conventions avec les propriétaires. La DIG ne permet que les accès temporaires.

#### **ARTICLE 4 – Réglementation et rubriques lois sur l'eau**

Les travaux de gestion sédimentaire et de restauration entrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

<b>Rubrique</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Régime</b>	<b>Arrêté de prescriptions générales</b>
<b>3150</b>	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance et les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères à brochets : 1° destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères (A) ; 2° dans les autres cas (D).	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014
<b>3210</b>	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4130 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2150, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1° supérieur à 2 000 m <sup>3</sup> (A) ; 2° inférieur ou égal à 2 000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) ; 3° inférieur ou égal à 2 000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D). L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à dix ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.	Déclaration	Arrêté du 30 mai 2008
<b>3350</b>	Travaux, définis par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, y compris les ouvrages nécessaires à cet objectif (D).	Déclaration	Arrêté du 30 juin 2020

Les travaux d'entretien des boisements de berge ne sont pas soumis à la loi sur l'eau dès lors qu'ils ne détériorent pas le milieu aquatique et les berges.

#### **ARTICLE 5 - Maîtrise foncière**

Les opérations d'entretien des sédiments du lit du Foron et de ses affluents et de leur végétation rivulaire sont situées sur le réseau hydrographique du bassin versant du Foron du Chablais genevois intégralement non domanial et majoritairement sur des parcelles privées.

### **TITRE II – PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA DIG**

#### **ARTICLE 6 – Déclaration d'intérêt général (DIG)**

La présente déclaration d'intérêt général a pour objectif de permettre l'accès aux secteurs nécessitant un entretien des sédiments ou des boisements de berge. Pour cela, le SM3A emprunte autant que possible les chemins existants. Il peut néanmoins être nécessaire de créer des pistes d'accès traversant des parcelles privées.

Compte-tenu de l'ampleur des travaux à effectuer, une intervention coordonnée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité gémapienne est nécessaire : le syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses affluents (SM3A).

Tels que définis dans le dossier, au vu de la cohérence de l'unité hydrographique d'intervention, et sous les conditions ci-après, les travaux d'entretien liés aux plans de gestion sont déclarés d'intérêt général en application des articles L211-7 2° et 8° du code de l'environnement et L151-36 3° du code rural et de la pêche maritime.

Ainsi, la collectivité est autorisée à entreprendre l'exécution des travaux relatifs à la présente autorisation sans avoir recours à l'acquisition ou l'expropriation foncière.

Le SM3A est donc autorisé à pénétrer ou à faire pénétrer dans les propriétés riveraines du Foron du Chablais genevois, à titre temporaire et pour la durée des travaux, tout engin ou entreprise nécessaire aux travaux prévus.

#### **ARTICLE 7 - Répartition des dépenses**

Le financement des travaux est assuré en intégralité par le SM3A. Aucune participation financière n'est demandée aux propriétaires riverains.

#### **ARTICLE 8 – Conditions générales d'intervention sur les parcelles privées – Droits et devoirs des riverains**

Les travaux doivent suivre les modalités décrites dans le dossier de demande de déclaration d'intérêt général.

Ils doivent être réalisés de manière à réduire au maximum les impacts négatifs sur les propriétés riveraines, ainsi que sur les milieux naturels.

##### ***8-1 Caractère facultatif de l'intervention de la collectivité***

L'intervention de la collectivité ne décharge pas les propriétaires riverains de leurs devoirs en matière d'entretien des cours d'eau résultant de l'article L215-14 du code de l'environnement.

Cette intervention en lieu et place des propriétaires riverains, pour la réalisation des petits travaux d'entretien du lit et des berges cours d'eau, présente un caractère facultatif.

Le plan de gestion s'applique à l'ensemble du réseau hydrographique **hormis les secteurs busés**.

Le SM3A n'est pas compétent pour gérer les ouvrages construits par des tiers, notamment les exutoires d'eaux pluviales.

Cette DIG ne prend pas en compte les linéaires de fossés (fossés de drainage agricoles, fossés de récupération des eaux pluviales et eaux de voiries, ...) ou les biefs (de moulin) présents sur le bassin versant. Leur entretien et leur gestion incombe à leur propriétaire.

La collectivité peut cesser de se substituer, de manière temporaire ou définitive, aux obligations légales des riverains en matière d'entretien des cours d'eau. En pareil cas, la collectivité informe les propriétaires riverains de l'arrêt de son intervention par tout moyen approprié.

### **8-2 Fondement de l'intervention de la collectivité**

L'intervention de la collectivité vise exclusivement la sauvegarde des intérêts généraux et collectifs.

Il n'est ni de sa compétence, ni de sa responsabilité d'entreprendre des travaux relevant exclusivement de la prise en compte des seuls intérêts particuliers.

### **8-3 Information des propriétaires riverains**

Préalablement ou dès le début d'une intervention définie dans le présent arrêté, les propriétaires riverains sont informés de l'intervention de la collectivité au droit de leurs parcelles par voie d'affichage en mairie et d'affichage de l'arrêté ou des références de l'arrêté sur le ou les points d'accès principaux du site.

Copie du présent arrêté est transmis aux propriétaires riverains qui en feraient la demande, préalablement, et pendant le déroulement de l'opération.

La collectivité est dispensée de cet affichage en cas d'intervention d'urgence ; néanmoins, elle prend toute mesure pour faciliter l'accès des riverains à l'arrêté.

### **8-4 Accès aux parcelles**

Pendant la durée des travaux, les propriétaires sont tenus de laisser passer, sur leurs terrains, les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs et ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation des travaux, dans la limite d'une largeur de six mètres, conformément à l'article L215-18 du code de l'environnement.

L'accès au cours d'eau se fait autant que possible depuis les voies publiques, en longeant les berges ou en circulant dans le lit si le débit permet un passage hors d'eau.

Dans le cas particulier où l'accès aux cours d'eau n'est pas possible de cette manière, la collectivité est habilitée à pénétrer sur les parcelles non-riveraines des cours d'eau, en respectant les arbres et les plantations existants. Elle assure en tant que de besoin la dépose et la repose des clôtures.

En cas d'interventions d'urgence, les propriétaires riverains sont tenus de faciliter, par tous moyens appropriés, l'accès aux cours d'eau pour les interventions que la collectivité serait conduite à réaliser dans l'urgence, afin de préserver le libre écoulement des eaux lors d'événements particuliers tels que les crues.

### **8-5 Droit de pêche**

En application de l'article L435-5 du code de l'environnement, le droit de pêche du propriétaire riverain peut être exercé gratuitement, pour une durée de cinq ans, pour les sections de cours d'eau concernées par les travaux, par l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) du Chablais genevois ou, à défaut, par la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Pendant la période d'exercice gratuit du droit de pêche, le propriétaire conserve le droit d'exercer la pêche pour lui-même, son conjoint, ses ascendants et ses descendants.

#### **8-6 Protection des captages**

Les travaux prévus à l'intérieur des périmètres de protection de captages d'eau destinés à la consommation humaine doivent se conformer strictement aux dispositions définies par les servitudes de ces périmètres.

#### **8-7 Échanges avec les autres usagers**

Si d'autres activités peuvent être perturbées par les travaux, le bénéficiaire informe les responsables, avant leur réalisation, des dates de présence d'engins dans le lit du cours d'eau.

### **TITRE III - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX MILIEUX AQUATIQUES ET RIVULAIRES**

#### **ARTICLE 9 – Calendrier des travaux et périodes autorisées**

Du 1<sup>er</sup> novembre au 15 mars, les travaux de **gestion des matériaux** dans le lit mineur des cours d'eau sont suspendus afin de préserver la reproduction des poissons, sauf dans les cas suivants :

- travaux d'urgence au cours d'une crue ;
- période d'assez des cours d'eau ;
- intervention dans les pièges à matériaux ou sur site en l'absence de frayère, et lorsque la configuration du site permet d'éviter les dépôts de fines dans les cours d'eau lors de l'opération.

Lors de cette même période, le passage d'engin et les interventions pouvant perturber le lit mineur ou déclencher l'entraînement de fines sont limités au maximum (ex. entretien des boisements de berge).

Les opérations d'**entretien de la végétation** sont à éviter entre le 1<sup>er</sup> avril et le 15 août, périodes de nidification de l'avifaune et des chiroptères.

Les opérations d'entretien durant les mois de janvier à mars doivent être évitées lorsque la présence d'amphibiens est relevée.

#### **ARTICLE 10 – Avant le démarrage du chantier**

Le service en charge de la police de l'eau de la DDT de Haute-Savoie ([ddt-see-ma@haute-savoie.gouv.fr](mailto:ddt-see-ma@haute-savoie.gouv.fr)) et l'office français de la biodiversité ([sd74@ofb.gouv.fr](mailto:sd74@ofb.gouv.fr)) sont avertis huit (8) jours avant de la date de commencement des travaux de gestion des sédiments (transmission de la fiche descriptive § 10-3 relative aux plages de dépôts et secteurs en exhaussement).

Pour la gestion des bacs à matériaux le SM3A n'est pas tenu d'en avertir la DDT.

Pour la gestion des boisements, le SM3A n'est pas tenu d'avertir le service de la police de l'eau sauf si les travaux sont prévus en dehors des périodes autorisées.

Si les cours d'eau présentent des enjeux piscicoles et que le lit mineur est impacté par les passages d'engins ou les travaux d'entretien du lit (augmentation de la turbidité par les MES, destruction de frayères potentielles...), le maître d'ouvrage fait réaliser à ses frais une pêche électrique de sauvegarde par un organisme agréé, avant la réalisation des travaux d'entretien.

#### **10-1 Désignation d'un responsable environnement**

Le bénéficiaire doit impérativement désigner un responsable "environnement" qu'il missionne explicitement pour toute la durée du chantier ainsi que pour les missions de suivi. De par ses

compétences, le responsable du suivi des opérations du SM3A peut faire office de responsable environnement. Ce dernier veille, en concertation avec les entreprises intervenant dans la réalisation des travaux, au respect des dispositions du présent arrêté visant à préserver le milieu naturel.

### 10-2 Principes de gestion

Pour la gestion sédimentaire, selon les enjeux et les contraintes techniques, la remobilisation des matériaux est privilégiée, sans exclure le recours au prélèvement lorsque cela est nécessaire.

Pour la gestion des boisements de berge, le SM3A privilégie la non-intervention afin de préserver les habitats piscicoles et rivulaires, sous réserve que la sécurité des biens et des personnes ne soit pas diminuée.

### 10-3 Fiche descriptive pour les opérations de curage

Avant chaque intervention relative à une opération de curage en lit (plages de dépôt et secteurs en exhaussement), hors intervention d'urgence et hors bacs à matériaux, une note descriptive est remise, pour information, au service chargé de la police de l'eau de la DDT au moins 8 jours avant l'intervention. Elle détaille :

- la nature de l'intervention ;
- le lieu de l'intervention (site ou linéaire concerné) et accès prévus ;
- la période d'intervention (date de démarrage) ;
- la durée de l'intervention ;
- les modalités de curage :
  - l'alerte de déclenchement (cote atteinte sur les repères, relevés topographiques ou autre...) permettant de constater le dépassement des seuils de référence et, par conséquent, la nécessité de désengraver le lit du cours d'eau ;
  - remobilisation des matériaux possible ou pas ;
  - le volume de matériaux à enlever ;
  - le devenir des matériaux évacués (valorisation par entreprise, autre...) ;
  - les modalités de remise en état du site (lissage des traces d'engins, ensemencement par mélange grainier adapté au milieu, bouturage des talus abîmés, rechargé de matériaux sur piste existante...);
- les enjeux écologiques et naturalistes présents sur le site d'intervention et sur ses accès :
  - pointage des espèces et habitats à enjeux, zones humides, et mise en défens ;
  - inventaire des frayères existantes impactées par l'opération ;
  - réalisation d'une pêche de sauvegarde ou pas ;
  - état de présence d'espèces exotiques envahissantes : passage du responsable environnement pour relever la présence éventuelle des EEE et pointage ;
- les emprises et modalités d'organisation du chantier et des accès tenant compte des enjeux environnementaux identifiés ci-dessus, avec évitement des habitats et espèces à enjeux. En cas d'impossibilité d'évitement, des propositions de réductions sont détaillées parmi lesquelles :
  - habitats et espèces protégées :
    - ajustement des périodes d'intervention selon les possibilités organisationnelles face aux risques encourus sur les zones d'enjeux ;
    - espèces exotiques envahissantes :
    - plan de non-contamination avec mise en place d'une aire de nettoyage des engins intervenant sur site (entrée et sortie) ;
    - action d'éradication du (des) foyer (s) si solution pertinente ;
    - surveillance post-intervention d'une possible dissémination.

L'intervention ne peut avoir lieu qu'après validation des éléments de la note descriptive par la DDT.

#### **10-4 Espèces protégées**

En cas d'impossibilité d'évitement et de réduction des impacts d'une opération, un dossier de destruction d'espèce protégée est réalisé. Si les opérations d'entretien des sédiments ou des boisements de berge entraînent la destruction et la perturbation de spécimens d'espèces protégées telles que définies à l'article L411-1 du code de l'environnement, le pétitionnaire consulte pour avis la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes /EHN/PME qui détermine si le projet peut faire l'objet d'une demande de "dérogation espèce protégée" ou une demande de "translocation".

#### **10-5 Zones humides**

Les travaux d'entretien et les accès créés évitent autant que possible d'impacter les zones humides identifiées sur le terrain (balisage, contournement ou utilisation de solutions adaptées).

#### **ARTICLE 11 – Durant l'exécution des travaux**

Le responsable environnement veille notamment à mettre en œuvre les mesures suivantes :

- délimitation stricte des emprises du chantier qui sont réduites au maximum et piquetées, y compris pour les débroussaillages et déboisements, et mise en défens de zones à préserver ;
- mise en place de panneaux signalétiques d'entrées et sorties d'engins pour réduire les risques d'accidents par collision ;
- respect de la période de réalisation des travaux ;
- évacuation des déchets de chantier en décharge autorisée ;
- nettoyage du site et remise en état après achèvement des travaux d'entretien.

Dans un objectif de gestion équilibrée, le SM3A veille à concilier au cas par cas la protection contre les inondations et la préservation des habitats piscicoles dans le traitement des embâcles et des atterrissements.

Les travaux sont réalisés de manière à limiter les impacts négatifs sur la faune, la flore et les milieux naturels. L'état des sites après intervention permet la reconstitution des milieux aquatiques et rivulaires.

Les contrôles du responsable environnement nécessitent des moyens de surveillance, outre les visites de contrôle régulières de chantier, qui sont :

- la surveillance des crues et des fortes précipitations. Le dimensionnement des ouvrages de détournement, ainsi que des éventuels ouvrages provisoires de traversée de lit, doit permettre de faire face aux crues prévisibles pendant la période de travaux. Il procède à la mise en sécurité du chantier en cas d'alerte météorologique quant à un risque de crue ou de fortes précipitations : mise hors du champ d'inondation du matériel de chantier, évacuation du personnel, interruption des travaux ; pendant les périodes d'interruption du chantier, les mesures nécessaires pour garantir la surveillance et la sécurité du chantier en toutes circonstances sont mises en œuvre par le maître d'ouvrage ;
- le suivi de la qualité des eaux par la mise en place d'une surveillance visuelle des bassins de décantation provisoires, des filtres et de l'état des cours d'eau à l'aval du chantier. Toutes dispositions sont prises pour limiter la turbidité des eaux superficielles.

#### **11-1 Lutter contre des espèces exotiques envahissantes (EEE)**

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la diffusion d'espèces végétales invasives (renouée du Japon, balsamine de l'Himalaya, ambroisie...).

Le responsable environnement veille notamment à la mise en œuvre de précautions permettant de lutter contre les espèces invasives :

- propreté des engins à l'arrivée ;
- identification des zones contaminées et zones saines ;

- plan de circulation conçu pour éviter toute dissémination ;
- ensemencement immédiat des surfaces remaniées et des dépôts provisoires de terre végétale en phase végétative susceptibles d'être colonisés ;
- mise en œuvre d'un protocole spécifique de lutte en cas de découverte d'invasives sur l'emprise du chantier.

Le maître d'ouvrage prend immédiatement toutes les mesures nécessaires à leur non-introduction et leur non-prolifération, ainsi qu'à leur éradication sur les secteurs de chantier (cf. article 12-2). L'évacuation des EEE suit la filière appropriée.

La période de suivi post-travaux et, si besoin, d'élimination des nouvelles pousses sur les secteurs retravaillés (curage, remise en état...), s'étend sur une période minimale de 3 ans.

### **11-2 Prévenir les pollutions**

Le bénéficiaire prend toutes mesures utiles visant à prévenir la pollution du milieu naturel.

Tout déversement direct ou indirect de matières polluantes (hydrocarbures, ciment...) dans les eaux superficielles est proscrit.

Il veille notamment à ce que les entreprises mandatées disposent de matériel en bon état et intègrent les mesures de prévention suivantes dans leur organisation de chantier :

- les opérations de vidange des engins de chantier et camions se font sur ces aires particulières ou grâce à un camion atelier muni d'un dispositif de récupération des huiles usagées par aspiration. Dans le premier cas, les produits de vidange sont recueillis et évacués en fûts fermés vers un centre de traitement agréé ;
- les cuves de stockage des huiles et hydrocarbures sont éloignées du cours d'eau et stockées sur une géomembrane semi-enterrée afin d'éviter leur infiltration dans le sol. Ces stocks doivent être ceinturés par une petite butte de terre afin de confiner une éventuelle fuite ;
- les opérations de nettoyage, entretien et ravitaillement des engins de chantier et camions sont réalisées sur des emplacements aménagés de façon à interdire tout rejet d'effluents polluants au milieu naturel ; installation et imperméabilisation des aires en dehors des périmètres de protection des captages d'eau potable, création de fossés étanches de récupération des eaux pluviales ou de lavage, installation de cuves de stockage, récupération de toutes matières polluantes. Un traitement approprié des eaux de lavage doit être mis en place par le bénéficiaire.

En cas d'écoulement de ces produits sur le sol (lors de leur stockage, en cas de fuite des engins, ou en cas de déversement accidentel), des mesures visant à bloquer la pollution et à récupérer au mieux et au plus vite les produits déversés sont immédiatement mises en œuvre (tranchées de récupération, barrages flottants, matériaux absorbants...), puis les terres souillées sont enlevées et évacuées vers un centre de traitement approprié.

A cet effet, un plan d'intervention, dans le cas de pollution accidentelle, comprenant la définition des moyens prévus pour circonscrire et traiter la pollution et les procédures d'alerte et d'intervention, est préalablement établi.

Le personnel doit être formé aux mesures d'intervention.

Les engins de chantier sont évacués du lit du cours d'eau la nuit et le week-end.

Le bénéficiaire signale au préfet, dans les meilleurs délais, tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité de la ressource en eau, la mise en évidence d'une pollution des eaux et des sols ainsi que les premières mesures prises pour y remédier (cf. article 18).

### **11-3 Limiter le départ de matières en suspension**

Le bénéficiaire prend toutes les dispositions pour limiter la turbidité des eaux superficielles par les matières en suspension et limiter le dépôt de sédiments fins en aval (mise en place de dispositif filtrant à l'aval de chaque zone d'intervention s'il y a risque de départ MES dans le lit mouillé). Le dispositif le plus adapté au chantier est mis en place par l'entreprise pour réduire au maximum la turbidité des eaux. Les éléments fins stockés par les barrages filtrants ne sont pas réinjectés dans le cours d'eau.

Les opérations de curage ou la réinjection des matériaux ne doivent pas porter atteinte à la qualité des cours d'eau.

Les interventions d'engins depuis la berge du cours d'eau sont privilégiées autant que possible.

Les travaux de curage sont réalisés de préférence en période d'étiage.

## **ARTICLE 12 – Après les travaux**

### **12-1 Remise en état**

Le bénéficiaire s'assure de la remise en état et de la réparation des ouvrages, accès ou terrains qui auraient été dégradés à l'occasion des travaux.

À l'issue des travaux, le bénéficiaire de cette DIG s'engage à :

- retirer les aménagements mis en place provisoirement nécessaires à la réalisation des travaux (ouvrages de dérivation des eaux, buses et franchissements, aires de stockage...);
- retirer du lit les arbres morts, souches, ou tout autres déchets susceptibles de constituer des embâcles au droit des travaux. Ils sont évacués ou mis en situation de non atteinte par les crues ;
- retaluter les berges ;
- effacer les traces d'engins ;
- remettre en état les pistes d'accès existantes (supprimer les ornières) ;
- supprimer les pistes d'accès temporairement créées et remettre en état le terrain ;
- évacuer vers la filière de traitement appropriée les matériaux et les bois retirés présentant une gêne et ne pouvant être laissés ou traités sur place ;
- tous les déchets de chantier sont évacués en suivant la filière appropriée.

### **12-2 Mesures de suivi et surveillance**

#### **Suivi de l'exhaussement du lit**

Un suivi régulier du Foron du Chablais genevois et de ses affluents est effectué par l'agent du SM3A en charge du secteur chaque année. Il a lieu à minima, avant les périodes de hautes eaux (automne) et après chaque événement hydrologique important (événements hivernaux ou orages d'été).

Lors des visites de surveillance un suivi visuel est effectué sur l'état d'engrèvement, comblement des ouvrages sur la base de repères définis dans les fiches secteurs (échelles limnimétriques et/ou repères physiques afin de suivre l'évolution du gabarit hydraulique des ouvrages suivant des cotes d'interventions définies dans le plan de gestion (cote d'alerte et cote plancher)).

Une comparaison photographique des sites avant/après événement vient compléter le cas échéant les observations. Ces prises de vue, réalisées à repères fixes, permettent d'estimer les dépôts et de constater les éventuels désordres afin de déclencher, si nécessaire, une opération d'entretien.

Après chaque opération d'entretien, l'agent conserve les éléments (photos, observations, volumes et temporalité de l'intervention, facture) permettant d'assurer un suivi des actions de gestion des sites.

Ce suivi visuel régulier est complété par un suivi topographique à moyen terme (5-10 ans) de l'évolution du profil en long de la rivière au droit des ouvrages et/ou sur l'ensemble du linéaire concerné.

La synthèse de ces suivis permet de réaliser à terme une évaluation des opérations (volumes extraits, fréquence, bénéfices, impacts, ...) afin d'en réajuster au besoin les modalités (voir bilan à mi-parcours).

### Suivi des espèces exotiques envahissantes (EEE)

La gestion des plantes invasives consiste à limiter leur prolifération sur les sites et à l'aval des sites faisant l'objet d'une opération de curage. Elle ne vise pas l'éradication des espèces invasives du linéaire total du cours d'eau. Le traitement des foyers d'invasives consiste en l'arrachage précoce, la fauche répétée, la coupe, la taille.

Un suivi des espèces végétales invasives traitées est réalisé sur les sections du cours d'eau concernées par les travaux les années n+1, n+2 et n+3 après la réalisation des travaux. Le cas échéant, des mesures curatives sont mises en œuvre.

### **12-3 Comptes-rendus**

Le service en charge de la police de l'eau de la DDT de la Haute-Savoie ([ddt-see-ma@haute-savoie.gouv.fr](mailto:ddt-see-ma@haute-savoie.gouv.fr)) est destinataire d'un bilan à mi-parcours (5 premières années) détaillant les opérations de curage (lit, plages de dépôt et bacs) d'une part, et les opérations d'entretien des boisements d'autre part.

Ce bilan présente les actions menées dans le cadre de ces plans de gestions, notamment les dates des interventions, les lieux de prélèvement, les volumes, la présence d'enjeux, les précautions prises (liste non exhaustive)...

Pour les sédiments, il inclut également un bilan sur l'efficacité des travaux mis en œuvre pour la sécurité et pour l'état des cours d'eau, accompagné le cas échéant des levés topographiques avant et après intervention, la granulométrie moyenne, les photographies de la plage de gestion et des repères visuels de niveau avant/après l'intervention, autre, évaluant les éventuels écarts avec les impacts mentionnés dans l'étude d'incidence initiale.

Les interventions de retrait des matériaux se font sans réinjection. L'incidence de cette démarche sur le transport sédimentaire varie selon les secteurs et fait l'objet d'un suivi à court et moyen termes.

Un bilan final des opérations d'entretien (au bout de 10 ans) est également transmis à la DDT.

### **ARTICLE 13 – Travaux d'urgence**

Le SM3A peut réaliser des opérations destinées à prévenir un danger grave au titre de la procédure d'urgence (R214-44 du code de l'environnement) après en avoir avisé le service police de l'eau de la DDT.

À l'issue des travaux, un compte-rendu d'intervention est transmis par mail, présentant au moins :

- l'identification du demandeur ;
- la localisation ;
- la date de la crue ou de l'évènement ;
- la nature des désordres ;
- la justification de l'urgence (enjeux...) ;
- le délai d'intervention ;
- le descriptif technique des travaux justifiant comment le SM3A a répondu au danger ;
- le mode d'intervention dans les cours d'eau indiquant de quelle manière la préservation des milieux aquatiques a été prise en compte.

## **ARTICLE 14 - Mesures d'évitement, de réduction et de compensation et suivi des incidences**

### **14-1 Mesures d'évitement**

- La mortalité de la faune pendant la période de reproduction/nidification est évitée grâce à un calendrier d'intervention adapté.
- Les habitats d'intérêt communautaire et d'intérêt communautaire prioritaires riverains des cours d'eau sont exclus des zones de travaux de curage.
- En APPB, les travaux respectent les prescriptions de l'APPB, hors dérogation spécifique.
- Pour les opérations de gestion des boisements de berges, le principe de non-intervention est mis en œuvre tant que les enjeux liés aux risques d'inondation ou d'érosion ne sont pas identifiés.
- Les arbres billonnés sont laissés sur site, hors d'atteinte par les hautes eaux.
- La mise en suspension de fines lors des curages de plages de dépôt est évitée dans la limite des besoins d'intervention d'urgence. Les accès à l'eau sont limités pour les opérations de gestion des boisements de berges partout où cela n'est pas justifié.
- Les pistes d'accès existantes sont utilisées préférentiellement.
- Les risques d'importer ou de propager des EEE sont évités par la mise en œuvre de mesures de précaution spécifiques.

### **14-2 Mesures de réduction**

- Les risques de mortalité de poissons sont réduits par la réalisation de pêches de sauvetage préalables aux interventions de curage.
- L'augmentation de turbidité lors des curages est réduite par l'adoption de modalités d'intervention adaptées (travail en assec, mise en place de filtres...).
- Les risques de pollution sont maîtrisés par l'adoption des mesures suivantes :
  - gestion des risques (entretien, modalités de ravitaillement et de stationnement des engins) ;
  - gestion des déchets, élaboration de plans d'interventions... ;
  - utilisation de produits faiblement polluants.
- Les arbres à cavités sont laissés à terre suffisamment longtemps avant débardage pour permettre la fuite de la faune qu'ils abritent.
- Les impacts temporaires sur les milieux sont réduits par :
  - un reprofilage du lit après curage,
  - la remise en état des lieux après intervention.

## **TITRE IV - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 15 - Conformité au dossier et modifications**

Sauf prescriptions contraires définies dans le présent arrêté, les travaux suivent les modalités décrites dans le dossier de demande de déclaration d'intérêt général.

Pour toute modification notable apportée aux travaux, le bénéficiaire informe, avant leur réalisation, les services précités.

### **ARTICLE 16 - Responsabilité du permissionnaire**

L'autorisation est accordée à titre personnel.

Les prescriptions du présent arrêté, ainsi que la surveillance du service chargé de la police de l'eau, ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire, qui demeure pleine et entière, notamment en ce qui concerne les dispositions techniques mises en œuvre pour réaliser les travaux.

Copie de ce récépissé et des prescriptions annexées est transmise par le SM3A au conducteur des travaux, qu'il informe de l'ensemble des éléments techniques figurant dans le dossier de déclaration en vue d'une exécution conforme.

#### **ARTICLE 17 – Durée de la déclaration loi sur l'eau et de la déclaration d'intérêt général**

La présente déclaration loi sur l'eau et la déclaration d'intérêt général qui lui est associée sont valables pour une durée de 10 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Elles deviennent caduques si les travaux d'entretien n'ont pas fait l'objet d'un commencement de réalisation substantiel dans un délai de 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

La rubrique 3210 de l'article R214-1 du code de l'environnement précise que l'autorisation n'est valable que pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans ; par conséquent, la prorogation ou le renouvellement de l'autorisation n'est pas possible et, à l'issue de cette période, une nouvelle demande doit être déposée.

#### **ARTICLE 18 - Déclaration en cas d'incident ou d'accident**

Le bénéficiaire prend les mesures d'exécution immédiates nécessaires pour faire cesser les dangers, risques ou inconvénients sur les biens et l'environnement imputables aux opérations sus-visées.

Tout incident ou accident intéressant les opérations mentionnées et de nature à porter atteinte à l'un des éléments mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement doit être déclaré à l'administration chargée de la police de l'eau.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à la réalisation des travaux.

#### **ARTICLE 19 - Contrôles, accès aux installations et exercice des missions de police**

Les agents chargés de missions de contrôle au titre du code de l'environnement et du code forestier ont libre accès aux chantiers relevant de la présente autorisation.

Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **ARTICLE 20 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont expressément réservés.

#### **ARTICLE 21 - Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

#### **ARTICLE 22 - Publication et information des tiers**

Une copie du présent arrêté fait l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois minimum dans les mairies de BONS-EN-CHABLAIS, MACHILLY, SAINT-CERGUES, LUCINGES, CRANVES-SALES, JUVIGNY, VILLE-LA-GRAND, ANNEMASSE, AMBILLY et GAILLARD.

Il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie et publié sur le site internet des services de l'État.

### **ARTICLE 23 - Voies et délais de recours**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble :

- 1° par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Il est également possible de saisir la juridiction administrative par le biais du portail "télérecours citoyens", accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **ARTICLE 24 - Exécution**

MM. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, le président du syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses affluents (SM3A), les maires de BONS-EN-CHABLAIS, MACHILLY, SAINT-CERGUES, LUCINGES, CRANVES-SALES, JUVIGNY, VILLE-LA-GRAND, ANNEMASSE, AMBILLY et GAILLARD, le directeur départemental des territoires de Haute-Savoie, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est transmise à :

- M. le sous-préfet de l'arrondissement de SAINT-JULIEN,
- M. le président de la CLE du SAGE,
- M. le président de l'AAPPMA du Chablais genevois,
- Mme la présidente du Conseil d'État du Canton de Genève (département du territoire, office cantonal de l'eau, service de l'écologie de l'eau),
- MM. les maires des communes suisses de PRESINGE, PUPLINGE et THÔNEX comprises dans le bassin versant du Foron du Chablais genevois,
- M. le président du tribunal administratif de GRENOBLE.

Le préfet

  
Alain ESPINASSE

#### **Liste des annexes :**

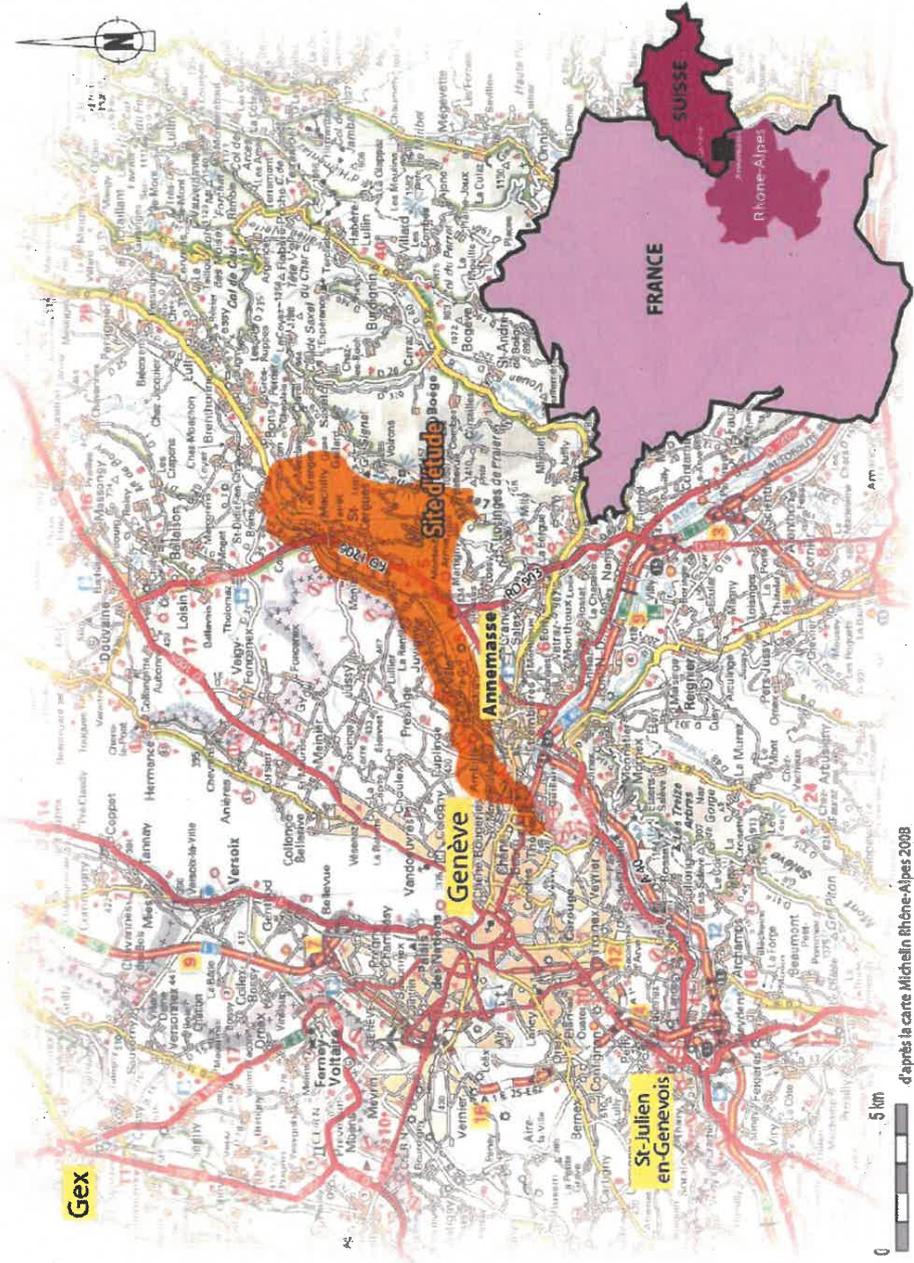
- Annexe 1 : localisation du bassin versant du Foron du Chablais genevois
- Annexe 2 : localisation des sites de suivi et de gestion des matériaux du Foron du Chablais
- Annexe 3 : localisation des ouvrages de rétention des matériaux sur les affluents du Foron du Chablais
- Annexe 4 : fiches techniques des sites relatifs à l'entretien sédimentaire
- Annexe 5 : localisation du Marais à la Dame / Grange Vigny
- Annexe 6 : découpage du BV du Foron du Chablais pour l'entretien de la végétation rivulaire
- Annexe 7 : carte des interventions sur la végétation rivulaire par linéaire

**Annexe 1 de l'arrêté n° DDT-2021-1411 du 09 novembre 2021**

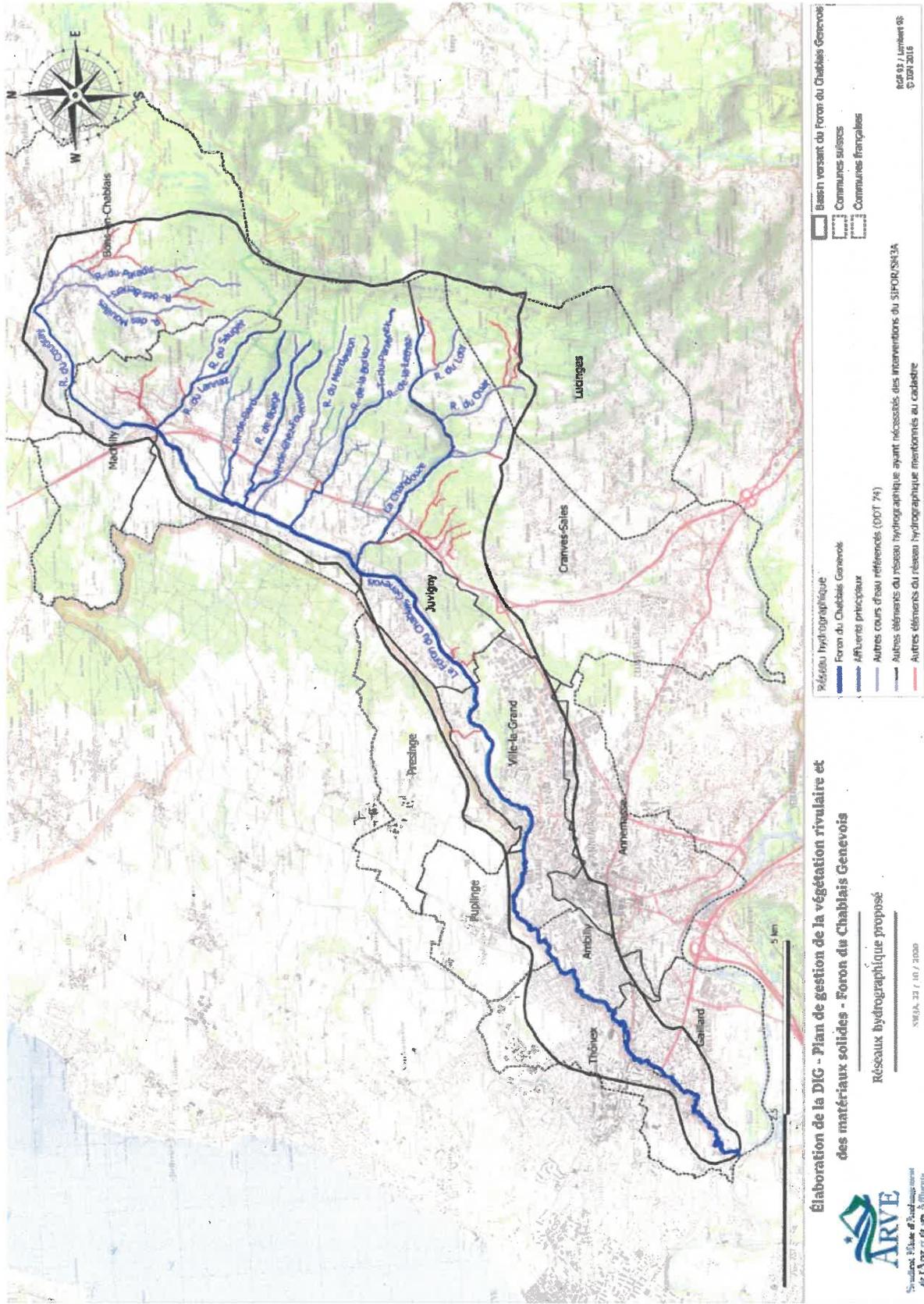
**Localisation du bassin versant du Foron du Chablais genevois**

**Communes françaises de BONN-EN-CHABLAIS, MACHILLY, SAINT-CERGUES, LUCINGES, CRANVES-SALES, JUVIGNY, VILLE-LA-GRAND, ANNEMASSE, AMBILLY et GAILLARD**

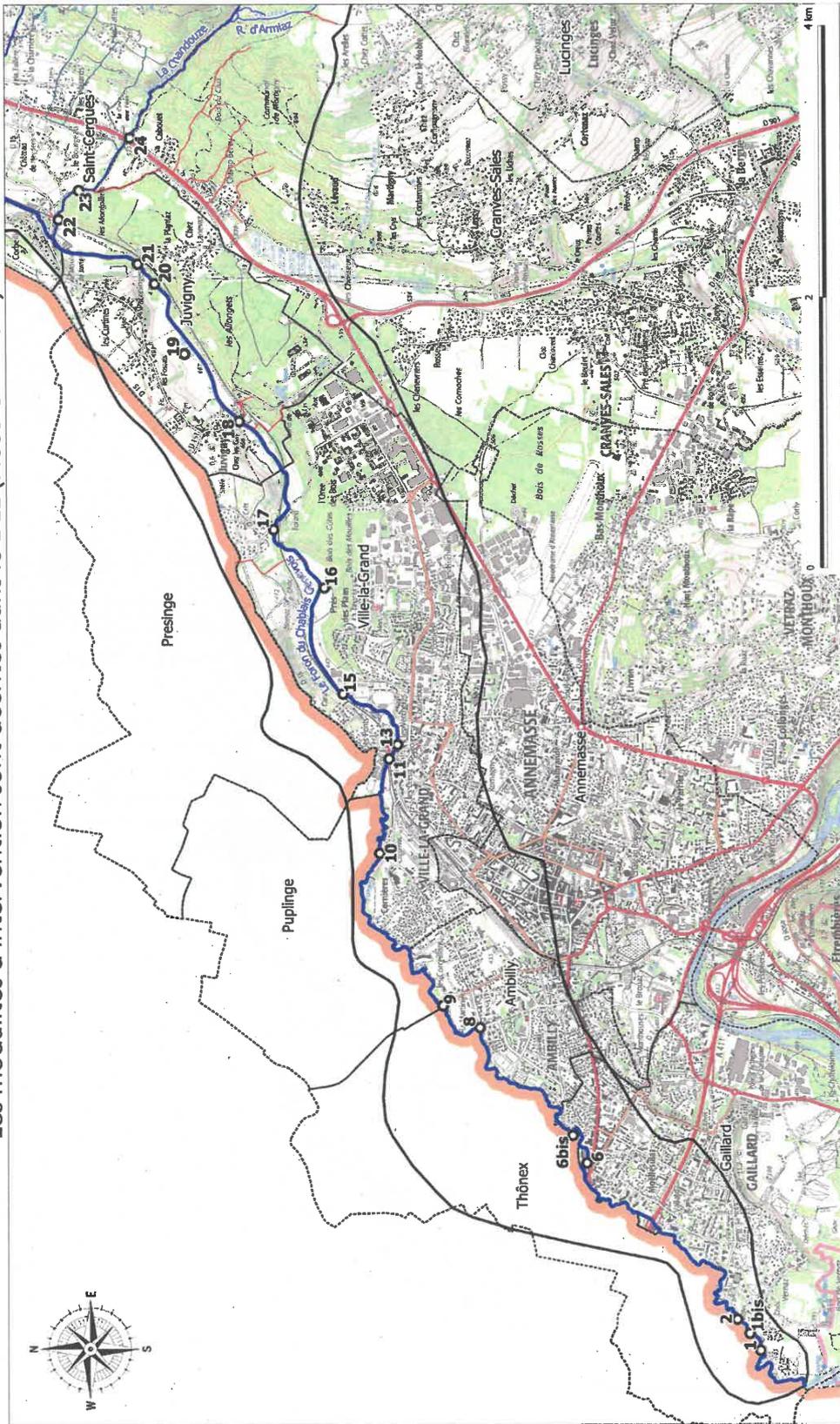
**Communes suisses de PRESINGE, PUPLINGE et THÔNEX**



d'après la carte Michelin Rhône-Alpes 2008



**Annexe 2 de l'arrêté n° DDT-2021-1411 du 09 novembre 2021**  
**Localisation des sites de suivi et de gestion de matériaux du Foron du Chablais genevois**  
 Les modalités d'intervention sont décrites dans le DLE (Pièce C – Tab. 1)



**Élaboration de la DIG - Plan de gestion de la végétation rivulaire et des matériaux solides - Foron du Chablais Genevois**

Situation des sites de suivi et gestion sédimentaire sur le linéaire du Foron du Chablais Genevois

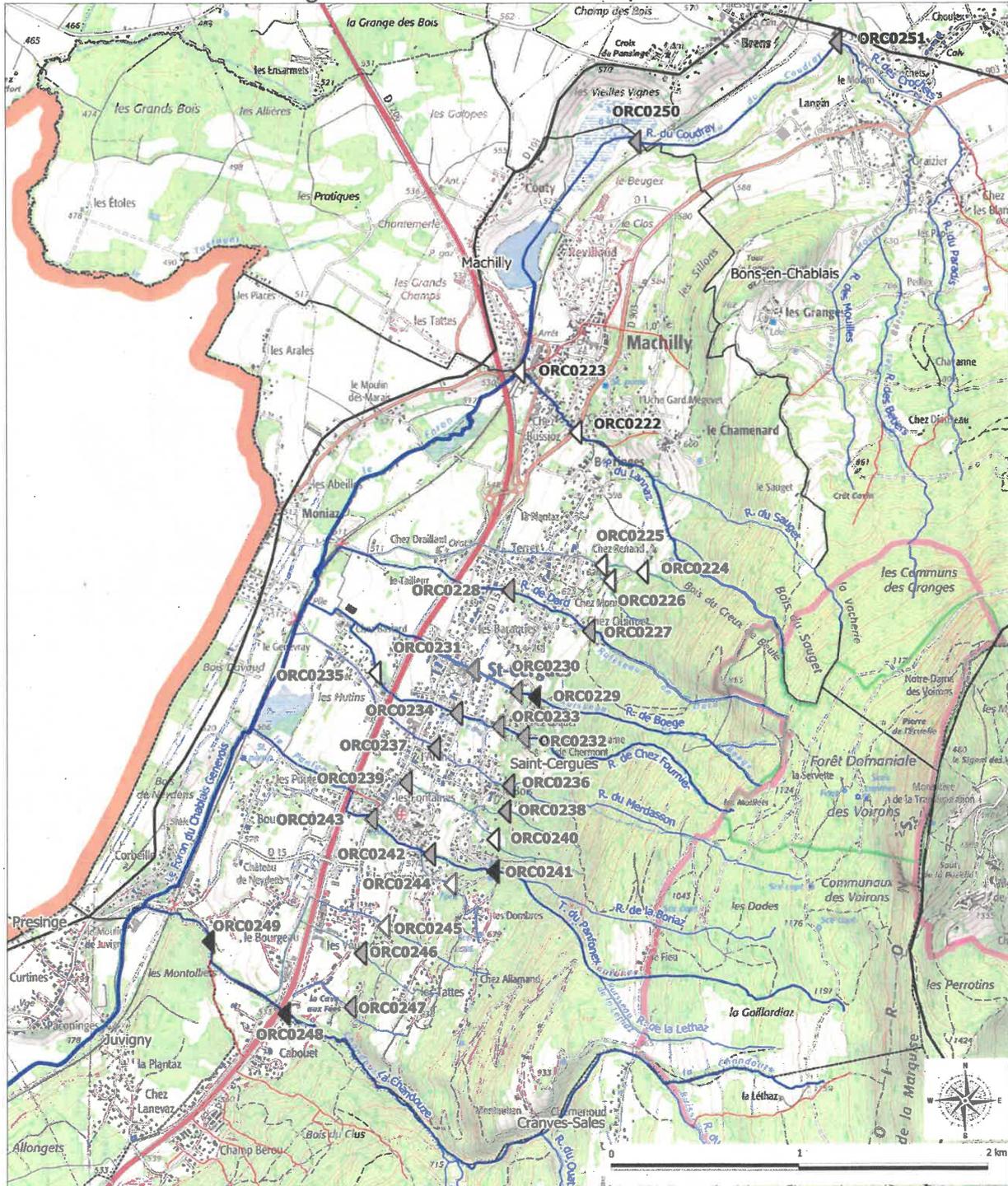
SMA 6 / 11 / 2020

Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents

RCP 93 / Lambert 93  
© Jan 2006

<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Sites de suivi et gestion sédimentaire</li> <li>○ Sites de suivi et gestion des matériaux solides</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>□ Bassin versant du Foron du Chablais Genevois</li> <li>□ Communes suisses</li> <li>□ Communes françaises</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Réseau hydrographique</li> <li>— Foron du Chablais Genevois</li> <li>— Affluents principaux</li> <li>— Autres cours d'eau référencés (DDT 74)</li> <li>— Autres éléments du réseau hydro ayant nécessités l'intervention du SMA</li> <li>— Autres éléments du réseau hydrographique mentionnés au cadastre</li> </ul>	

**Annexe 3 de l'arrêté n° DDT-2021-1411 du 09 novembre 2021**  
**Localisation des ouvrages de rétention des matériaux sur les affluents du Foron**  
**Les ouvrages sont décrits dans le DLE (Pièce C – Tab. 2)**



**Élaboration de la DIG - Plan de gestion de la végétation rivulaire et des matériaux solides - Foron du Chablais Genevois**

Situation des ouvrages de rétention de matériaux sur les affluents du Foron du Chablais Genevois



SM3A, 6 / 11 / 2020

	Ouvrages de rétention		Réseau hydrographique
	autre		Foron du Chablais Genevois
	bac de rétention		Affluents principaux
	plage de dépôt		Autres cours d'eau référencés (DDT 74)
			Autres éléments du réseau hydro ayant nécessité l'intervention du SM3A
			Autres éléments du réseau hydrographique mentionnés au cadastre
			Bassin versant du Foron du Chablais Genevois
			Communes suisses
			Communes françaises

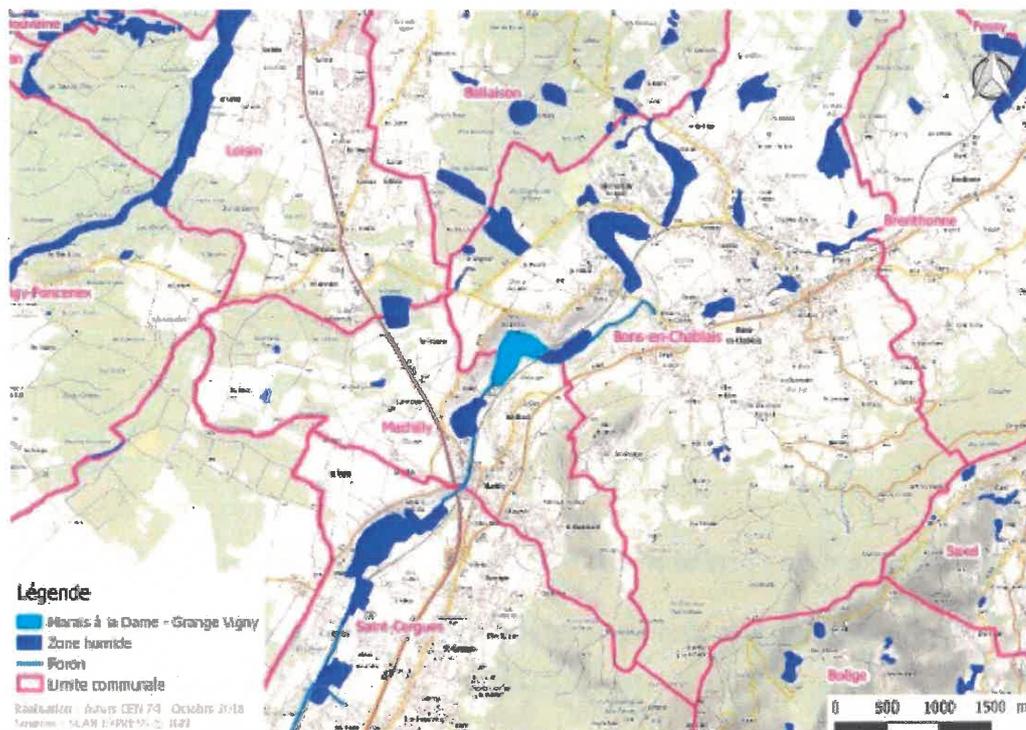
RGF 93 / Lambert 93  
© IGN 2016

**Annexe 4 de l'arrêté n° DDT-2021-1411 du 09 novembre 2021**

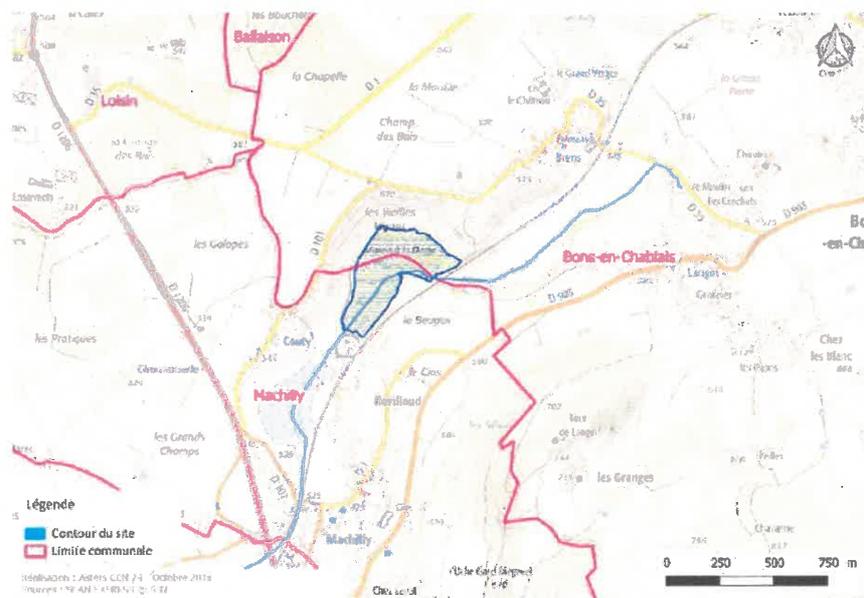
**Fiches techniques des sites relatifs à l'entretien sédimentaire**

Se reporter aux fiches de sites, pièce C – annexe 1 du dossier loi sur l'eau.

**Annexe 5 de l'arrêté n° DDT-2021-1411 du 09 novembre 2021  
Localisation du Marais à la Dame / Grange Vigny**



Carte de localisation des zones humides à proximité du site



Carte de localisation du Marais à la Dame/Grange Vigny.

Sa surface est de 12,7 hectares.

Il est accessible à l'amont par la RD35 en longeant la voie ferrée, ou à l'aval depuis le sentier communal qui passe entre le Golf et la voie ferrée.

**A-1-2 Statuts actuels**

**Statuts réglementaires :**

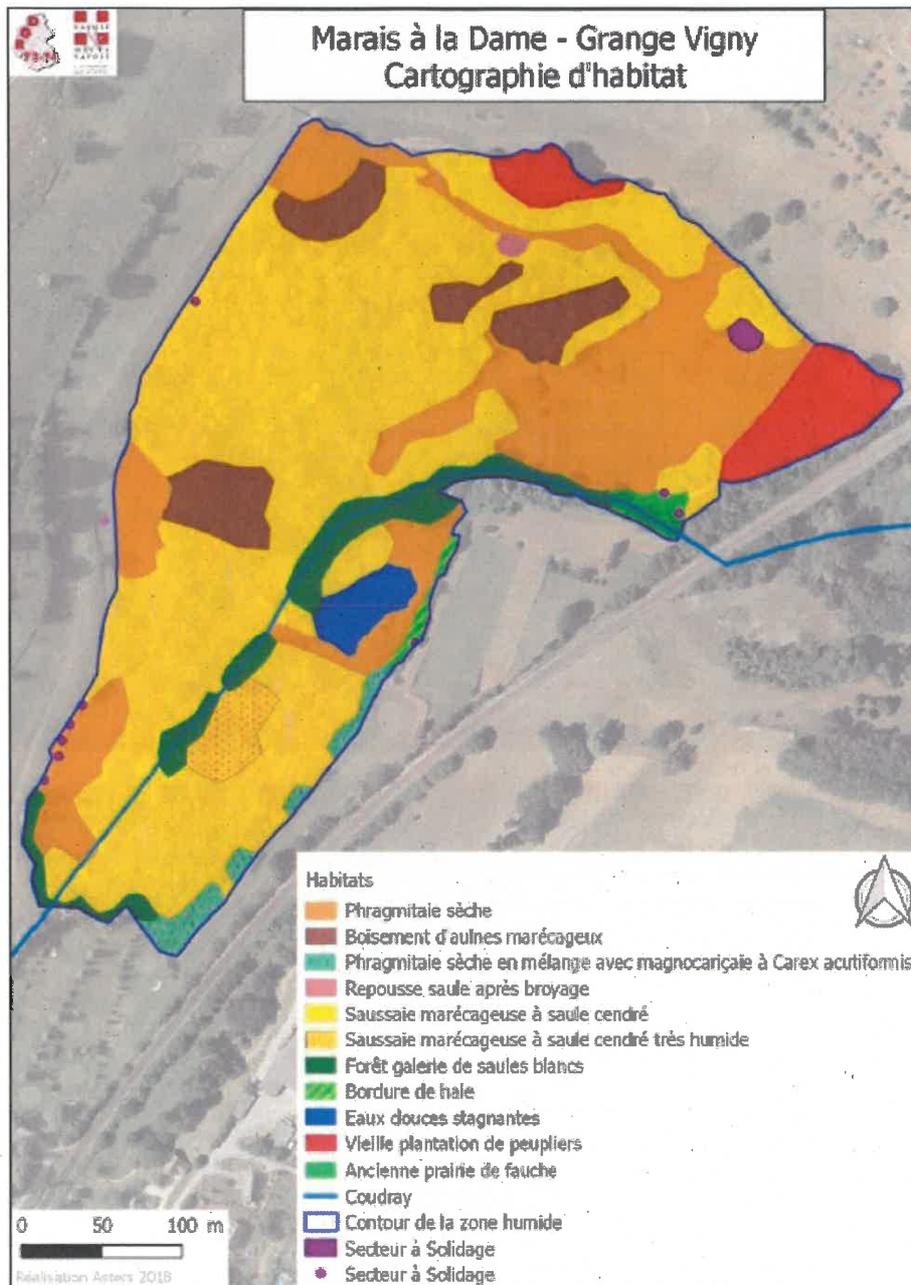
Le marais est concerné par deux APPB en raison de son positionnement sur deux communes :

- Arrêté n°139 du 02/12/1988 concernant le marais de Grange Vigny à Machilly ;
- Arrêté n°156 du 26/09/1994 concernant le marais à la Dame à Bons-en-Chablais.

Ces arrêtés ont été modifiés par les arrêtés suivants :

- Arrêté modificatif du 5 février 2010 ;
- Arrêté modificatif du 18 novembre 2016.

Le marais est également intégré au site Natura 2000 FR-8201722 (ZSC) « Zones humides du Bas-Chablais ».

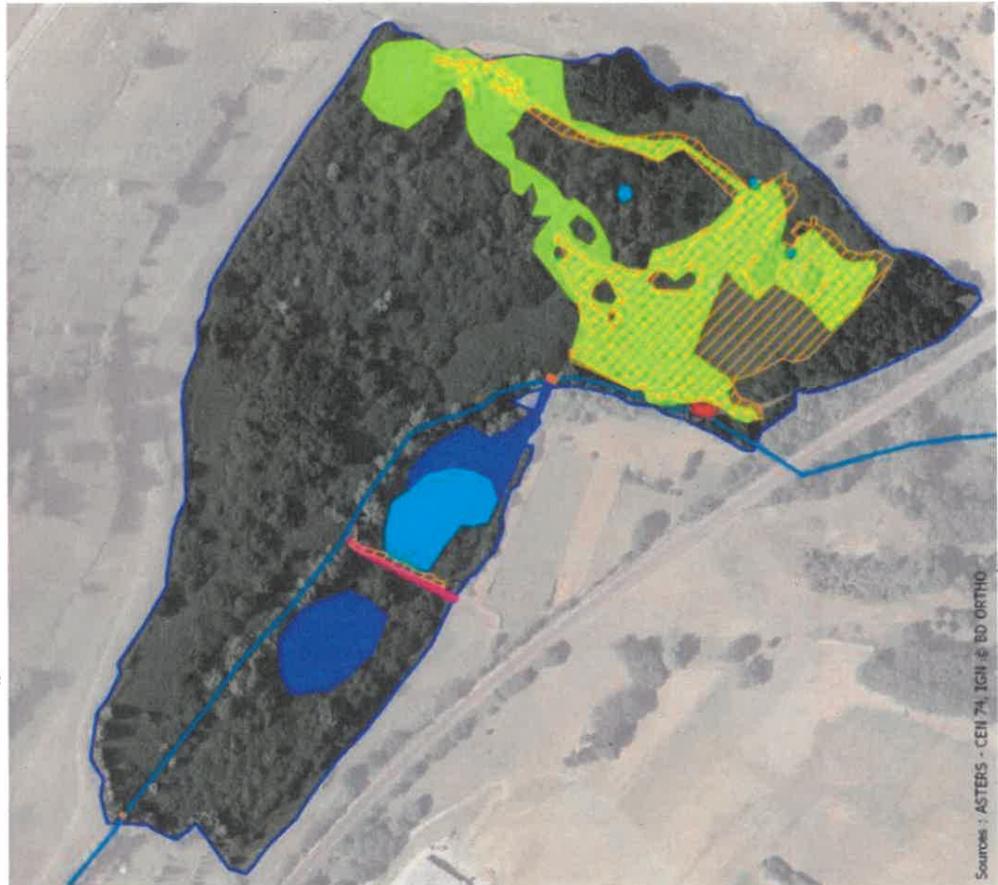


**Carte de végétation de 2018**

**Marais à la Dame  
- Grange Vigny**  
*Travaux de  
2010 à 2018*



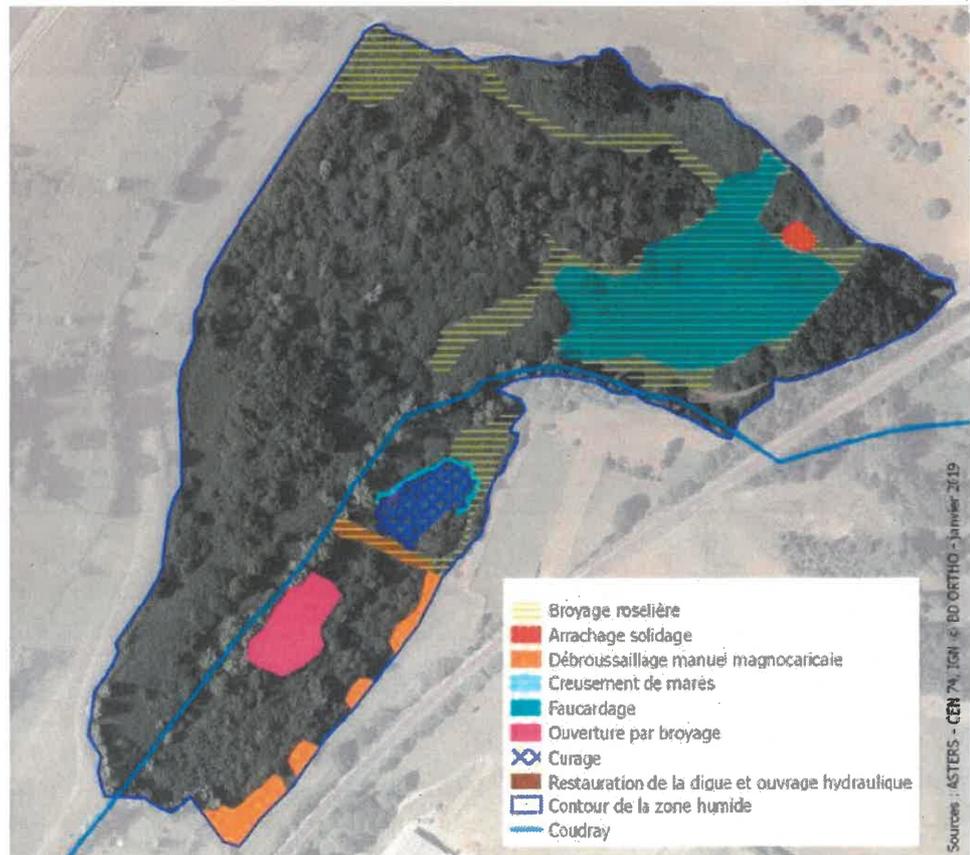
- Travaux de 2010
- Broyage
  - mare
  - depression
  - digue
  - ouvrage régulation
  - bassin décantation
  - Broyage de 2016 à 2018
  - Coudray
  - Contour de la zone humide



Sources : ASTERS - CEN 74, IGN © BD ORTHO

**Marais à la Dame  
- Grange Vigny**

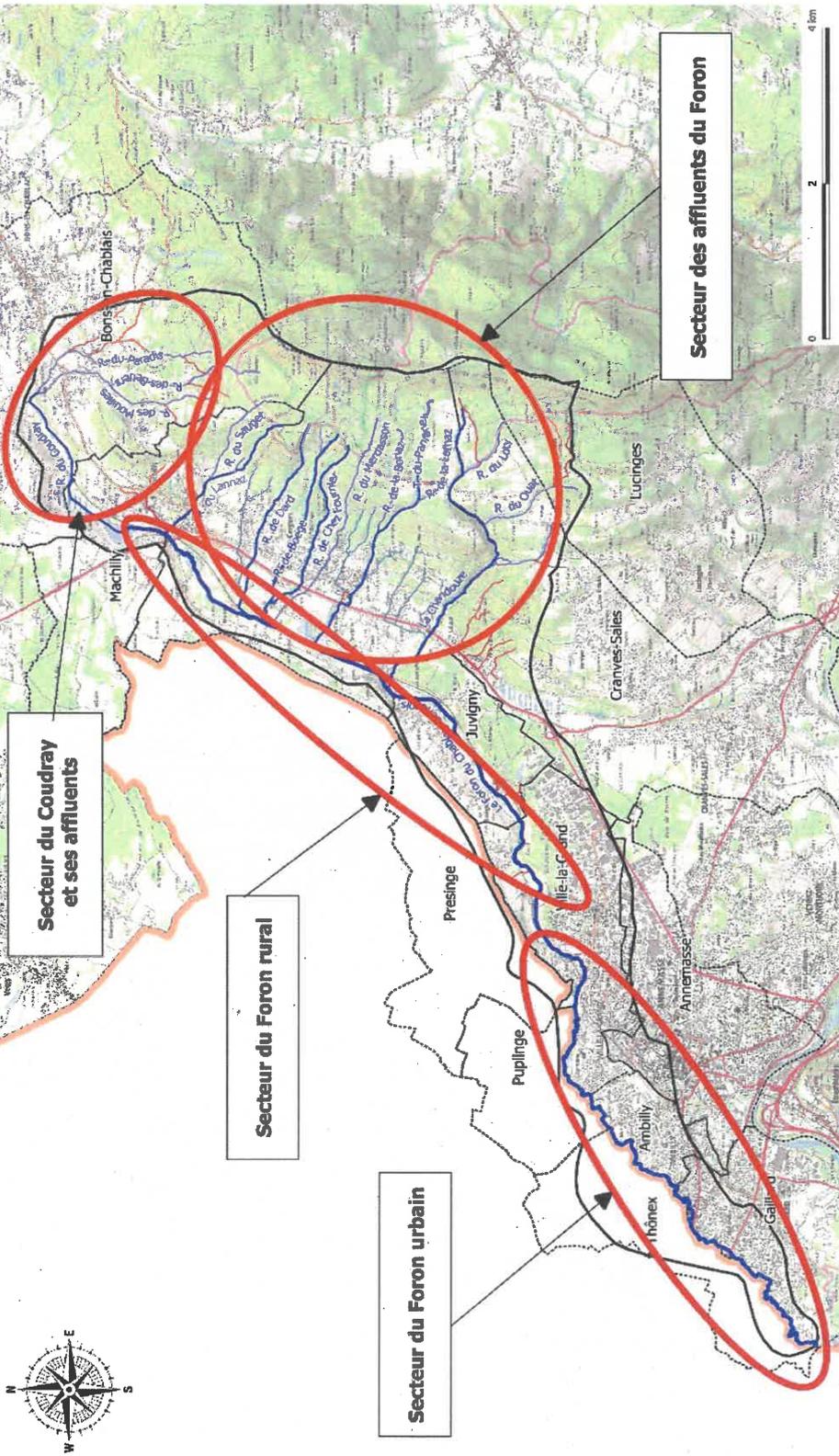
*Travaux prévionnels*



- Broyage roselière
- Arrachage solidage
- Débroussaillage manuel magnocariae
- Creusement de mares
- Fauçardage
- Ouverture par broyage
- Curage
- Restauration de la digue et ouvrage hydraulique
- Contour de la zone humide
- Coudray

Sources : ASTERS - CEN 74, IGN © BD ORTHO - Janvier 2019

**Annexe 6 de l'arrêté n° DDT-2021-1411 du 09 novembre 2021**  
**Découpage du bassin versant du Foron du Chablais genevois pour l'entretien de la végétation rivulaire**



**Élaboration de la DIG - Plan de gestion de la végétation rivulaire et des matériaux solides - Foron du Chablais Genevois**  
 Grandes unités de découpage du bassin versant du Foron du Chablais Genevois  
 SN3A, 30/11/2020

**ARVE**  
 Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents  
 RGF 89 / Lambert 93  
 6/10/2018

**Réseau hydrographique**  
 Foron du Chablais Genevois  
 Affluents principaux  
 Autres cours d'eau référencés (DDT 74)  
 Autres éléments du réseau hydro suivi par le SMGA  
 Autres éléments du réseau hydrographique du cadastre

**Bassin versant du Foron du Chablais Genevois**  
 Communes suisses  
 Communes françaises

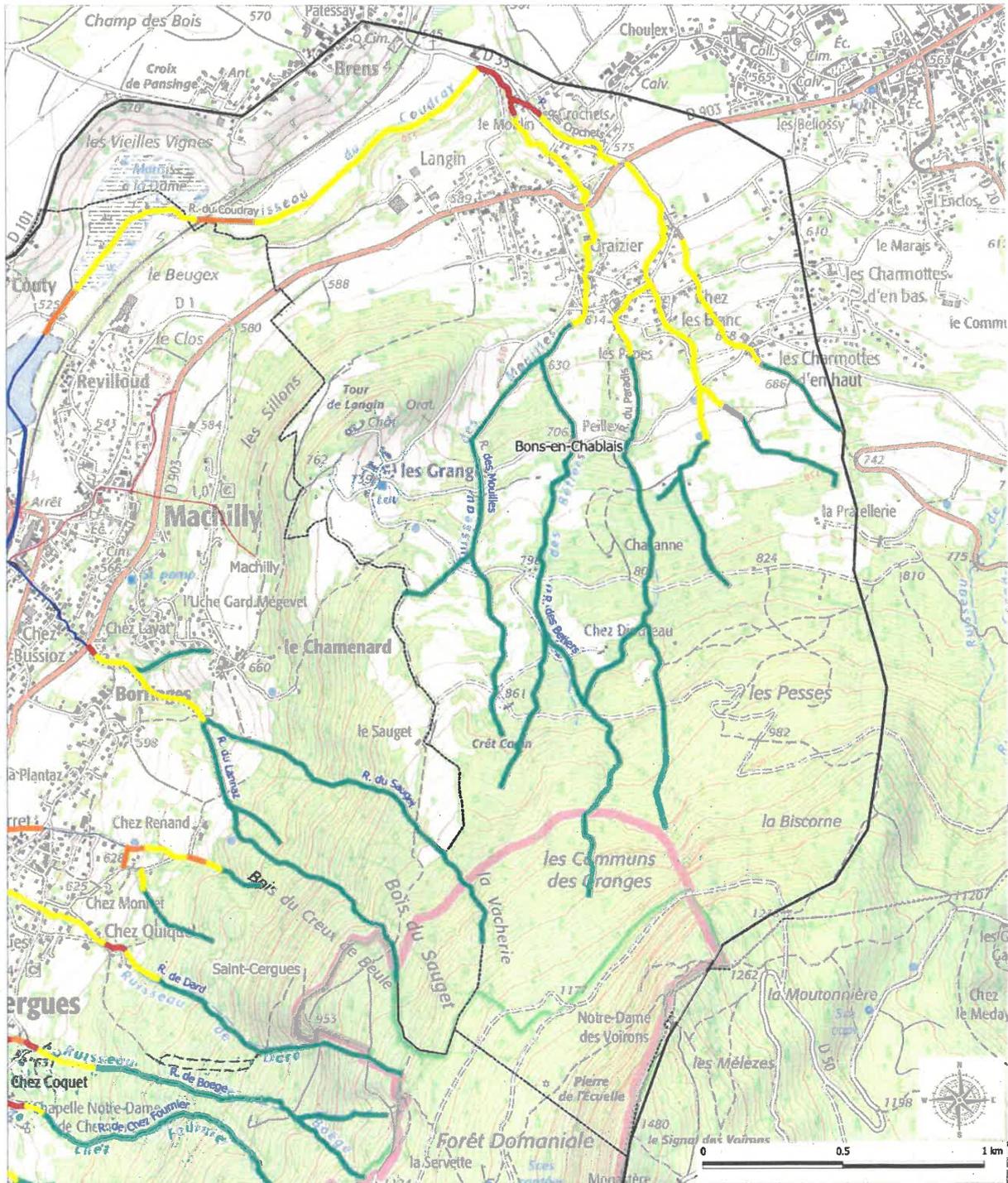
**Secteur des affluents du Foron**

**Secteur du Coudray et ses affluents**

**Secteur du Foron rural**

**Secteur du Foron urbain**

**Annexe 7 de l'arrêté n° DDT-2021-1411 du 09 novembre 2021**  
**Cartes des niveaux d'intervention sur la végétation rivulaire par linéaire**



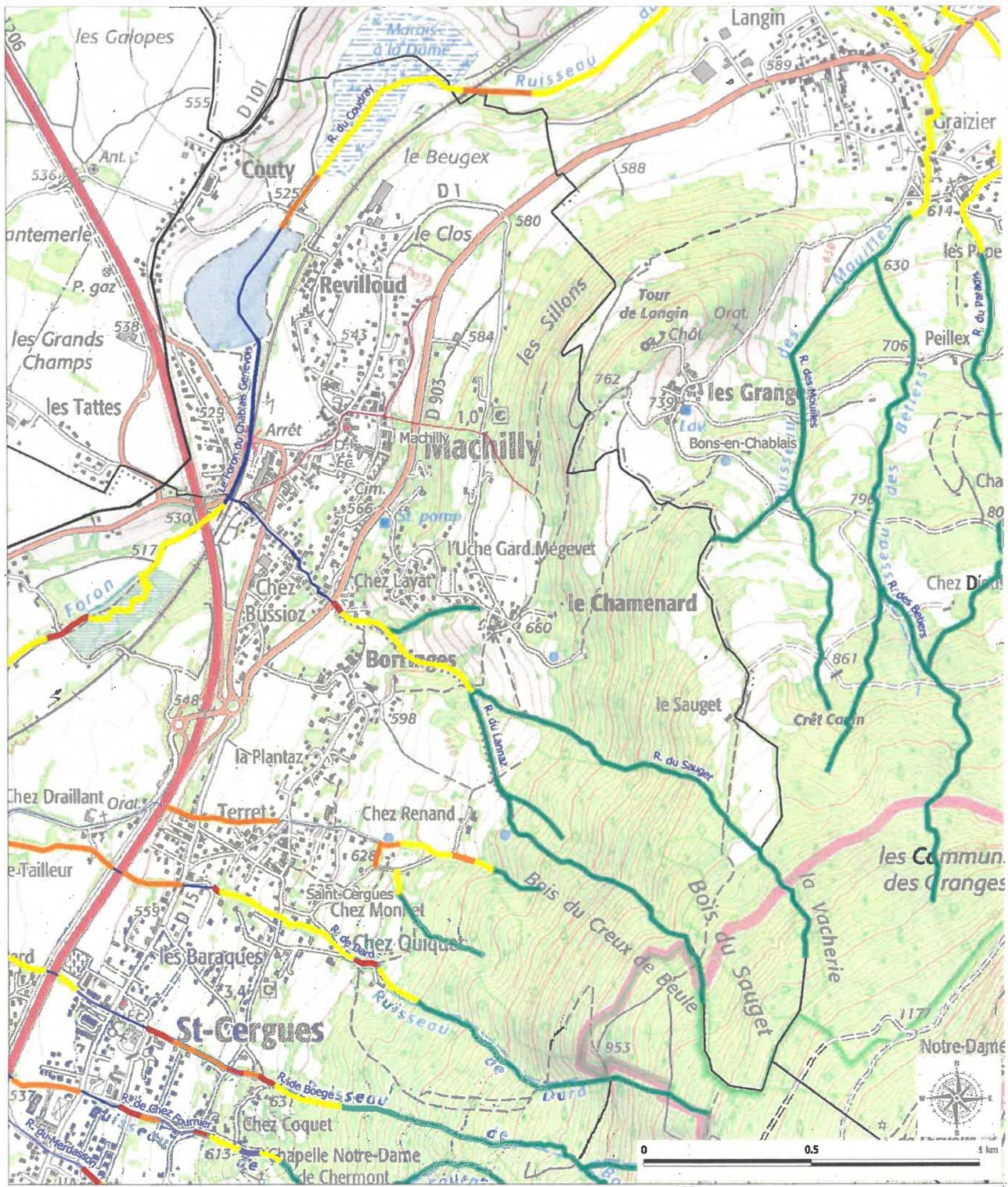
**Élaboration de la DIG - Plan de gestion de la végétation  
 rivulaire et des matériaux solides - Foron du Chablais  
 Genevois**

Carte des niveaux d'intervention par linéaire du  
 réseau hydrographique à Bons-en-Chablais



5333A\_23 / 10 / 2020

<b>Niveau d'intervention</b>	<b>Affluents principaux</b>
<b>0 : Entretien ponctuel</b>	<b>Autres cours d'eau référencés (DDT 74)</b>
<b>1 : Entretien limité</b>	<b>Autres éléments du réseau hydro ayant nécessités l'intervention du SM3A</b>
<b>2 : Entretien fréquent</b>	<b>Autres éléments du réseau hydrographique mentionnés au cadastre</b>
<b>3 : Entretien très fréquent</b>	<b>Bassin versant du Foron du Chablais Genevois</b>
<b>Réseau hydrographique</b>	<b>Communes françaises</b>
<b>Foron du Chablais Genevois</b>	<b>© IGN 2016</b>



Élaboration de la DIG - Plan de gestion de la végétation  
rivulaire et des matériaux solides - Foron du Chablais  
Genevois

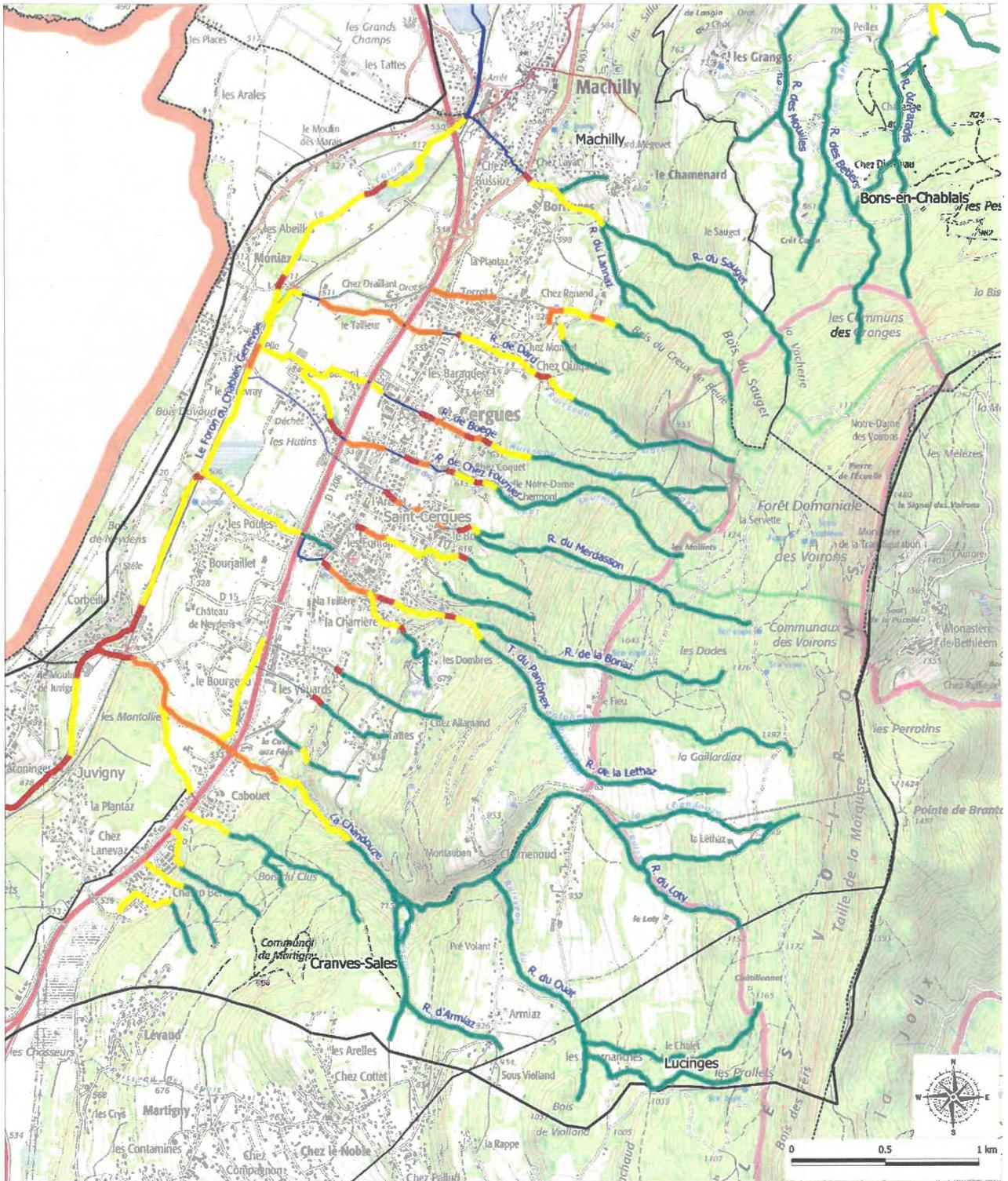
Carte des niveaux d'intervention par linéaire du  
réseau hydrographique à Machilly



SM3A, 23 / 10 / 2020

Niveau d'Intervention	Affluents principaux
0 : Entretien ponctuel	Autres cours d'eau référencés (DDT 74)
1 : Entretien limité	Autres éléments du réseau hydro ayant nécessités l'intervention du SM3A
2 : Entretien fréquent	Autres éléments du réseau hydrographique mentionnés au cadastre
3 : Entretien très fréquent	Bassin versant du Foron du Chablais Genevois
Réseau hydrographique	Communes françaises
Foron du Chablais Genevois	

RGF93 / Lambert 93  
© IGN, 2016



**Élaboration de la DIG - Plan de gestion de la végétation  
rivulaire et des matériaux solides - Foron du Chablais  
Genevois**

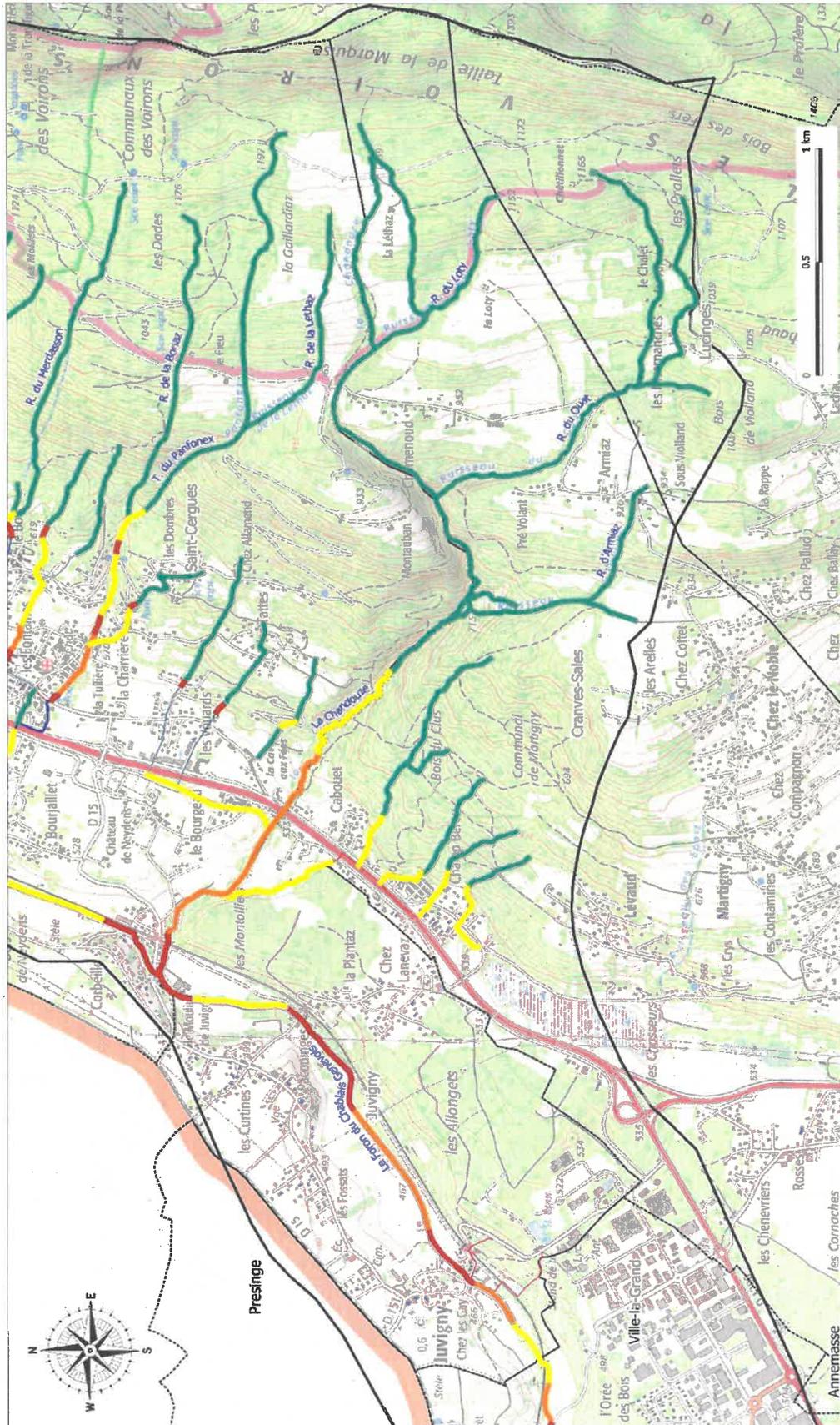
Carte des niveaux d'intervention par linéaire du  
réseau hydrographique à Saint-Cergues



SM3A, 23 / 10 / 2020

<b>Niveau d'Intervention</b>	<b>Affluents principaux</b>
0 : Entretien ponctuel	Affluents principaux
1 : Entretien limité	Autres cours d'eau référencés (DDT 74)
2 : Entretien fréquent	Autres éléments du réseau hydro ayant nécessités l'intervention du SM3A
3 : Entretien très fréquent	Autres éléments du réseau hydrographique mentionnés au cadastre
<b>Réseau hydrographique</b>	Bassin versant du Foron du Chablais Genevois
Réseau hydrographique	Communes françaises
Foron du Chablais Genevois	

RGF93 / Lambert 93  
© IGN 2016



**Élaboration de la DIG - Plan de gestion de la végétation rivulaire et des matériaux solides - Foron du Chablais Genevois**

Carte des niveaux d'intervention par linéaire du réseau hydrographique à Juvigny et Cranves-Sales

**Niveau d'intervention**

- 0 : Entretien ponctuel
- 1 : Entretien limité
- 2 : Entretien fréquent
- 3 : Entretien très fréquent

**Réseau hydrographique**

- Foron du Chablais Genevois
- Communes suisses
- Communes françaises

**Autres éléments :**

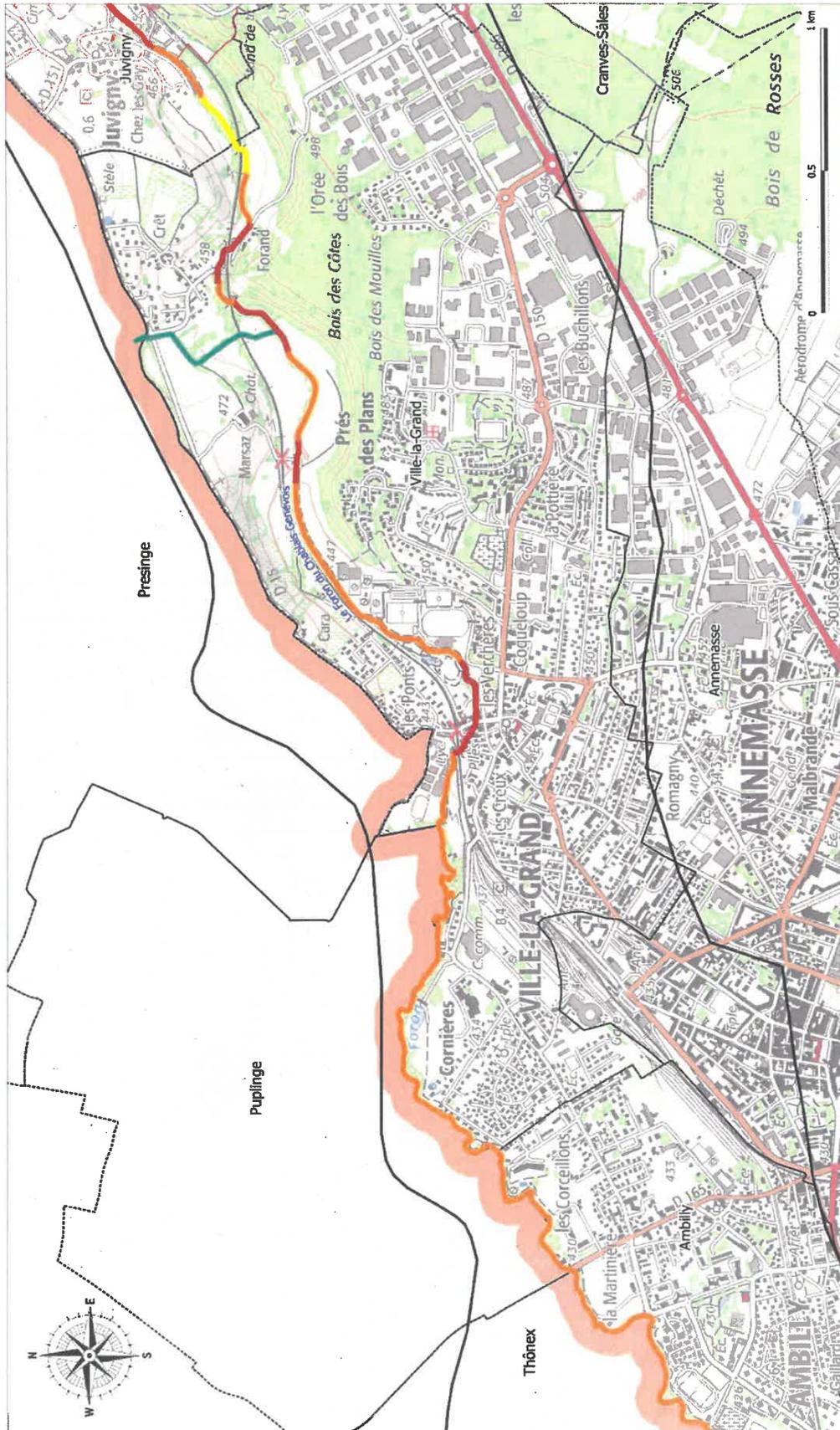
- Affluents principaux
- Autres cours d'eau référencés (DDT 74)
- Autres éléments du réseau hydro ayant nécessités l'intervention du SMA
- Autres éléments du réseau hydrographique mentionnés au cahier de
- Basin versant du Foron du Chablais Genevois
- Communes suisses
- Communes françaises



Syndicat Mixte d'Aménagement et de Restauration de l'Aire et de ses Affluents

SMA-31 / 10 / 2020

REF 99 / Lambert 99  
© Juin 2016



**Niveau d'intervention**

- 0 : Entretien ponctuel
- 1 : Entretien limité
- 2 : Entretien fréquent
- 3 : Entretien très fréquent

**Réseau hydrographique**

- Foron du Chablais Genevois
- Autres éléments du réseau hydrographique mentionnés au cadastre

**Bassin versant du Foron du Chablais Genevois**

- Communes suisses
- Communes françaises

**Élaboration de la DIG - Plan de gestion de la végétation rivulaire et des matériaux solides - Foron du Chablais Genevois**

Carte des niveaux d'intervention par linéaire du réseau hydrographique à Ville-la-Grand

SM3A, 23 / 10 / 2020

**ARVE**  
 Syndicat Ville de Annemasse et de l'Arve et de ses Affiliés

RGF 93 / Lambert 93  
 © JUN 2016



**Élaboration de la DIG - Plan de gestion de la végétation rivulaire et des matériaux solides - Foron du Chablais Genevois**

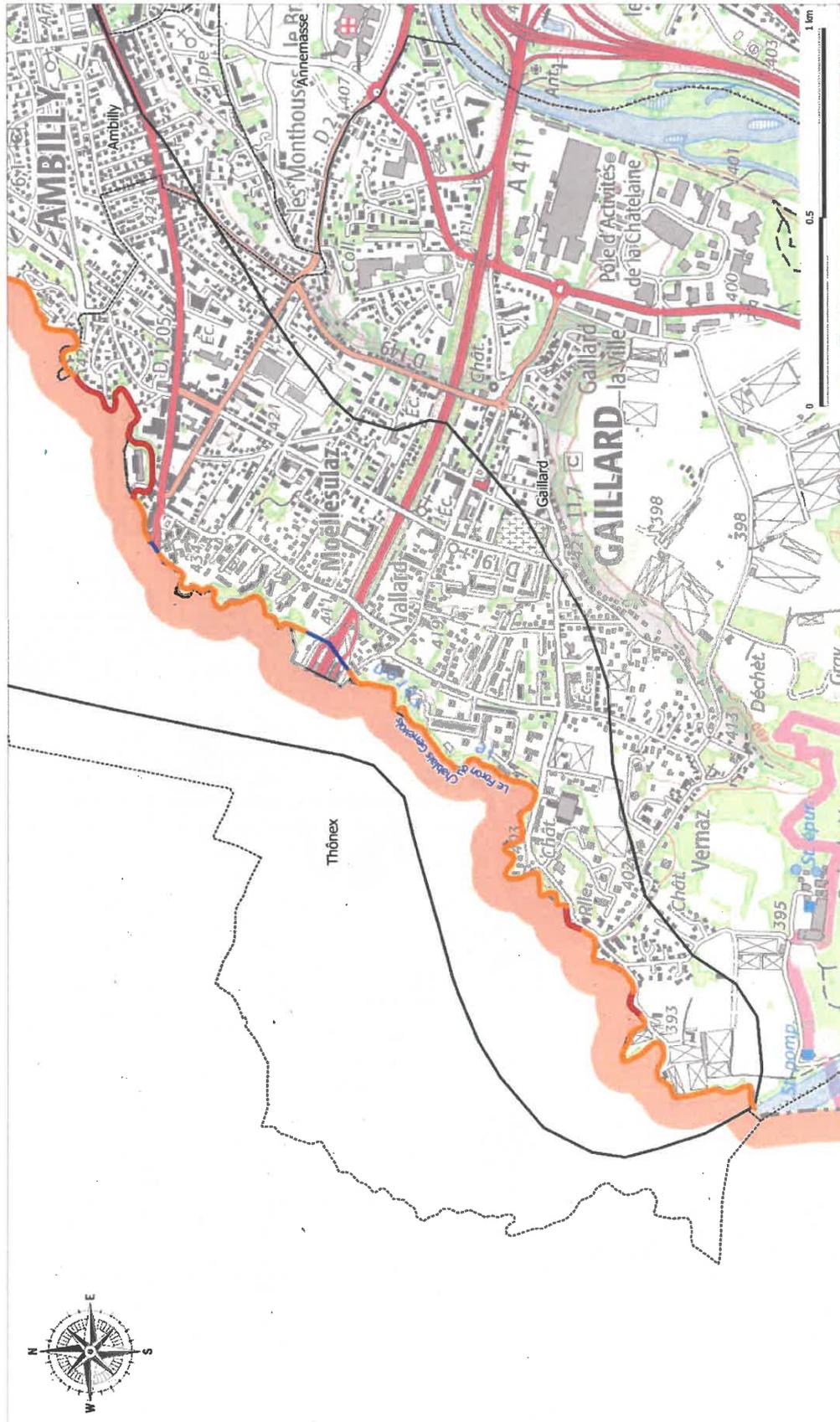
Carte des niveaux d'intervention par linéaire du réseau hydrographique à Ambilly

- Niveau d'intervention
  - 2 : Entretien fréquent
  - 3 : Entretien très fréquent
- Réseau hydrographique
- Foron du Chablais Genevois
- Basin versant du Foron du Chablais Genevois
  - Communes suisses
  - Communes françaises



SM2A, 23 / 10 / 2020

REG 93 / Lambert 93  
19 Juin 2016



**Élaboration de la DIG - Plan de gestion de la végétation rivulaire et des matériaux solides - Foron du Chablais Genevois**

Carte des niveaux d'intervention par linéaire du réseau hydrographique à Gaillard

- Niveau d'intervention
- 2 : Entretien fréquent
- 3 : Entretien très fréquent
- Réseau hydrographique
- Foron du Chablais Genevois
- Bassin versant du Foron du Chablais Genevois
- Communes suisses
- Communes françaises



Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de son Affluent

SA324, 23 / 10 / 2020

BGE 99 / Lambert 93 © IGN 2015

74\_direction\_emploi\_travail\_solidarites

74-2021-11-09-00004

ARRETE / N°2021-0142 / DDETS 74 / PECS /  
Département Entreprises et compétences /  
Services à la personne / portant renouvellement  
d'agrément d'un organisme de services à la  
personne ADMR SCIONZIER



**Arrêté portant renouvellement d'agrément  
d'un organisme de services à la personne  
N° SAP338809957  
N°2021-0142**

Vu le code du travail, notamment ses articles L.7232-1, R.1 7232-1 à R.1 7232-11 et D.7231-1 ;

Vu le cahier des charges prévu à l'article R.7232-6 du code du travail ;

Vu l'agrément du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à l'organisme ADMR SCIONZIER ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément présentée le 23 juin 2021, par Madame Josette DESBIOLLES en qualité de Présidente ;

Vu la saisine du conseil départemental de la Haute-Savoie le 9 novembre 2021 ;

**Le préfet de la Haute-Savoie,**

**Arrête :**

Article 1<sup>er</sup>

L'agrément de l'organisme **ADMR SCIONZIER**, dont l'établissement principal est situé Maison de l'Industrialité 2 place du Foron 74950 SCIONZIER est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-8 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2

Cet agrément couvre les activités selon le mode d'intervention indiqué et les départements suivants :

- Garde d'enfant de moins de 3 ans à domicile (y compris enfants handicapés) (mode prestataire et mandataire) - (74)
- Accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, acte de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap (mode prestataire et mandataire) - (74)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (uniquement en mode mandataire) - (74)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (uniquement en mode mandataire) - (74)
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (uniquement en mode mandataire) - (74)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité et transports acte de la vie courante) (uniquement en mode mandataire) - (74)

Article 3

Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfant de moins de 3 ans, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'unité départementale.

#### Article 4

Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-9 du code du travail.
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R.7232-9 du code du travail.

#### Article 5

Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

#### Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Annecy, le 9 novembre 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,  
Le responsable du département Entreprise et compétences



Georges PEREZ

74\_direction\_emploi\_travail\_solidarites

74-2021-11-15-00004

ARRETE / N°2021-0148 / DDETS 74 / PECS /  
Département Entreprises et compétences /  
Services à la personne / portant agrément d'un  
organisme de services à la personne CHABLAIS  
LEMAN SERVICES



**Arrêté portant agrément  
d'un organisme de services à la personne  
N° SAP898989785  
N° SIREN 898989785  
N°2021-0148**

Vu le code du travail, notamment ses articles L.7232-1, R.7232-1 à R.7232-11 et D.7231-1 ;  
Vu le cahier des charges prévu à l'article R.7232-6 du code du travail ;  
Vu la demande d'agrément présentée le 4 juin 2021, par Monsieur Charles DELPORTE en qualité de Directeur associé ;  
Vu la saisine du conseil départemental de la Haute-Savoie en date du 15 novembre 2021 ;

**Le préfet de la Haute-Savoie**

**Arrête :**

Article 1<sup>er</sup>

L'agrément de l'organisme **CHABLAIS LEMAN SERVICES**, dont l'établissement principal est situé 2 avenue de la gare 74200 THONON LES BAINS est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2021.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-8 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2

Cet agrément couvre les activités selon le mode d'intervention indiqué et les départements suivants :

- Garde d'enfant de moins de 3 ans à domicile (y compris enfants handicapés) (mode prestataire et mandataire) - (74)
- Accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, acte de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap (mode prestataire et mandataire) - (74)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (uniquement en mode mandataire) - (74)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (uniquement en mode mandataire) - (74)
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (uniquement en mode mandataire) - (74)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité et transports acte de la vie courante) (uniquement en mode mandataire) - (74)

Article 3

Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfant de moins de 3 ans, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'unité départementale.

#### Article 4

Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-9 du code du travail.
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R.7232-9 du code du travail.

#### Article 5

Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

#### Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Annecy, le 15 novembre 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale de l'Emploi du  
Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,  
Le responsable du département Entreprise et  
compétences,



Georges PEREZ

74\_direction\_emploi\_travail\_solidarites

74-2021-11-15-00006

ARRETE / N°2021-0150 / DDETS 74 / PECS /  
Département Entreprises et compétences /  
Services à la personne / portant renouvellement  
d'agrément d'un organisme de services à la  
personne ADMR PETITES USSES ET FIER

**Arrêté portant renouvellement d'agrément  
d'un organisme de services à la personne  
N° SAP421641747  
N°2021-0150**

Vu le code du travail, notamment ses articles L.7232-1, R.1 7232-1 à R.1 7232-11 et D.7231-1 ;

Vu le cahier des charges prévu à l'article R.7232-6 du code du travail ;

Vu l'agrément du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à l'organisme ADMR PETITES USSES ET FIER ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément présentée le 22 juin 2021, par Monsieur Jean-Pierre CASSA en qualité de Président ;

Vu la saisine du conseil départemental de la Haute-Savoie le 15 novembre 2021 ;

**Le préfet de la Haute-Savoie,**

**Arrête :**

Article 1<sup>er</sup>

L'agrément de l'organisme **ADMR PETITES USSES ET FIER**, dont l'établissement principal est situé 4 rue Colle Umberto 74330 LA BALME DE SILLINGY est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 2 janvier 2022.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-8 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2

Cet agrément couvre les activités selon le mode d'intervention indiqué et les départements suivants :

- Garde d'enfant de moins de 3 ans à domicile (y compris enfants handicapés) (mode prestataire et mandataire) - (74)
- Accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, acte de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap (mode prestataire et mandataire) - (74)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (uniquement en mode mandataire) - (74)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (uniquement en mode mandataire) - (74)
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (uniquement en mode mandataire) - (74)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité et transports acte de la vie courante) (uniquement en mode mandataire) - (74)

Article 3

Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfant de moins de 3 ans, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'unité départementale.

#### Article 4

Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-9 du code du travail.
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R.7232-9 du code du travail.

#### Article 5

Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

#### Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Annecy, le 15 novembre 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,  
Le responsable du département Entreprise et compétences



Georges PEREZ

74\_direction\_emploi\_travail\_solidarites

74-2021-11-09-00001

AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0141 /  
DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et  
compétences / Services à la personne / Récépissé  
de déclaration d'un organisme de services à la  
personne CLAUZADE Laurent

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP417870631**

**N°2021-0141**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

**Le préfet de la Haute-Savoie**

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale le 4 novembre 2021 par Monsieur Laurent CLAUZADE en qualité de dirigeant, pour l'organisme CLAUZADE Laurent dont l'établissement principal est situé 130B chemin du Sceau d'Eau Verrossier Haut 74500 LARRINGES et enregistré sous le N° SAP417870631 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :**

- Petits travaux de jardinage

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Annecy, le 9 novembre 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale de l'Emploi du  
Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,  
Le responsable du département Entreprise et  
compétences,

  
Georges PEREZ

*La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex13.*

*Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

*En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.*

74\_direction\_emploi\_travail\_solidarites

74-2021-11-09-00005

AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0143 /  
DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et  
compétences / Services à la personne / Récépissé  
de modification de déclaration d'un organisme  
de services à la personne ADMR SCIONZIER



**Récépissé de modification de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP338809957**

**N°2021-0143**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2 ;

Vu l'autorisation du conseil départemental de la Haute-Savoie en date du 20 août 2007 ;

**Le préfet de la Haute-Savoie**

**Constata :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale le 23 juin 2021 par Madame Josette DESBIOLLES en qualité de Présidente, pour l'organisme ADMR SCIONZIER dont l'établissement principal est situé Maison de l'Industrie 2 place du Foron 74950 SCIONZIER et enregistré sous le N° SAP338809957 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire et mandataire) :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage
- Garde enfant de plus de 3 ans à domicile
- Soutien scolaire ou cours à domicile
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses)
- Livraison de repas à domicile.
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé
- Livraison de courses à domicile
- Soins et promenade des animaux de compagnie pour personnes dépendantes (hors soins vétérinaires et toilettage)
- Assistance administrative à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques)
- Accompagnement des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante
- Assistance des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)

**Activité(s) relevant de la déclaration et soumise(s) à agrément de l'État :**

*- En mode prestataire et mandataire :*

- Garde d'enfant de moins de 3 ans à domicile (y compris enfants handicapés) (74)
- Accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, acte de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap (74)

*- En mode mandataire :*

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (74)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (74)
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (74)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité et transports acte de la vie courante) (74)

**Activité(s) relevant de la déclaration et soumise(s) à autorisation (mode prestataire) :**

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (74)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (74)
- prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (74)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité, transports, acte de la vie courante) (74)
- Aide personnelle à domicile aux familles fragilisées (74)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du 1<sup>er</sup> janvier 2022 sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

En application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Annecy, le 9 novembre 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale de l'Emploi du  
Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,  
Le responsable du département Entreprise et  
compétences,



Georges PEREZ

*La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.*

*Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

*En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.*

74\_direction\_emploi\_travail\_solidarites

74-2021-11-15-00001

AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0145 /  
DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et  
compétences / Services à la personne / Récépissé  
de déclaration d'un organisme de services à la  
personne EISELE Jessica

**Récépissé de modification de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP843238239**

**N°2021-0145**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

**Le préfet de la Haute-Savoie**

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale le 11 novembre 2021 par Mademoiselle Jessica EISELE en qualité de dirigeante, pour l'organisme EISELE Jessica dont l'établissement principal est situé 9 rue des Sports Seynod 74600 ANNECY et enregistré sous le N° SAP843238239 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Travaux de petit bricolage
- Garde d'enfant de plus de 3 ans à domicile
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses)
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé
- Livraison de courses à domicile
- Assistance informatique à domicile
- Maintenance et vigilance temporaires à domicile de la résidence principale et secondaire
- Assistance administrative à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile
- Assistance des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021 sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Annecy, le 15 novembre 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale de l'Emploi du  
Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,  
Le responsable du département Entreprise et  
compétences,

  
Georges PEREZ

*La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex13.*

*Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

*En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.*

74\_direction\_emploi\_travail\_solidarites

74-2021-11-15-00002

AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0146 /  
DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et  
compétences / Services à la personne / Récépissé  
de modification de déclaration d'un organisme  
de services à la personne MORIO Chloé



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de l'emploi, du travail  
et des solidarités**

**Récépissé de modification de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP900431446**

**N°2021-0146**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

**Le préfet de la Haute-Savoie**

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pole Entreprises et Cohésion Sociale le 14 novembre 2021 par Madame Chloé MORIO en qualité de dirigeante, pour l'organisme MORIO Chloé dont l'établissement principal est situé 250 chemin de la Grange Rouge 74560 LA MURAZ et enregistré sous le N° SAP900431446 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :**

- Soutien scolaire ou cours à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du 5 novembre 2021 sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Annecy, le 15 novembre 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale de l'Emploi du  
Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,  
Le responsable du département Entreprise et  
compétences,

  
Georges PEREZ

*La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pole Entreprises et Cohésion Sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex13.*

*Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

*En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.*

Affaire suivie par : Nathalie CARÈME  
Tél. : 04 50 88 28 47  
Mél. : ddets-sap@haute-savoie.gouv.fr  
Direction départementale, de l'emploi, du travail et des solidarités  
Département Entreprises et Compétences  
3, Rue Paul Guiton - 74040 ANNECY  
[www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr)

74\_direction\_emploi\_travail\_solidarites

74-2021-11-15-00003

AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0147 /  
DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et  
compétences / Services à la personne / Récépissé  
de déclaration d'un organisme de services à la  
personne ROSSET Véronique



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de l'emploi, du travail  
et des solidarités**

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP903667343**

**2021-0147**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

**Le préfet de la Haute-Savoie**

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale le 5 novembre 2021 par Madame Véronique ROSSET en qualité de dirigeante, pour l'organisme ROSSET Véronique dont l'établissement principal est situé 1600 route de la Côte d'Hyot 74130 BONNEVILLE et enregistré sous le N° SAP903667343 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Annecy, le 15 novembre 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale de l'Emploi du  
Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,  
Le responsable du département Entreprise et  
compétences,



Georges PEREZ

*La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.*

*Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

*En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.*

Affaire suivie par : Nathalie CARÊME  
Tél. : 04 50 88 28 47  
Mél. : [ddets-sap@haute-savoie.gouv.fr](mailto:ddets-sap@haute-savoie.gouv.fr)  
Direction départementale, de l'emploi, du travail et des solidarités  
Département Entreprises et Compétences  
3, Rue Paul Guiton - 74040 ANNECY  
[www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr)

74\_direction\_emploi\_travail\_solidarites

74-2021-11-15-00005

AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0149 /  
DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et  
compétences / Services à la personne / Récépissé  
de modification de déclaration d'un organisme  
de services à la personne CHABLAIS LEMAN  
SERVICES



**Récépissé de modification de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP898989785**

**N°2021-0149**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

**Le préfet de la Haute-Savoie**

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale le 4 juin 2021 par Monsieur Charles DELPORTE en qualité de Directeur associé, pour l'organisme CHABLAIS LEMAN SERVICES dont l'établissement principal est situé 2 avenue de la gare 74200 THONON LES BAINS et enregistré sous le N° SAP898989785 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire et mandataire) :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage
- Garde enfant de plus de 3 ans à domicile
- Soins esthétiques à domicile des personnes dépendantes
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses)
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé
- Livraison de courses à domicile
- Assistance informatique à domicile
- Soin et promenade des animaux de compagnie pour personnes dépendantes (hors soins vétérinaires et toilettage)
- Maintenance et vigilance temporaires à domicile de la résidence principale et secondaire
- Assistance administrative à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile
- Téléassistance et visioassistance
- Interprète en langue des signes (technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété)
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques)
- Accompagnement des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante
- Assistance des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)

**Activité(s) relevant de la déclaration et soumise(s) à agrément de l'État :**

- En mode prestataire et mandataire :
  - Garde d'enfant de moins de 3 ans à domicile (y compris enfants handicapés) (74)
  - Accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, acte de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap (74)
- En mode mandataire :
  - Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (74)
  - Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (74)
  - Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (74)
  - Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité et transports acte de la vie courante) (74)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2021 sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Annecy, le 15 novembre 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale de l'Emploi du  
Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,  
Le responsable du département Entreprise et  
compétences,



Georges PEREZ

*La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex13.*

*Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

*En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.*

74\_direction\_emploi\_travail\_solidarites

74-2021-11-15-00007

AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0151 /  
DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et  
compétences / Services à la personne / Récépissé  
de modification de déclaration d'un organisme  
de services à la personne ADMR PETITES USSES  
ET FIER



**Récépissé de modification de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP421641747**

**N°2021-0151**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2 ;

Vu l'autorisation du conseil départemental de la Haute-Savoie en date du 20 août 2007 ;

**Le préfet de la Haute-Savoie**

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale le 22 juin 2021 par Monsieur Jean-Pierre CASSA en qualité de Président, pour l'organisme ADMR PETITES USSES ET FIER dont l'établissement principal est situé 4 rue Colle Umberto 74330 LA BALME DE SILLINGY et enregistré sous le N° SAP421641747 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire et mandataire) :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage
- Garde enfant de plus de 3 ans à domicile
- Soutien scolaire ou cours à domicile
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses)
- Livraison de repas à domicile.
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé
- Livraison de courses à domicile
- Soins et promenade des animaux de compagnie pour personnes dépendantes (hors soins vétérinaires et toilettage)
- Assistance administrative à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques)
- Accompagnement des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante
- Assistance des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)

**Activité(s) relevant de la déclaration et soumise(s) à agrément de l'État :**

*- En mode prestataire et mandataire :*

- Garde d'enfant de moins de 3 ans à domicile (y compris enfants handicapés) (74)
- Accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, acte de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap (74)

*- En mode mandataire :*

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (74)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (74)
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (74)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité et transports acte de la vie courante) (74)

**Activité(s) relevant de la déclaration et soumise(s) à autorisation (mode prestataire) :**

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (74)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (74)
- prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (74)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité, transports, acte de la vie courante) (74)
- Aide personnelle à domicile aux familles fragilisées (74)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du 2 janvier 2022 sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

En application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Annecy, le 15 novembre 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,  
Le responsable du département Entreprise et compétences,

Georges PEREZ

*La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex13.*

*Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

*En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.*

74\_direction\_emploi\_travail\_solidarites

74-2021-11-16-00001

AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0152 /  
DDETS 74 / PECS / Département Entreprises et  
compétences / Services à la personne / Récépissé  
de modification de déclaration d'un organisme  
de services à la personne **?**BARBIER Tristan



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de l'emploi, du travail  
et des solidarités**

**Récépissé de modification de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP830455952  
2021-0152**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

**Le préfet de la Haute-Savoie**

**Constate :**

Qu'une demande de modification d'adresse au titre de la déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du travail et de la Solidarité de Haute-Savoie - Pôle Entreprise et cohésion sociale le 12 novembre 2021 par Monsieur Tristan BARBIER en qualité de dirigeant, pour l'organisme BARBIER Tristan dont l'établissement principal est situé 131 chemin des Lanchettes 74260 LES GETS et enregistré sous le N° SAP830455952 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :**

- Soutien scolaire ou cours à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Annecy, le 16 novembre 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
P/ la directrice départementale,  
Le responsable du département Entreprise et  
compétences,

Georges Pérez

*La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du travail et de la Solidarité de Haute-Savoie - Pôle Entreprise et cohésion sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.*

*Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

*En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.*

Affaire suivie par : Nathalie CARÈME  
Tél. : 04 50 88 28 47  
Mél. : ddets-sap@haute-savoie.gouv.fr  
Direction départementale, de l'emploi, du travail et des solidarités  
Service Entreprises et Compétences  
3, Rue Paul Guiton - 74000 ANNECY  
[www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr)

# 74\_DRDDI\_Direction régionale des douanes et droits indirects du Léman

74-2021-11-15-00008

DGDDI - Décision 2021/11 C du directeur régional  
à Annecy portant subdélégation de la signature  
du directeur interrégional à Lyon dans les  
domaines gracieux et contentieux en matière de  
contributions indirectes ainsi que pour les  
transactions en matière douane et de  
manquement à l'obligation déclarative



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

ANNECY, LE 15 NOV. 2021

*DR Annecy*  
34, AV DU PARMELAN  
74004 ANNECY  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : REYNAUD Elodie  
Téléphone : 09 70 27 30 34  
Télécopie : 04 50 51 00 68  
Mél : [dr-leman@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-leman@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2021/11 du directeur régional à ANNECY portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits

compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

GALY Hugues-Lionel



**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
------------	----------	--------------	-------	-------------	-----------

**Annexe II à la décision n° 2021/11 du 15 nov. 2021 du directeur régional *GALY Hugues-Lionel***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Décharge</b>	<b>Modération</b>	<b>Rejet</b>	<b>Remise</b>	<b>Transaction</b>
<b>GILBERT Jean-Marc</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	350000
<b>CADDOUX Charles</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	350000
<b>CRENN Justine</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	60000
<b>PHILIBERT Jerome</b>	0	0	0	0	60000
<b>RAYNE Bruno</b>	0	0	0	0	60000
<b>GUIRAUD Gregory</b>	0	0	0	0	60000
<b>LOUME Jean-Marc</b>	0	0	0	0	60000

## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>BOU Christophe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BUVAT Philippe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CONSEIL Brice</b>	10000	5000	1000	15000
<b>HENENNE Frederic</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JOLY Pierre-Franck</b>	10000	5000	1000	15000
<b>KOUAKOU Yao</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RAVANEL AUGOYARD Sandrine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>STEUX Corinne</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BARDET Vincent</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COLLET Jean-Francois</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PERRY Laurine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BOTON Laurent</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BROUTEL Yves</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CAMUS Aurelie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CONSEIL Fabien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DHALLUIN Emmanuel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DUGARD Vincent</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GRANGE Loic</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LABANHIE Florian</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MERCHE Jacques</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MORET Frantz</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PHALIPPOU Benedicte</b>	10000	5000	1000	15000
<b>REVILLARD Jerome</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ROSSET Christophe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ROULEAU Mikael</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SABOT Rachel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BARTKOWIAK Guillaume</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BASHYNA Vasyl</b>	10000	5000	1000	15000

<b>BERTHOMME Cedric</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BLACHE Emmanuel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BOGILLOT Emmanuel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BONNARD Paul</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BOUAKKAZ Yamin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CAILLOUET Adrien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHARNOZ Lou-Anne</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHAUVET Thomas</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CROS Bruno</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEDION Quentin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEGABRIEL Elodie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DOLCI Catherine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FRECHARD Fabrice</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FUMERON Valentin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GAHA Woihbi</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GARRIGUES-BLANC Caroline</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GILLES Arthur</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GOEPP Antoine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JECHOUX Dominick</b>	10000	5000	1000	15000
<b>KOTNI Dimitri</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LEFEBVRE Emmanuel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LEFORT Mathieu</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MAHROUG Rida</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MALETERRE Alexie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MANCHON Lois</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARTIN Loic</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARTIN Alexandra</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARTINEZ Marie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARTINS Antoine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARTY Florence</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MASQUELET Cecile</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MEGARES Anthony</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MOLINARI Yann</b>	10000	5000	1000	15000
<b>NOEL Anthony</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PAUTHE Audric</b>	10000	5000	1000	15000
<b>POBELLE Herve</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RICHARD Gerald</b>	10000	5000	1000	15000

<b>SIX Armand</b>	10000	5000	1000	15000
<b>STOESSEL Mathilde</b>	10000	5000	1000	15000
<b>TOUNSI Leonard</b>	10000	5000	1000	15000
<b>TUTIN Jeremy</b>	10000	5000	1000	15000
<b>VERCHERAND Xavier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ZANINA Raja</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COTE Olivier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>EHRET Luc</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GRAVIER Stephane</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GROSJEAN Christian</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LEBAS Delphine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SIMONNET Michelle</b>	10000	5000	1000	15000
<b>WAGNER Floriane</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ZANONI Lionel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ABDELLAOUI Ilyasse</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ANDOCHE Marie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>AUMIS Felix</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BAREILLE Axel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BECHAALANI Marie-Line</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERNARD Arnaud</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BILLON Pierre-Yves</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BOUCHITE Gregory</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BRUNENKANT Jean-Michel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHARTON Florent</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHARVET Anthony</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHATANAY Cyril</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CONDERATKAN Christopher</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COUR Thibault</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COUTOULY Maxime</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COVRE Sandra</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DECOGNIER Thomas</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEGAT Julien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DROGUET Thomas</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DUBOIS Laurence</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DUPOND Hugo</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ETIENNE Benjamin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>EVARD Emma</b>	10000	5000	1000	15000

<b>FAUQUEUR Richard</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FILLION Yannick</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FRESIL Maxime</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GIGLIOLI Leon</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GODEFROY Cyrille</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GUILLE Lucas</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GUILLOU Bernard</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JALIBAT Kevin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LE CALVEZ Yves</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LE GOFF Sebastien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LE ROLLAND Andrea</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LEBON Mathilde</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LEVEQUE Valerie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MIGNE Mathieu</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PELIZZARI Emmanuel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PIERRE Matthieu</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PONTABRY Yann</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PRAZZOLI Claire</b>	10000	5000	1000	15000
<b>REY Aurelie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ROUMANEIX Ubald</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ROUX Sebastien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SEBAA Idris</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SIMEON Audrey</b>	10000	5000	1000	15000
<b>STEFANIDI Alexandre</b>	10000	5000	1000	15000
<b>VACHERET Cedric</b>	10000	5000	1000	15000
<b>VIGUIER Elisabeth</b>	10000	5000	1000	15000
<b>VIRASSAMY Yoann</b>	10000	5000	1000	15000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>YAHIAOUI Kilian</b>	10000	5000	1000	15000
<b>YILDIZ Volcan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BARBAN Hugo</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BRESSAND Kevin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CADIS Aurelie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DANIEL Cyril</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DELAUNE Francois</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEPAQUIT Christine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DESPERIES Anthony</b>	10000	5000	1000	15000

<b>DOCHE Sebastien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DOLO Yann</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DOUILLET Olivier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GUILLAUME Sylvain</b>	10000	5000	1000	15000
<b>HAVERLAND Andre</b>	10000	5000	1000	15000
<b>HONEGGER Christophe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JANIN Mathieu</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JOLLAIN Marion</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LACROIX Sebastien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MAITRE Jerome</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARCON Lea</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARTINEZ Jordan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MERCIER Thibault</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MEUSNIER Romuald</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MORISCOT Jean</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MOUSTAFOV Stephane</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PIOTR Stephan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PRIETO Samuel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>REAU Denis</b>	10000	5000	1000	15000
<b>ROTH Olivier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RYNKA Jeremy</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SCHWALLER Fanny</b>	10000	5000	1000	15000
<b>VIEL Julien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERTRAND Romain</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERY Nathalie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BLANCON Florian</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BONNEPART Carine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CAUBET Aurelien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COINDET Jerome</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CROS Didier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DA SILVA Jonathan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DESCHANEL Yoann</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GEFFROY Claire</b>	10000	5000	1000	15000
<b>HERBAUT Valentin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JACQUET Camille</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LE MOING Florent</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LECOURT Valentin</b>	10000	5000	1000	15000

<b>MARCININ Dorothee</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MERLOT Raphael</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PEREIRA Louise</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PIERRE Patrice</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PLOUVIER Jonathan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>REMAN Michael</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SAJOUS Karine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>TERRYN Dominique</b>	10000	5000	1000	15000
<b>TIREAU Elise</b>	10000	5000	1000	15000
<b>TREVISAN Jean-Baptiste</b>	10000	5000	1000	15000
<b>YAHY Fouad</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BEL ROULLARD Sophie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BREHIN-GOEDERT Brigitte</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAMPILLO LAFFIN Christophe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GARNIER Fabien</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RAZIK Catherine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>HUIN Arnaud</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MOTERA Benoit</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERGERON Francois-Xavier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERODIER Jordan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CALDERON Jean-Yves</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHANTELOUBE Eline</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CRICK Jocelyn</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DUSSOLLIER Valerie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FERNANDEZ German</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FLORY Isabelle</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FOCANT Pascal</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GIOVE Raphael</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GORLIER Frederic</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GUILLOT Benoit</b>	10000	5000	1000	15000
<b>HANSEN Cecile</b>	10000	5000	1000	15000
<b>KACZOR Pauline</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LEBOURGEOIS Jean-Claude</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LUTIC Ludovic</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARGUET Francois-Regis</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARX Florence</b>	10000	5000	1000	15000

<b>MEYER Laure</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MILLEQUAND Camille</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MONSARRAT Lisa</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PAVE Florian</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PERRET Olivier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>QUINQUETON Denis</b>	10000	5000	1000	15000
<b>REMINY Yannick</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RIGON Carine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SNOUSSI Ahmed</b>	10000	5000	1000	15000
<b>AUTIN Cecile</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BARTON Gregory</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERNARD Jules</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BOURLY Jean-Francois</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CADET Christophe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CILLER Thomas</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COCHET Gaelle</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEFOSSE Aurelie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEISSARD Thierry</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DELISLE Remy</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DENCHE Marjorie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEUTSCH Guillaume</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DURANTON Gilles</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GENTILINI Kevin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GOUJON Romain</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LEANDRY Floraly</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARIA Kevin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MEDEUF Willy</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MOUKTARIAN Gregory</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PLANTIER Pierre</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RICHARD David</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RIGLET Jennifer</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SACKO Makan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>STEVELBERG Remi-Numa</b>	10000	5000	1000	15000
<b>AUDRENO Allan</b>	10000	5000	1000	15000
<b>AUVIGNE Laurence</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BACO Yasser</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BAUMONT Marc</b>	10000	5000	1000	15000

<b>BELHABIB Faudil</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BERNIGOLE Margaux</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BOISSARD Pierre</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BRU Lucas</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BRUGUIERE Martin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BUTTE Mikael</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CANCELLIERI Altea</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CAPILLA Jerome</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHAUVEAU Kevin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHERON Marie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CLERMONT Maxime</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COLIBEAUX Romain</b>	10000	5000	1000	15000
<b>COPIER Aurore</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEISZ Gregory</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DELEGER Raphaele</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DELHAIE Tanguy</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DEPIERRE Alain</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DESPONT Francois</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DIJOUX Pierrick</b>	10000	5000	1000	15000
<b>DUTANIER Thomas</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FERNANDEZ Raoul</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FERRER Laurent</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FOISSAC Guillaume</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FRANCHET Benjamin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GALLINEAU Vianney</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GESBERT Swen</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GILLET Gaetane</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GONZALEZ Nathalie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>JORION Vincent</b>	10000	5000	1000	15000
<b>KRAWCZYK Maxime</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LACHE Jean-Noel</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LAVIALLE Frederic</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LINGUET Willem</b>	10000	5000	1000	15000
<b>LOYER Kevin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MARIEL William</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MERCIER Fanny</b>	10000	5000	1000	15000

<b>MESLEM Soenya</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MEYNOT Kevin</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MURCIA Marc</b>	10000	5000	1000	15000
<b>NOGUERA Mickael</b>	10000	5000	1000	15000
<b>NOTIN Gauvain</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PASTOURET Franck</b>	10000	5000	1000	15000
<b>PERRICHON Thierry</b>	10000	5000	1000	15000
<b>RENAULT Olivier</b>	10000	5000	1000	15000
<b>SALAUN Guillaume</b>	10000	5000	1000	15000
<b>VARNEROT Lea</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BIARGUES Sophie</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BLONDIN Stephane</b>	10000	5000	1000	15000
<b>BOURGUIGNON Brigitte</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BUSCAGLIA Marie-Yvonne</b>	10000	5000	1000	15000
<b>CHABERT Brigitte</b>	10000	5000	1000	15000
<b>FARGETON Amaryllis</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GIRAUD Christine</b>	10000	5000	1000	15000
<b>GREGOIRE Patrice</b>	10000	5000	1000	15000
<b>MOREAU Isabelle</b>	10000	5000	1000	15000
<b>NEUVILLE Catherine</b>	10000	5000	1000	15000

## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>BOU Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>BUVAT Philippe</b>	1000	3000	15000
<b>CONSEIL Brice</b>	1000	3000	15000
<b>HENENNE Frederic</b>	1000	3000	15000
<b>JOLY Pierre-Franck</b>	1500	10000	30000
<b>KOUAKOU Yao</b>	1000	3000	15000
<b>RAVANEL AUGOYARD Sandrine</b>	1000	3000	15000
<b>STEUX Corinne</b>	1000	3000	15000
<b>CADDOUX Charles</b>	illimité	100000	250000
<b>CRENN Justine</b>	2000	20000	60000
<b>BARDET Vincent</b>	1500	10000	30000
<b>COLLET Jean-Francois</b>	1500	10000	30000
<b>COURT Alain</b>	1000	3000	15000
<b>DJIBRINE ALIFA Ahmat</b>	1000	3000	15000
<b>ECARNOT Alexandre</b>	1000	3000	15000
<b>HERVE Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>JAROVA Julie</b>	1000	3000	15000
<b>MOREL Valerie</b>	1000	3000	15000
<b>PERRISSIN FABERT Sylvie</b>	1000	3000	15000
<b>PERRY Laurine</b>	1000	3000	15000
<b>PILCH Catherine</b>	1000	3000	15000
<b>PUCINO Marie-Carmen</b>	1000	3000	15000
<b>BOTON Laurent</b>	1000	3000	15000
<b>BROUTEL Yves</b>	1000	3000	15000
<b>CAMUS Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>CONSEIL Fabien</b>	1000	3000	15000
<b>DHALLUIN Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>DUGARD Vincent</b>	1000	3000	15000
<b>GRANGE Loic</b>	1000	3000	15000
<b>LABANHIE Florian</b>	1000	3000	15000
<b>MERCHE Jacques</b>	1500	10000	30000
<b>MORET Frantz</b>	1000	3000	15000
<b>PHALIPPOU Benedicte</b>	1000	3000	15000
<b>REVILLARD Jerome</b>	1000	3000	15000

<b>ROSSET Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>ROULEAU Mikael</b>	1500	10000	30000
<b>SABOT Rachel</b>	1000	3000	15000
<b>BARTKOWIAK Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>BASHYNA Vasyl</b>	1000	3000	15000
<b>BERTHOMME Cedric</b>	1000	3000	15000
<b>BLACHE Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>BOGILLOT Emmanuel</b>	1500	10000	30000
<b>BONNARD Paul</b>	1000	3000	15000
<b>BOUAKKAZ Yamin</b>	1000	3000	15000
<b>CAILLOUET Adrien</b>	1000	3000	15000
<b>CHARNOZ Lou-Anne</b>	1000	3000	15000
<b>CHAUVET Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>CROS Bruno</b>	1000	3000	15000
<b>DEDION Quentin</b>	1000	3000	15000
<b>DEGABRIEL Elodie</b>	1000	3000	15000
<b>DOLCI Catherine</b>	1000	3000	15000
<b>FRECHARD Fabrice</b>	1000	3000	15000
<b>FUMERON Valentin</b>	1000	3000	15000
<b>GAHA Woibhi</b>	1000	3000	15000
<b>GARRIGUES-BLANC Caroline</b>	1000	3000	15000
<b>GILLES Arthur</b>	1000	3000	15000
<b>GOEPP Antoine</b>	1000	3000	15000
<b>JECHOUX Dominick</b>	1000	3000	15000
<b>KOTNI Dimitri</b>	1000	3000	15000
<b>LEFEBVRE Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>LEFORT Mathieu</b>	1000	3000	15000
<b>MAHROUG Rida</b>	1000	3000	15000
<b>MALETERRE Alexie</b>	1000	3000	15000
<b>MANCHON Lois</b>	1000	3000	15000
<b>MARTIN Loic</b>	1000	3000	15000
<b>MARTIN Alexandra</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINEZ Marie</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINS Antoine</b>	1000	3000	15000
<b>MARTY Florence</b>	1000	3000	15000
<b>MASQUELET Cecile</b>	1000	3000	15000
<b>MEGARES Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>MOLINARI Yann</b>	1000	3000	15000
<b>NOEL Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>PAUTHE Audric</b>	1000	3000	15000
<b>POBELLE Herve</b>	1000	3000	15000
<b>RICHARD Gerald</b>	1500	10000	30000
<b>SIX Armand</b>	1500	10000	30000

<b>STOESSEL Mathilde</b>	1000	3000	15000
<b>TOUNSI Leonard</b>	1000	3000	15000
<b>TUTIN Jeremy</b>	1000	3000	15000
<b>VERCHERAND Xavier</b>	1000	3000	15000
<b>ZANINA Raja</b>	1000	3000	15000
<b>PHILIBERT Jerome</b>	2000	20000	60000
<b>RAYNE Bruno</b>	2000	20000	60000
<b>BAILLY Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>BRICHE Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>COTE Olivier</b>	1000	3000	15000
<b>DUC Catherine</b>	1000	3000	15000
<b>EHRET Luc</b>	1000	3000	15000
<b>GRAVIER Stephane</b>	1000	3000	15000
<b>GROSJEAN Christian</b>	1500	10000	30000
<b>GUILLOU Marie-Claire</b>	1000	3000	15000
<b>GUIMET Jean-Baptiste</b>	1000	3000	15000
<b>HERZOG Sarah</b>	1000	3000	15000
<b>LEBAS Delphine</b>	1000	3000	15000
<b>NEMOR Jean-Marie</b>	1000	3000	15000
<b>PERRIN Michael</b>	1000	3000	15000
<b>PRADEL Jean-Francois</b>	1000	3000	15000
<b>SCHERTZINGER Elsa</b>	1000	3000	15000
<b>SIMONNET Michelle</b>	1000	3000	15000
<b>WAGNER Floriane</b>	1000	3000	15000
<b>ZANONI Lionel</b>	1500	10000	30000
<b>ABDELLAOUI Ilyasse</b>	1000	3000	15000
<b>ANDOCHE Marie</b>	1000	3000	15000
<b>AUMIS Felix</b>	1000	3000	15000
<b>BAREILLE Axel</b>	1000	3000	15000
<b>BECHAALANI Marie-Line</b>	1000	3000	15000
<b>BERNARD Arnaud</b>	1000	3000	15000
<b>BILLON Pierre-Yves</b>	1000	3000	15000
<b>BOUCHITE Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>BRUNENKANT Jean-Michel</b>	1000	3000	15000
<b>CHARTON Florent</b>	1000	3000	15000
<b>CHARVET Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>CHATANAY Cyril</b>	1000	3000	15000
<b>CONDERATKAN Christopher</b>	1000	3000	15000
<b>COUR Thibault</b>	1000	3000	15000
<b>COUTOULY Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>COVRE Sandra</b>	1000	3000	15000
<b>DECOGNIER Thomas</b>	1500	10000	30000
<b>DEGAT Julien</b>	1000	3000	15000

<b>DROGUET Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>DUBOIS Laurence</b>	1000	3000	15000
<b>DUPOND Hugo</b>	1000	3000	15000
<b>ETIENNE Benjamin</b>	1000	3000	15000
<b>EVARD Emma</b>	1000	3000	15000
<b>FAUQUEUR Richard</b>	1000	3000	15000
<b>FILLION Yannick</b>	1500	10000	30000
<b>FRESIL Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>GIGLIOLI Leon</b>	1000	3000	15000
<b>GODEFROY Cyrille</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLE Lucas</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLOU Bernard</b>	1500	10000	30000
<b>JALIBAT Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>LE CALVEZ Yves</b>	1000	3000	15000
<b>LE GOFF Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>LE ROLLAND Andrea</b>	1000	3000	15000
<b>LEBON Mathilde</b>	1000	3000	15000
<b>LEVEQUE Valerie</b>	1000	3000	15000
<b>MIGNE Mathieu</b>	1000	3000	15000
<b>PELIZZARI Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>PIERRE Matthieu</b>	1000	3000	15000
<b>PONTABRY Yann</b>	1000	3000	15000
<b>PRAZZOLI Claire</b>	1000	3000	15000
<b>REY Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>ROUMANEIX Ubald</b>	1000	3000	15000
<b>ROUX Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>SEBAA Idris</b>	1000	3000	15000
<b>SIMEON Audrey</b>	1500	10000	30000
<b>STEFANIDI Alexandre</b>	1000	3000	15000
<b>VACHERET Cedric</b>	1000	3000	15000
<b>VIGUIER Elisabeth</b>	1000	3000	15000
<b>VIRASSAMY Yoann</b>	1000	3000	15000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	1000	3000	15000
<b>YAHIAOUI Kilian</b>	1000	3000	15000
<b>YILDIZ Volcan</b>	1000	3000	15000
<b>BARBAN Hugo</b>	1000	3000	15000
<b>BRESSAND Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>CADIS Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>DANIEL Cyril</b>	1000	3000	15000
<b>DELAUNE Francois</b>	1000	3000	15000
<b>DEPAQUIT Christine</b>	1500	10000	30000
<b>DESPERIES Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>DOCHE Sebastien</b>	1000	3000	15000

<b>DOLO Yann</b>	1000	3000	15000
<b>DOUILLET Olivier</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLAUME Sylvain</b>	1000	3000	15000
<b>HAVERLAND Andre</b>	1000	3000	15000
<b>HONEGGER Christophe</b>	1500	10000	30000
<b>JANIN Mathieu</b>	1500	10000	30000
<b>JOLLAIN Marion</b>	1000	3000	15000
<b>LACROIX Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>MAITRE Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>MARCON Lea</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINEZ Jordan</b>	1000	3000	15000
<b>MERCIER Thibault</b>	1000	3000	15000
<b>MEUSNIER Romuald</b>	1000	3000	15000
<b>MORISCOT Jean</b>	1000	3000	15000
<b>MOUSTAFOV Stephane</b>	1000	3000	15000
<b>PIOTR Stephan</b>	1000	3000	15000
<b>PRIETO Samuel</b>	1000	3000	15000
<b>REAU Denis</b>	1000	3000	15000
<b>ROTH Olivier</b>	1000	3000	15000
<b>RYNKA Jeremy</b>	1000	3000	15000
<b>SCHWALLER Fanny</b>	1000	3000	15000
<b>VIEL Julien</b>	1000	3000	15000
<b>BERTRAND Romain</b>	1000	3000	15000
<b>BERY Nathalie</b>	1500	10000	30000
<b>BLANCON Florian</b>	1000	3000	15000
<b>BONNEPART Carine</b>	1000	3000	15000
<b>CAUBET Aurelien</b>	1000	3000	15000
<b>COINDET Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>CROS Didier</b>	1500	10000	30000
<b>DA SILVA Jonathan</b>	1000	3000	15000
<b>DESCHANEL Yoann</b>	1000	3000	15000
<b>GEFFROY Claire</b>	1000	3000	15000
<b>HERBAUT Valentin</b>	1000	3000	15000
<b>JACQUET Camille</b>	1000	3000	15000
<b>LE MOING Florent</b>	1000	3000	15000
<b>LECOURT Valentin</b>	1000	3000	15000
<b>MARCININ Dorothee</b>	1000	3000	15000
<b>MERLOT Raphael</b>	1000	3000	15000
<b>PEREIRA Louise</b>	1000	3000	15000
<b>PIERRE Patrice</b>	1000	3000	15000
<b>PLOUVIER Jonathan</b>	1000	3000	15000
<b>REMAN Michael</b>	1000	3000	15000
<b>SAJOUS Karine</b>	1000	3000	15000

<b>TERRYN Dominique</b>	1500	10000	30000
<b>TIREAU Elise</b>	1000	3000	15000
<b>TREVISAN Jean-Baptiste</b>	1000	3000	15000
<b>YAHY Fouad</b>	1000	3000	15000
<b>AMARGIER Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>BEL ROULLARD Sophie</b>	1500	10000	30000
<b>BOUILLET Celine</b>	1000	3000	15000
<b>BREHIN-GOEDERT Brigitte</b>	1500	10000	30000
<b>CHAUVIN Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>LINDER Cecile</b>	1000	3000	15000
<b>LOPEZ CUESTA Raphael</b>	1000	3000	15000
<b>MADELAINE Xavier</b>	1000	3000	15000
<b>MICHON Audrey</b>	1000	3000	15000
<b>VAIARELLO Celine</b>	1500	10000	30000
<b>VIALLET Celine</b>	1000	3000	15000
<b>DAMIAN BOUILLOUD Isabelle</b>	2000	20000	60000
<b>GUIRAUD Gregory</b>	2000	20000	60000
<b>LOUME Jean-Marc</b>	2000	20000	60000
<b>ARCHIMBAUD Morgane</b>	1000	3000	15000
<b>BERAL Oldia</b>	1000	3000	15000
<b>CANETE Francisco</b>	1000	3000	15000
<b>CONRARD Nicolas</b>	1000	3000	15000
<b>CORDONNIER Sabine</b>	1000	3000	15000
<b>FAGUE Wendy</b>	1000	3000	15000
<b>GIMENEZ Sandrine</b>	1000	3000	15000
<b>GONZALEZ GONZALVO Brigitte</b>	1000	3000	15000
<b>HUIN Arnaud</b>	1500	10000	30000
<b>JABOT Enguerrand</b>	1000	3000	15000
<b>MACARI Martine</b>	1000	3000	15000
<b>MOTERA Benoit</b>	1500	10000	30000
<b>PETITJEAN Chantal</b>	1000	3000	15000
<b>TRAUCHESSEC Sonia</b>	1000	3000	15000
<b>VITRY Julien</b>	1000	3000	15000
<b>BERGERON Francois-Xavier</b>	1000	3000	15000
<b>BERODIER Jordan</b>	1000	3000	15000
<b>CALDERON Jean-Yves</b>	1000	3000	15000
<b>CHANTELOUBE Eline</b>	1000	3000	15000
<b>CRICK Jocelyn</b>	1000	3000	15000
<b>DUSSOLLIER Valerie</b>	1500	10000	30000
<b>FERNANDEZ German</b>	1500	10000	30000
<b>FLORY Isabelle</b>	1000	3000	15000
<b>FOCANT Pascal</b>	1500	10000	30000
<b>GIOVE Raphael</b>	1000	3000	15000

<b>GORLIER Frederic</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLOT Benoit</b>	1000	3000	15000
<b>HANSEN Cecile</b>	1000	3000	15000
<b>KACZOR Pauline</b>	1000	3000	15000
<b>LEBOURGEOIS Jean-Claude</b>	1000	3000	15000
<b>LUTIC Ludovic</b>	1000	3000	15000
<b>MARGUET Francois-Regis</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	1000	3000	15000
<b>MARX Florence</b>	1000	3000	15000
<b>MEYER Laure</b>	1000	3000	15000
<b>MILLEQUAND Camille</b>	1000	3000	15000
<b>MONSARRAT Lisa</b>	1000	3000	15000
<b>PAVE Florian</b>	1000	3000	15000
<b>PERRET Olivier</b>	1000	3000	15000
<b>QUINQUETON Denis</b>	1000	3000	15000
<b>REMINY Yannick</b>	1000	3000	15000
<b>RIGON Carine</b>	1000	3000	15000
<b>SNOUSSI Ahmed</b>	1000	3000	15000
<b>AUTIN Cecile</b>	1500	10000	30000
<b>BARTON Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>BERNARD Jules</b>	1000	3000	15000
<b>BOURLY Jean-Francois</b>	1500	10000	30000
<b>CADET Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>CILLER Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>COCHET Gaelle</b>	1000	3000	15000
<b>DEFOSSE Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>DEISSARD Thierry</b>	1000	3000	15000
<b>DELISLE Remy</b>	1000	3000	15000
<b>DENCHE Marjorie</b>	1000	3000	15000
<b>DEUTSCH Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>DURANTON Gilles</b>	1000	3000	15000
<b>GENTILINI Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>GOUJON Romain</b>	1000	3000	15000
<b>LEANDRY Floraly</b>	1000	3000	15000
<b>MARIA Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>MEDEUF Willy</b>	1000	3000	15000
<b>MOUKTARIAN Gregory</b>	1500	10000	30000
<b>PLANTIER Pierre</b>	1000	3000	15000
<b>RICHARD David</b>	1000	3000	15000
<b>RIGLET Jennifer</b>	1000	3000	15000
<b>SACKO Makan</b>	1000	3000	15000
<b>STEVEMBERG Remi-Numa</b>	1000	3000	15000
<b>AUDRENO Allan</b>	1000	3000	15000

<b>AUVIGNE Laurence</b>	1000	3000	15000
<b>BACO Yasser</b>	1000	3000	15000
<b>BAUMONT Marc</b>	1000	3000	15000
<b>BELHABIB Faudil</b>	1000	3000	15000
<b>BERNIGOLE Margaux</b>	1000	3000	15000
<b>BOISSARD Pierre</b>	1000	3000	15000
<b>BRU Lucas</b>	1000	3000	15000
<b>BRUGUIERE Martin</b>	1000	3000	15000
<b>BUTTE Mikael</b>	1000	3000	15000
<b>CANCELLIERI Altea</b>	1000	3000	15000
<b>CAPILLA Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>CHAUVEAU Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>CHERON Marie</b>	1000	3000	15000
<b>CLERMONT Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>COLIBEAUX Romain</b>	1000	3000	15000
<b>COPIER Aurore</b>	1000	3000	15000
<b>DEISZ Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>DELEGER Raphaele</b>	1000	3000	15000
<b>DELHAIE Tanguy</b>	1000	3000	15000
<b>DEPIERRE Alain</b>	1500	10000	30000
<b>DESPONT Francois</b>	1000	3000	15000
<b>DIJOUX Pierrick</b>	1000	3000	15000
<b>DUTANIER Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>FERNANDEZ Raoul</b>	1000	3000	15000
<b>FERRER Laurent</b>	1000	3000	15000
<b>FOISSAC Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>FRANCHET Benjamin</b>	1000	3000	15000
<b>GALLINEAU Vianney</b>	1000	3000	15000
<b>GESBERT Swen</b>	1000	3000	15000
<b>GILLET Gaetane</b>	1000	3000	15000
<b>GONZALEZ Nathalie</b>	1000	3000	15000
<b>JORION Vincent</b>	1000	3000	15000
<b>KRAWCZYK Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>LACHE Jean-Noel</b>	1000	3000	15000
<b>LAVIALLE Frederic</b>	1000	3000	15000
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>LINGUET Willem</b>	1000	3000	15000
<b>LOYER Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>MARIEL William</b>	1000	3000	15000
<b>MERCIER Fanny</b>	1000	3000	15000
<b>MESLEM Soenya</b>	1000	3000	15000
<b>MEYNOT Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>MURCIA Marc</b>	1000	3000	15000

<b>NOGUERA Mickael</b>	1000	3000	15000
<b>NOTIN Gauvain</b>	1000	3000	15000
<b>PASTOURET Franck</b>	1000	3000	15000
<b>PERRICHON Thierry</b>	1000	3000	15000
<b>RENAULT Olivier</b>	1500	10000	30000
<b>SALAUN Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>VARNEROT Lea</b>	1000	3000	15000

## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>BOU Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>BUVAT Philippe</b>	1000	3000	15000
<b>CONSEIL Brice</b>	1000	3000	15000
<b>HENENNE Frederic</b>	1000	3000	15000
<b>JOLY Pierre-Franck</b>	1500	10000	30000
<b>KOUAKOU Yao</b>	1000	3000	15000
<b>RAVANEL AUGOYARD Sandrine</b>	1000	3000	15000
<b>STEUX Corinne</b>	1000	3000	15000
<b>CADDOUX Charles</b>	illimité	illimité	illimité
<b>CRENN Justine</b>	2000	20000	60000
<b>BARDET Vincent</b>	1500	10000	30000
<b>COLLET Jean-Francois</b>	1500	10000	30000
<b>COURT Alain</b>	1000	3000	15000
<b>DJIBRINE ALIFA Ahmat</b>	1000	3000	15000
<b>ECARNOT Alexandre</b>	1000	3000	15000
<b>HERVE Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>JAROVA Julie</b>	1000	3000	15000
<b>MOREL Valerie</b>	1000	3000	15000
<b>PERRISSIN FABERT Sylvie</b>	1000	3000	15000
<b>PERRY Laurine</b>	1500	10000	30000
<b>PILCH Catherine</b>	1000	3000	15000
<b>PUCINO Marie-Carmen</b>	1000	3000	15000
<b>BOTON Laurent</b>	1000	3000	15000
<b>BROUTEL Yves</b>	1000	3000	15000
<b>CAMUS Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>CONSEIL Fabien</b>	1000	3000	15000
<b>DHALLUIN Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>DUGARD Vincent</b>	1000	3000	15000
<b>GRANGE Loic</b>	1000	3000	15000
<b>LABANHIE Florian</b>	1000	3000	15000
<b>MERCHE Jacques</b>	1500	10000	30000
<b>MORET Frantz</b>	1000	3000	15000
<b>PHALIPPOU Benedicte</b>	1000	3000	15000
<b>REVILLARD Jerome</b>	1000	3000	15000

<b>ROSSET Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>ROULEAU Mikael</b>	1500	10000	30000
<b>SABOT Rachel</b>	1000	3000	15000
<b>BARTKOWIAK Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>BASHYNA Vasyl</b>	1000	3000	15000
<b>BERTHOMME Cedric</b>	1000	3000	15000
<b>BLACHE Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>BOGILLOT Emmanuel</b>	1500	10000	30000
<b>BONNARD Paul</b>	1000	3000	15000
<b>BOUAKKAZ Yamin</b>	1000	3000	15000
<b>CAILLOUET Adrien</b>	1000	3000	15000
<b>CHARNOZ Lou-Anne</b>	1000	3000	15000
<b>CHAUVET Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>CROS Bruno</b>	1000	3000	15000
<b>DEDION Quentin</b>	1000	3000	15000
<b>DEGABRIEL Elodie</b>	1000	3000	15000
<b>DOLCI Catherine</b>	1000	3000	15000
<b>FRECHARD Fabrice</b>	1000	3000	15000
<b>FUMERON Valentin</b>	1000	3000	15000
<b>GAHA Woibhi</b>	1000	3000	15000
<b>GARRIGUES-BLANC Caroline</b>	1000	3000	15000
<b>GILLES Arthur</b>	1000	3000	15000
<b>GOEPP Antoine</b>	1000	3000	15000
<b>JECHOUX Dominick</b>	1000	3000	15000
<b>KOTNI Dimitri</b>	1000	3000	15000
<b>LEFEBVRE Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>LEFORT Mathieu</b>	1000	3000	15000
<b>MAHROUG Rida</b>	1000	3000	15000
<b>MALETERRE Alexie</b>	1000	3000	15000
<b>MANCHON Lois</b>	1000	3000	15000
<b>MARTIN Alexandra</b>	1000	3000	15000
<b>MARTIN Loic</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINEZ Marie</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINS Antoine</b>	1000	3000	15000
<b>MARTY Florence</b>	1000	3000	15000
<b>MASQUELET Cecile</b>	1000	3000	15000
<b>MEGARES Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>MOLINARI Yann</b>	1000	3000	15000
<b>NOEL Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>PAUTHE Audric</b>	1000	3000	15000
<b>POBELLE Herve</b>	1000	3000	15000
<b>RICHARD Gerald</b>	1500	10000	30000
<b>SIX Armand</b>	1500	10000	30000

<b>STOESSEL Mathilde</b>	1000	3000	15000
<b>TOUNSI Leonard</b>	1000	3000	15000
<b>TUTIN Jeremy</b>	1000	3000	15000
<b>VERCHERAND Xavier</b>	1000	3000	15000
<b>ZANINA Raja</b>	1000	3000	15000
<b>CHAVANON Herve</b>	1000	3000	15000
<b>SALZE Philippe</b>	1000	3000	15000
<b>PHILIBERT Jerome</b>	2000	20000	60000
<b>RAYNE Bruno</b>	2000	20000	30000
<b>BAILLY Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>BRICHE Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>COTE Olivier</b>	1000	3000	15000
<b>DUC Catherine</b>	1000	3000	15000
<b>EHRET Luc</b>	1000	3000	15000
<b>GRAVIER Stephane</b>	1000	3000	15000
<b>GROSJEAN Christian</b>	1500	10000	30000
<b>GUILLOU Marie-Claire</b>	1000	3000	15000
<b>GUIMET Jean-Baptiste</b>	1000	3000	15000
<b>HERZOG Sarah</b>	1000	3000	15000
<b>LEBAS Delphine</b>	1000	3000	15000
<b>NEMOR Jean-Marie</b>	1000	3000	15000
<b>PERRIN Michael</b>	1000	3000	15000
<b>PRADEL Jean-Francois</b>	1000	3000	15000
<b>SCHERTZINGER Elsa</b>	1000	3000	15000
<b>SIMONNET Michelle</b>	1000	3000	15000
<b>WAGNER Floriane</b>	1000	3000	15000
<b>ZANONI Lionel</b>	1500	10000	30000
<b>ABDELLAOUI Ilyasse</b>	1000	3000	15000
<b>ANDOCHE Marie</b>	1000	3000	15000
<b>AUMIS Felix</b>	1000	3000	15000
<b>BAREILLE Axel</b>	1000	3000	15000
<b>BECHAALANI Marie-Line</b>	1000	3000	15000
<b>BERNARD Arnaud</b>	1000	3000	15000
<b>BILLON Pierre-Yves</b>	1000	3000	15000
<b>BOUCHITE Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>BRUNENKANT Jean-Michel</b>	1000	3000	15000
<b>CHARTON Florent</b>	1000	3000	15000
<b>CHARVET Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>CHATANAY Cyril</b>	1000	3000	15000
<b>CONDERATKAN Christopher</b>	1000	3000	15000
<b>COUR Thibault</b>	1000	3000	15000
<b>COUTOULY Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>COVRE Sandra</b>	1000	3000	15000

<b>DECOGNIER Thomas</b>	1500	10000	30000
<b>DEGAT Julien</b>	1000	3000	15000
<b>DROGUET Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>DUBOIS Laurence</b>	1000	3000	15000
<b>DUPOND Hugo</b>	1000	3000	15000
<b>ETIENNE Benjamin</b>	1000	3000	15000
<b>EVARD Emma</b>	1000	3000	15000
<b>FAUQUEUR Richard</b>	1000	3000	15000
<b>FILLION Yannick</b>	1500	10000	30000
<b>FRESIL Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>GIGLIOLI Leon</b>	1000	3000	15000
<b>GODEFROY Cyrille</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLE Lucas</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLOU Bernard</b>	1500	10000	30000
<b>JALIBAT Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>LE CALVEZ Yves</b>	1000	3000	15000
<b>LE GOFF Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>LE ROLLAND Andrea</b>	1000	3000	15000
<b>LEBON Mathilde</b>	1000	3000	15000
<b>LEVEQUE Valerie</b>	1000	3000	15000
<b>MIGNE Mathieu</b>	1000	3000	15000
<b>PELIZZARI Emmanuel</b>	1000	3000	15000
<b>PIERRE Matthieu</b>	1000	3000	15000
<b>PONTABRY Yann</b>	1000	3000	15000
<b>PRAZZOLI Claire</b>	1000	3000	15000
<b>REY Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>ROUMANEIX Ubald</b>	1000	3000	15000
<b>ROUX Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>SEBAA Idris</b>	1000	3000	15000
<b>SIMEON Audrey</b>	1500	10000	30000
<b>STEFANIDI Alexandre</b>	1000	3000	15000
<b>VACHERET Cedric</b>	1000	3000	15000
<b>VIGUIER Elisabeth</b>	1000	3000	15000
<b>VIRASSAMY Yoann</b>	1000	3000	15000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	1000	3000	15000
<b>YAHIAOUI Kilian</b>	1000	3000	15000
<b>YILDIZ Volcan</b>	1000	3000	15000
<b>BARBAN Hugo</b>	1000	3000	15000
<b>BRESSAND Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>CADIS Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>DANIEL Cyril</b>	1000	3000	15000
<b>DELAUNE Francois</b>	1000	3000	15000
<b>DEPAQUIT Christine</b>	1500	10000	30000

<b>DESPERIES Anthony</b>	1000	3000	15000
<b>DOCHE Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>DOLO Yann</b>	1000	3000	15000
<b>DOUILLET Olivier</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLAUME Sylvain</b>	1000	3000	15000
<b>HAVERLAND Andre</b>	1000	3000	15000
<b>HONEGGER Christophe</b>	1500	10000	30000
<b>JANIN Mathieu</b>	1500	10000	30000
<b>JOLLAIN Marion</b>	1000	3000	15000
<b>LACROIX Sebastien</b>	1000	3000	15000
<b>MAITRE Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>MARCON Lea</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINEZ Jordan</b>	1000	3000	15000
<b>MERCIER Thibault</b>	1000	3000	15000
<b>MEUSNIER Romuald</b>	1000	3000	15000
<b>MORISCOT Jean</b>	1000	3000	15000
<b>MOUSTAFOV Stephane</b>	1000	3000	15000
<b>PIOTR Stephan</b>	1000	3000	15000
<b>PRIETO Samuel</b>	1000	3000	15000
<b>REAU Denis</b>	1000	3000	15000
<b>ROTH Olivier</b>	1000	3000	15000
<b>RYNKA Jeremy</b>	1000	3000	15000
<b>SCHWALLER Fanny</b>	1000	3000	15000
<b>VIEL Julien</b>	1000	3000	15000
<b>BERTRAND Romain</b>	1000	3000	15000
<b>BERY Nathalie</b>	1500	10000	30000
<b>BLANCON Florian</b>	1000	3000	15000
<b>BONNEPART Carine</b>	1000	3000	15000
<b>CAUBET Aurelien</b>	1000	3000	15000
<b>COINDET Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>CROS Didier</b>	1500	10000	30000
<b>DA SILVA Jonathan</b>	1000	3000	15000
<b>DESCHANEL Yoann</b>	1000	3000	15000
<b>GEFFROY Claire</b>	1000	3000	15000
<b>HERBAUT Valentin</b>	1000	3000	15000
<b>JACQUET Camille</b>	1000	3000	15000
<b>LE MOING Florent</b>	1000	3000	15000
<b>LECOURT Valentin</b>	1000	3000	15000
<b>MARCININ Dorothee</b>	1000	3000	15000
<b>MERLOT Raphael</b>	1000	3000	15000
<b>PEREIRA Louise</b>	1000	3000	15000
<b>PIERRE Patrice</b>	1000	3000	15000
<b>PLOUVIER Jonathan</b>	1000	3000	15000

<b>REMAN Michael</b>	1000	3000	15000
<b>SAJOUS Karine</b>	1000	3000	15000
<b>TERRYN Dominique</b>	1500	10000	30000
<b>TIREAU Elise</b>	1000	3000	15000
<b>TREVISAN Jean-Baptiste</b>	1000	3000	15000
<b>YAHY Fouad</b>	1000	3000	15000
<b>AMARGIER Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>BEL ROULLARD Sophie</b>	1500	10000	30000
<b>BOUILLET Celine</b>	1000	3000	15000
<b>BREHIN-GOEDERT Brigitte</b>	1500	10000	30000
<b>CHAUVIN Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>LINDER Cecile</b>	1000	3000	15000
<b>LOPEZ CUESTA Raphael</b>	1000	3000	15000
<b>MADELAINÉ Xavier</b>	1000	3000	15000
<b>MICHON Audrey</b>	1000	3000	15000
<b>VAIARELLO Celine</b>	1500	10000	30000
<b>VIALLET Celine</b>	1000	3000	15000
<b>DAMIAN BOUILLOUD Isabelle</b>	2000	20000	60000
<b>GUIRAUD Gregory</b>	2000	20000	60000
<b>LOUME Jean-Marc</b>	2000	20000	60000
<b>ARCHIMBAUD Morgane</b>	1000	3000	15000
<b>BERAL Oldia</b>	1000	3000	15000
<b>CANETE Francisco</b>	1000	3000	15000
<b>CONRARD Nicolas</b>	1000	3000	15000
<b>CORDONNIER Sabine</b>	1000	3000	15000
<b>FAGUE Wendy</b>	1000	3000	15000
<b>GIMENEZ Sandrine</b>	1000	3000	15000
<b>GONZALEZ GONZALVO Brigitte</b>	1000	3000	15000
<b>HUIN Arnaud</b>	1500	10000	30000
<b>JABOT Enguerrand</b>	1000	3000	15000
<b>MACARI Martine</b>	1000	3000	15000
<b>MOTERA Benoit</b>	1500	10000	30000
<b>PETITJEAN Chantal</b>	1000	3000	15000
<b>TRAUCHESSEC Sonia</b>	1000	3000	15000
<b>VITRY Julien</b>	1000	3000	15000
<b>BERGERON Francois-Xavier</b>	1000	3000	15000
<b>BERODIER Jordan</b>	1000	3000	15000
<b>CALDERON Jean-Yves</b>	1000	3000	15000
<b>CHANTELOUBE Eline</b>	1000	3000	15000
<b>CRICK Jocelyn</b>	1000	3000	15000
<b>DUSSOLLIER Valerie</b>	1500	10000	30000
<b>FERNANDEZ German</b>	1500	10000	30000
<b>FLORY Isabelle</b>	1000	3000	15000

<b>FOCANT Pascal</b>	1500	10000	30000
<b>GIOVE Raphael</b>	1000	3000	15000
<b>GORLIER Frederic</b>	1000	3000	15000
<b>GUILLOT Benoit</b>	1000	3000	15000
<b>HANSEN Cecile</b>	1000	3000	15000
<b>KACZOR Pauline</b>	1000	3000	15000
<b>LEBOURGEOIS Jean-Claude</b>	1000	3000	15000
<b>LUTIC Ludovic</b>	1000	3000	15000
<b>MARGUET Francois-Regis</b>	1000	3000	15000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	1000	3000	15000
<b>MARX Florence</b>	1000	3000	15000
<b>MEYER Laure</b>	1000	3000	15000
<b>MILLEQUAND Camille</b>	1000	3000	15000
<b>MONSARRAT Lisa</b>	1000	3000	15000
<b>PAVE Florian</b>	1000	3000	15000
<b>PERRET Olivier</b>	1000	3000	15000
<b>QUINQUETON Denis</b>	1000	3000	15000
<b>REMINY Yannick</b>	1000	3000	15000
<b>RIGON Carine</b>	1000	3000	15000
<b>SNOUSSI Ahmed</b>	1000	3000	15000
<b>AUTIN Cecile</b>	1500	10000	30000
<b>BARTON Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>BERNARD Jules</b>	1000	3000	15000
<b>BOURLY Jean-Francois</b>	1500	10000	30000
<b>CADET Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>CILLER Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>COCHET Gaelle</b>	1000	3000	15000
<b>DEFOSSE Aurelie</b>	1000	3000	15000
<b>DEISSARD Thierry</b>	1000	3000	15000
<b>DELISLE Remy</b>	1000	3000	15000
<b>DENCHE Marjorie</b>	1000	3000	15000
<b>DEUTSCH Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>DURANTON Gilles</b>	1000	3000	15000
<b>GENTILINI Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>GOUJON Romain</b>	1000	3000	15000
<b>LEANDRY Floraly</b>	1000	3000	15000
<b>MARIA Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>MEDEUF Willy</b>	1000	3000	15000
<b>MOUKTARIAN Gregory</b>	1500	10000	30000
<b>PLANTIER Pierre</b>	1000	3000	15000
<b>RICHARD David</b>	1000	3000	15000
<b>RIGLET Jennifer</b>	1000	3000	15000
<b>SACKO Makan</b>	1000	3000	15000

<b>STEVELBERG Remi-Numa</b>	1000	3000	15000
<b>AUDRENO Allan</b>	1000	3000	15000
<b>AUVIGNE Laurence</b>	1000	3000	15000
<b>BACO Yasser</b>	1000	3000	15000
<b>BAUMONT Marc</b>	1000	3000	15000
<b>BELHABIB Faudil</b>	1000	3000	15000
<b>BERNIGOLE Margaux</b>	1000	3000	15000
<b>BOISSARD Pierre</b>	1000	3000	15000
<b>BRU Lucas</b>	1000	3000	15000
<b>BRUGUIERE Martin</b>	1000	3000	15000
<b>BUTTE Mikael</b>	1000	3000	15000
<b>CANCELLIERI Altea</b>	1000	3000	15000
<b>CAPILLA Jerome</b>	1000	3000	15000
<b>CHAUVEAU Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>CHERON Marie</b>	1000	3000	15000
<b>CLERMONT Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>COLIBEAUX Romain</b>	1000	3000	15000
<b>COPIER Aurore</b>	1000	3000	15000
<b>DEISZ Gregory</b>	1000	3000	15000
<b>DELEGER Raphaela</b>	1000	3000	15000
<b>DELHAIE Tanguy</b>	1000	3000	15000
<b>DEPIERRE Alain</b>	1500	10000	30000
<b>DESPONT Francois</b>	1000	3000	15000
<b>DIJOUX Pierrick</b>	1000	3000	15000
<b>DUTANIER Thomas</b>	1000	3000	15000
<b>FERNANDEZ Raoul</b>	1000	3000	15000
<b>FERRER Laurent</b>	1000	3000	15000
<b>FOISSAC Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>FRANCHET Benjamin</b>	1000	3000	15000
<b>GALLINEAU Vianney</b>	1000	3000	15000
<b>GESBERT Swen</b>	1000	3000	15000
<b>GILLET Gaetane</b>	1000	3000	15000
<b>GONZALEZ Nathalie</b>	1000	3000	15000
<b>JORION Vincent</b>	1000	3000	15000
<b>KRAWCZYK Maxime</b>	1000	3000	15000
<b>LACHE Jean-Noel</b>	1000	3000	15000
<b>LAVIALLE Frederic</b>	1000	3000	15000
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	1000	3000	15000
<b>LINGUET Willem</b>	1000	3000	15000
<b>LOYER Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>MARIEL William</b>	1000	3000	15000
<b>MERCIER Fanny</b>	1000	3000	15000
<b>MESLEM Soenya</b>	1000	3000	15000

<b>MEYNOT Kevin</b>	1000	3000	15000
<b>MURCIA Marc</b>	1000	3000	15000
<b>NOGUERA Mickael</b>	1000	3000	15000
<b>NOTIN Gauvain</b>	1000	3000	15000
<b>PASTOURET Franck</b>	1000	3000	15000
<b>PERRICHON Thierry</b>	1000	3000	15000
<b>RENAULT Olivier</b>	1500	10000	30000
<b>SALAUN Guillaume</b>	1000	3000	15000
<b>VARNEROT Lea</b>	1000	3000	15000

## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
<b>BOU Christophe</b>	0	30000
<b>BUVAT Philippe</b>	0	30000
<b>CONSEIL Brice</b>	0	30000
<b>HENENNE Frederic</b>	0	30000
<b>JOLY Pierre-Franck</b>	0	30000
<b>KOUAKOU Yao</b>	0	30000
<b>RAVANEL AUGOYARD Sandrine</b>	0	30000
<b>STEURS Corinne</b>	0	30000
<b>CRENN Justine</b>	0	30000
<b>BARDET Vincent</b>	0	30000
<b>COLLET Jean-Francois</b>	0	30000
<b>PERRY Laurine</b>	0	30000
<b>BOTON Laurent</b>	0	30000
<b>BROUTEL Yves</b>	0	30000
<b>CAMUS Aurelie</b>	0	30000
<b>CONSEIL Fabien</b>	0	30000
<b>DHALLUIN Emmanuel</b>	0	30000
<b>DUGARD Vincent</b>	0	30000
<b>GRANGE Loic</b>	0	30000
<b>LABANHIE Florian</b>	0	30000
<b>MERCHE Jacques</b>	0	30000
<b>MORET Frantz</b>	0	30000
<b>PHALIPPOU Benedicte</b>	0	30000
<b>REVILLARD Jerome</b>	0	30000
<b>ROSSET Christophe</b>	0	30000
<b>ROULEAU Mikael</b>	0	30000
<b>SABOT Rachel</b>	0	30000
<b>BARTKOWIAK Guillaume</b>	0	30000
<b>BASHYNA Vasyi</b>	0	30000
<b>BERTHOMME Cedric</b>	0	30000
<b>BLACHE Emmanuel</b>	0	30000
<b>BOGILLOT Emmanuel</b>	0	30000
<b>BONNARD Paul</b>	0	30000

<b>BOUAKKAZ Yamin</b>	0	30000
<b>CAILLOUET Adrien</b>	0	30000
<b>CHARNOZ Lou-Anne</b>	0	30000
<b>CHAUVET Thomas</b>	0	30000
<b>CROS Bruno</b>	0	30000
<b>DEDION Quentin</b>	0	30000
<b>DEGABRIEL Elodie</b>	0	30000
<b>DOLCI Catherine</b>	0	30000
<b>FRECHARD Fabrice</b>	0	30000
<b>FUMERON Valentin</b>	0	30000
<b>GAHA Woihbi</b>	0	30000
<b>GARRIGUES-BLANC Caroline</b>	0	30000
<b>GILLES Arthur</b>	0	30000
<b>GOEPP Antoine</b>	0	30000
<b>JECHOUX Dominick</b>	0	30000
<b>KOTNI Dimitri</b>	0	30000
<b>LEFEBVRE Emmanuel</b>	0	30000
<b>LEFORT Mathieu</b>	0	30000
<b>MAHROUG Rida</b>	0	30000
<b>MALETERRE Alexie</b>	0	30000
<b>MANCHON Lois</b>	0	30000
<b>MARTIN Alexandra</b>	0	30000
<b>MARTIN Loic</b>	0	30000
<b>MARTINEZ Marie</b>	0	30000
<b>MARTINS Antoine</b>	0	30000
<b>MARTY Florence</b>	0	30000
<b>MASQUELET Cecile</b>	0	30000
<b>MEGARES Anthony</b>	0	30000
<b>MOLINARI Yann</b>	0	30000
<b>NOEL Anthony</b>	0	30000
<b>PAUTHE Audric</b>	0	30000
<b>POBELLE Herve</b>	0	30000
<b>RICHARD Gerald</b>	0	30000
<b>SIX Armand</b>	0	30000
<b>STOESSEL Mathilde</b>	0	30000
<b>TOUNSI Leonard</b>	0	30000
<b>TUTIN Jeremy</b>	0	30000
<b>VERCHERAND Xavier</b>	0	30000
<b>ZANINA Raja</b>	0	30000
<b>PHILIBERT Jerome</b>	0	30000
<b>RAYNE Bruno</b>	0	30000
<b>COTE Olivier</b>	0	30000
<b>GRAVIER Stephane</b>	0	30000

<b>GROSJEAN Christian</b>	0	30000
<b>GUIMET Jean-Baptiste</b>	0	30000
<b>ZANONI Lionel</b>	0	30000
<b>ABDELLAOUI Ilyasse</b>	0	30000
<b>ANDOCHE Marie</b>	0	30000
<b>AUMIS Felix</b>	0	30000
<b>BAREILLE Axel</b>	0	30000
<b>BECHAALANI Marie-Line</b>	0	30000
<b>BERNARD Arnaud</b>	0	30000
<b>BILLON Pierre-Yves</b>	0	30000
<b>BOUCHITE Gregory</b>	0	30000
<b>BRUNENKANT Jean-Michel</b>	0	30000
<b>CHARTON Florent</b>	0	30000
<b>CHARVET Anthony</b>	0	30000
<b>CHATANAY Cyril</b>	0	30000
<b>CONDERATKAN Christopher</b>	0	30000
<b>COUR Thibault</b>	0	30000
<b>COUTOULY Maxime</b>	0	30000
<b>COVRE Sandra</b>	0	30000
<b>DECOGNIER Thomas</b>	0	30000
<b>DEGAT Julien</b>	0	30000
<b>DROGUET Thomas</b>	0	30000
<b>DUBOIS Laurence</b>	0	30000
<b>DUPOND Hugo</b>	0	30000
<b>ETIENNE Benjamin</b>	0	30000
<b>EVARD Emma</b>	0	30000
<b>FAUQUEUR Richard</b>	0	30000
<b>FILLION Yannick</b>	0	30000
<b>FRESIL Maxime</b>	0	30000
<b>GIGLIOLI Leon</b>	0	30000
<b>GODEFROY Cyrille</b>	0	30000
<b>GUILLE Lucas</b>	0	30000
<b>GUILLOU Bernard</b>	0	30000
<b>JALIBAT Kevin</b>	0	30000
<b>LE CALVEZ Yves</b>	0	30000
<b>LE GOFF Sebastien</b>	0	30000
<b>LE ROLLAND Andrea</b>	0	30000
<b>LEBON Mathilde</b>	0	30000
<b>LEVEQUE Valerie</b>	0	30000
<b>MIGNE Mathieu</b>	0	30000
<b>PELIZZARI Emmanuel</b>	0	30000
<b>PIERRE Matthieu</b>	0	30000
<b>PONTABRY Yann</b>	0	30000

<b>PRAZZOLI Claire</b>	0	30000
<b>REY Aurelie</b>	0	30000
<b>ROUMANEIX Ubald</b>	0	30000
<b>ROUX Sebastien</b>	0	30000
<b>SEBAA Idris</b>	0	30000
<b>SIMEON Audrey</b>	0	30000
<b>STEFANIDI Alexandre</b>	0	30000
<b>VACHERET Cedric</b>	0	30000
<b>VIGUIER Elisabeth</b>	0	30000
<b>VIRASSAMY Yoann</b>	0	30000
<b>WARMEZ Gaetan</b>	0	30000
<b>YAHIAOUI Kilian</b>	0	30000
<b>YILDIZ Volcan</b>	0	30000
<b>BARBAN Hugo</b>	0	30000
<b>BRESSAND Kevin</b>	0	30000
<b>CADIS Aurelie</b>	0	30000
<b>DANIEL Cyril</b>	0	30000
<b>DELAUNE Francois</b>	0	30000
<b>DEPAQUIT Christine</b>	0	30000
<b>DESPERIES Anthony</b>	0	30000
<b>DOCHE Sebastien</b>	0	30000
<b>DOLO Yann</b>	0	30000
<b>DOUILLET Olivier</b>	0	30000
<b>GUILLAUME Sylvain</b>	0	30000
<b>HAVERLAND Andre</b>	0	30000
<b>HONEGGER Christophe</b>	0	30000
<b>JANIN Mathieu</b>	0	30000
<b>JOLLAIN Marion</b>	0	30000
<b>LACROIX Sebastien</b>	0	30000
<b>MAITRE Jerome</b>	0	30000
<b>MARCON Lea</b>	0	30000
<b>MARTINEZ Jordan</b>	0	30000
<b>MERCIER Thibault</b>	0	30000
<b>MEUSNIER Romuald</b>	0	30000
<b>MORISCOT Jean</b>	0	30000
<b>MOUSTAFOV Stephane</b>	0	30000
<b>PIOTR Stephan</b>	0	30000
<b>PRIETO Samuel</b>	0	30000
<b>REAU Denis</b>	0	30000
<b>ROTH Olivier</b>	0	30000
<b>RYNKA Jeremy</b>	0	30000
<b>SCHWALLER Fanny</b>	0	30000
<b>VIEL Julien</b>	0	30000

<b>BERTRAND Romain</b>	0	30000
<b>BERY Nathalie</b>	0	30000
<b>BLANCON Florian</b>	0	30000
<b>BONNEPART Carine</b>	0	30000
<b>CAUBET Aurelien</b>	0	30000
<b>COINDET Jerome</b>	0	30000
<b>CROS Didier</b>	0	30000
<b>DA SILVA Jonathan</b>	0	30000
<b>DESCHANEL Yoann</b>	0	30000
<b>GEFFROY Claire</b>	0	30000
<b>HERBAUT Valentin</b>	0	30000
<b>JACQUET Camille</b>	0	30000
<b>LE MOING Florent</b>	0	30000
<b>LECOURT Valentin</b>	0	30000
<b>MARCININ Dorothee</b>	0	30000
<b>MERLOT Raphael</b>	0	30000
<b>PEREIRA Louise</b>	0	30000
<b>PIERRE Patrice</b>	0	30000
<b>PLOUVIER Jonathan</b>	0	30000
<b>REMAN Michael</b>	0	30000
<b>SAJOUS Karine</b>	0	30000
<b>TERRYN Dominique</b>	0	30000
<b>TIREAU Elise</b>	0	30000
<b>TREVISAN Jean-Baptiste</b>	0	30000
<b>YAHY Fouad</b>	0	30000
<b>BEL ROULLARD Sophie</b>	0	30000
<b>BOUILLET Celine</b>	0	30000
<b>BREHIN-GOEDERT Brigitte</b>	0	30000
<b>LOPEZ CUESTA Raphael</b>	0	30000
<b>VAIARELLO Celine</b>	0	30000
<b>DAMIAN BOUILLOUD Isabelle</b>	0	30000
<b>GUIRAUD Gregory</b>	0	30000
<b>LOUME Jean-Marc</b>	0	30000
<b>CONRARD Nicolas</b>	0	30000
<b>HUIN Arnaud</b>	0	30000
<b>MOTERA Benoit</b>	0	30000
<b>BERGERON Francois-Xavier</b>	0	30000
<b>BERODIER Jordan</b>	0	30000
<b>CALDERON Jean-Yves</b>	0	30000
<b>CHANTELOUBE Eline</b>	0	30000
<b>CRICK Jocelyn</b>	0	30000
<b>DUSSOLLIER Valerie</b>	0	30000
<b>FERNANDEZ German</b>	0	30000

<b>FLORY Isabelle</b>	0	30000
<b>FOCANT Pascal</b>	0	30000
<b>GIOVE Raphael</b>	0	30000
<b>GORLIER Frederic</b>	0	30000
<b>GUILLOT Benoît</b>	0	30000
<b>HANSEN Cecile</b>	0	30000
<b>KACZOR Pauline</b>	0	30000
<b>LEBOURGEOIS Jean-Claude</b>	0	30000
<b>LUTIC Ludovic</b>	0	30000
<b>MARGUET Francois-Regis</b>	0	30000
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	0	30000
<b>MARX Florence</b>	0	30000
<b>MEYER Laure</b>	0	30000
<b>MILLEQUAND Camille</b>	0	30000
<b>MONSARRAT Lisa</b>	0	30000
<b>PAVE Florian</b>	0	30000
<b>PERRET Olivier</b>	0	30000
<b>QUINQUETON Denis</b>	0	30000
<b>REMINY Yannick</b>	0	30000
<b>RIGON Carine</b>	0	30000
<b>SNOUSSI Ahmed</b>	0	30000
<b>AUTIN Cecile</b>	0	30000
<b>BARTON Gregory</b>	0	30000
<b>BERNARD Jules</b>	0	30000
<b>BOURLY Jean-Francois</b>	0	30000
<b>CADET Christophe</b>	0	30000
<b>CILLER Thomas</b>	0	30000
<b>COCHET Gaelle</b>	0	30000
<b>DEFOSSE Aurelie</b>	0	30000
<b>DEISSARD Thierry</b>	0	30000
<b>DELISLE Remy</b>	0	30000
<b>DENCHE Marjorie</b>	0	30000
<b>DEUTSCH Guillaume</b>	0	30000
<b>DURANTON Gilles</b>	0	30000
<b>GENTILINI Kevin</b>	0	30000
<b>GOUJON Romain</b>	0	30000
<b>LEANDRY Floraly</b>	0	30000
<b>MARIA Kevin</b>	0	30000
<b>MEDEUF Willy</b>	0	30000
<b>MOUKTARIAN Gregory</b>	0	30000
<b>PLANTIER Pierre</b>	0	30000
<b>RICHARD David</b>	0	30000
<b>RIGLET Jennifer</b>	0	30000

<b>SACKO Makan</b>	0	30000
<b>STEVEMBERG Remi-Numa</b>	0	30000
<b>AUDRENO Allan</b>	0	30000
<b>AUVIGNE Laurence</b>	0	30000
<b>BACO Yasser</b>	0	30000
<b>BAUMONT Marc</b>	0	30000
<b>BELHABIB Faudil</b>	0	30000
<b>BERNIGOLE Margaux</b>	0	30000
<b>BOISSARD Pierre</b>	0	30000
<b>BRU Lucas</b>	0	30000
<b>BRUGUIERE Martin</b>	0	30000
<b>BUTTE Mikael</b>	0	30000
<b>CANCELLIERI Altea</b>	0	30000
<b>CAPILLA Jerome</b>	0	30000
<b>CHAUVEAU Kevin</b>	0	30000
<b>CHERON Marie</b>	0	30000
<b>CLERMONT Maxime</b>	0	30000
<b>COLIBEAUX Romain</b>	0	30000
<b>COPIER Aurore</b>	0	30000
<b>DEISZ Gregory</b>	0	30000
<b>DELEGER Raphaele</b>	0	30000
<b>DELHAIE Tanguy</b>	0	30000
<b>DEPIERRE Alain</b>	0	30000
<b>DESPONT Francois</b>	0	30000
<b>DIJOUX Pierrick</b>	0	30000
<b>DUTANIER Thomas</b>	0	30000
<b>FERNANDEZ Raoul</b>	0	30000
<b>FERRER Laurent</b>	0	30000
<b>FOISSAC Guillaume</b>	0	30000
<b>FRANCHET Benjamin</b>	0	30000
<b>GALLINEAU Vianney</b>	0	30000
<b>GESBERT Swen</b>	0	30000
<b>GILLET Gaetane</b>	0	30000
<b>GONZALEZ Nathalie</b>	0	30000
<b>JORION Vincent</b>	0	30000
<b>KRAWCZYK Maxime</b>	0	30000
<b>LACHE Jean-Noel</b>	0	30000
<b>LAVIALLE Frederic</b>	0	30000
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	0	30000
<b>LINGUET Willem</b>	0	30000
<b>LOYER Kevin</b>	0	30000
<b>MARIEL William</b>	0	30000
<b>MERCIER Fanny</b>	0	30000

<b>MESLEM Soenya</b>	0	30000
<b>MEYNOT Kevin</b>	0	30000
<b>MURCIA Marc</b>	0	30000
<b>NOGUERA Mickael</b>	0	30000
<b>NOTIN Gauvain</b>	0	30000
<b>PASTOURET Franck</b>	0	30000
<b>PERRICHON Thierry</b>	0	30000
<b>RENAULT Olivier</b>	0	30000
<b>SALAUN Guillaume</b>	0	30000
<b>VARNEROT Lea</b>	0	30000

**Annexe VII à la décision n° 2021/11 du 15 nov. 2021 du directeur régional *GALY Hugues-Lionel***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>BOTON Laurent</b>	500	1500	7500
<b>BROUTEL Yves</b>	500	1500	7500
<b>CAMUS Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>CONSEIL Fabien</b>	500	1500	7500
<b>DHALLUIN Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>DUGARD Vincent</b>	500	1500	7500
<b>GRANGE Loic</b>	500	1500	7500
<b>LABANHIE Florian</b>	500	1500	7500
<b>MERCHE Jacques</b>	500	1500	7500
<b>MORET Frantz</b>	500	1500	7500
<b>PHALIPPOU Benedicte</b>	500	1500	7500
<b>REVILLARD Jerome</b>	500	1500	7500
<b>ROSSET Christophe</b>	500	1500	7500
<b>ROULEAU Mikael</b>	500	1500	7500
<b>SABOT Rachel</b>	500	1500	7500
<b>TESNIERE Jonathan</b>	500	1500	7500
<b>BARTKOWIAK Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>BASHYNA Vasyil</b>	500	1500	7500
<b>BERTHOMME Cedric</b>	500	1500	7500
<b>BLACHE Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>BOGILLOT Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>BONNARD Paul</b>	500	1500	7500
<b>BOUAKKAZ Yamin</b>	500	1500	7500
<b>CAILLOUET Adrien</b>	500	1500	7500
<b>CHARNOZ Lou-Anne</b>	500	1500	7500
<b>CHAUVET Thomas</b>	500	1500	7500
<b>CROS Bruno</b>	500	1500	7500
<b>DEDION Quentin</b>	500	1500	7500
<b>DEGABRIEL Elodie</b>	500	1500	7500
<b>DOLCI Catherine</b>	500	1500	7500
<b>FRECHARD Fabrice</b>	500	1500	7500
<b>FUMERON Valentin</b>	500	1500	7500
<b>GAHA Woihbi</b>	500	1500	7500
<b>GARRIGUES-BLANC Caroline</b>	500	1500	7500
<b>GILLES Arthur</b>	500	1500	7500

<b>GOEPP Antoine</b>	500	1500	7500
<b>JECHOUX Dominick</b>	500	1500	7500
<b>KOTNI Dimitri</b>	500	1500	7500
<b>LEFEBVRE Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>LEFORT Mathieu</b>	500	1500	7500
<b>MAHROUG Rida</b>	500	1500	7500
<b>MALETERRE Alexie</b>	500	1500	7500
<b>MANCHON Lois</b>	500	1500	7500
<b>MARTIN Alexandra</b>	500	1500	7500
<b>MARTIN Loic</b>	500	1500	7500
<b>MARTINEZ Marie</b>	500	1500	7500
<b>MARTINS Antoine</b>	500	1500	7500
<b>MARTY Florence</b>	500	1500	7500
<b>MASQUELET Cecile</b>	500	1500	7500
<b>MEGARES Anthony</b>	500	1500	7500
<b>MOLINARI Yann</b>	500	1500	7500
<b>NOEL Anthony</b>	500	1500	7500
<b>PAUTHE Audric</b>	500	1500	7500
<b>POBELLE Herve</b>	500	1500	7500
<b>RICHARD Gerald</b>	500	1500	7500
<b>SIX Armand</b>	500	1500	7500
<b>STOESSEL Mathilde</b>	500	1500	7500
<b>TOUNSI Leonard</b>	500	1500	7500
<b>TUTIN Jeremy</b>	500	1500	7500
<b>VERCHERAND Xavier</b>	500	1500	7500
<b>ZANINA Raja</b>	500	1500	7500
<b>ABDELLAOUI Ilyasse</b>	500	1500	7500
<b>ANDOCHE Marie</b>	500	1500	7500
<b>AUMIS Felix</b>	500	1500	7500
<b>BAREILLE Axel</b>	500	1500	7500
<b>BECHAALANI Marie-Line</b>	500	1500	7500
<b>BERNARD Arnaud</b>	500	1500	7500
<b>BILLON Pierre-Yves</b>	500	1500	7500
<b>BOUCHITE Gregory</b>	500	1500	7500
<b>BRUNENKANT Jean-Michel</b>	500	1500	7500
<b>CHARTON Florent</b>	500	1500	7500
<b>CHARVET Anthony</b>	500	1500	7500
<b>CHATANAY Cyril</b>	500	1500	7500
<b>CONDERATKAN Christopher</b>	500	1500	7500
<b>COUR Thibault</b>	500	1500	7500
<b>COUTOULY Maxime</b>	500	1500	7500
<b>COVRE Sandra</b>	500	1500	7500
<b>DECOGNIER Thomas</b>	500	1500	7500

<b>DEGAT Julien</b>	500	1500	7500
<b>DESPERIES Anthony</b>	500	1500	7500
<b>DROGUET Thomas</b>	500	1500	7500
<b>DUBOIS Laurence</b>	500	1500	7500
<b>DUPOND Hugo</b>	500	1500	7500
<b>ETIENNE Benjamin</b>	500	1500	7500
<b>EVARD Emma</b>	500	1500	7500
<b>FAUQUEUR Richard</b>	500	1500	7500
<b>FILLION Yannick</b>	500	1500	7500
<b>FRESIL Maxime</b>	500	1500	7500
<b>GIGLIOLI Leon</b>	500	1500	7500
<b>GODEFROY Cyrille</b>	500	1500	7500
<b>GRANENA-GOUAZE Andrea</b>	500	1500	7500
<b>GUILLE Lucas</b>	500	1500	7500
<b>GUILLOU Bernard</b>	500	1500	7500
<b>JALIBAT Kevin</b>	500	1500	7500
<b>LE CALVEZ Yves</b>	500	1500	7500
<b>LE GOFF Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>LEBON Mathilde</b>	500	1500	7500
<b>LEVEQUE Valerie</b>	500	1500	7500
<b>MERCIER Thibault</b>	500	1500	7500
<b>MIGNE Mathieu</b>	500	1500	7500
<b>PELIZZARI Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>PIERRE Matthieu</b>	500	1500	7500
<b>PONTABRY Yann</b>	500	1500	7500
<b>PRAZZOLI Claire</b>	500	1500	7500
<b>REAU Denis</b>	500	1500	7500
<b>REY Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>ROUMANEIX Ubald</b>	500	1500	7500
<b>ROUX Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>SEBAA Idris</b>	500	1500	7500
<b>SIMEON Audrey</b>	500	1500	7500
<b>STEFANIDI Alexandre</b>	500	1500	7500
<b>VACHERET Cedric</b>	500	1500	7500
<b>VIGUIER Elisabeth</b>	500	1500	7500
<b>VIRASSAMY Yoann</b>	500	1500	7500
<b>WARMEZ Gaetan</b>	500	1500	7500
<b>YAHIAOUI Kilian</b>	500	1500	7500
<b>YILDIZ Volcan</b>	500	1500	7500
<b>BARBAN Hugo</b>	500	1500	7500
<b>BRESSAND Kevin</b>	500	1500	7500
<b>CADIS Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>DANIEL Cyril</b>	500	1500	7500

<b>DELAUNE Francois</b>	500	1500	7500
<b>DEPAQUIT Christine</b>	500	1500	7500
<b>DOCHE Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>DOLO Yann</b>	500	1500	7500
<b>DOUILLET Olivier</b>	500	1500	7500
<b>GUILLAUME Sylvain</b>	500	1500	7500
<b>HAVERLAND Andre</b>	500	1500	7500
<b>HONEGGER Christophe</b>	500	1500	7500
<b>JANIN Mathieu</b>	500	1500	7500
<b>JOLLAIN Marion</b>	500	1500	7500
<b>LACROIX Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>MAITRE Jerome</b>	500	1500	7500
<b>MARCON Lea</b>	500	1500	7500
<b>MARTINEZ Jordan</b>	500	1500	7500
<b>MEUSNIER Romuald</b>	500	1500	7500
<b>MORISCOT Jean</b>	500	1500	7500
<b>MOUSTAFOV Stephane</b>	500	1500	7500
<b>PIOTR Stephan</b>	500	1500	7500
<b>PRIETO Samuel</b>	500	1500	7500
<b>ROTH Olivier</b>	500	1500	7500
<b>RYNKA Jeremy</b>	500	1500	7500
<b>SCHWALLER Fanny</b>	500	1500	7500
<b>VIEL Julien</b>	500	1500	7500
<b>BERTRAND Romain</b>	500	1500	7500
<b>BERY Nathalie</b>	500	1500	7500
<b>BLANCON Florian</b>	500	1500	7500
<b>BONNEPART Carine</b>	500	1500	7500
<b>CAUBET Aurelien</b>	500	1500	7500
<b>COINDET Jerome</b>	500	1500	7500
<b>CROS Didier</b>	500	1500	7500
<b>DA SILVA Jonathan</b>	500	1500	7500
<b>DESCHANEL Yoann</b>	500	1500	7500
<b>GEFFROY Claire</b>	500	1500	7500
<b>HERBAUT Valentin</b>	500	1500	7500
<b>JACQUET Camille</b>	500	1500	7500
<b>LE MOING Florent</b>	500	1500	7500
<b>LECOURT Valentin</b>	500	1500	7500
<b>MARCININ Dorothee</b>	500	1500	7500
<b>MERLOT Raphael</b>	500	1500	7500
<b>PEREIRA Louise</b>	500	1500	7500
<b>PIERRE Patrice</b>	500	1500	7500
<b>PLOUVIER Jonathan</b>	500	1500	7500
<b>REMAN Michael</b>	500	1500	7500

<b>SAJOUS Karine</b>	500	1500	7500
<b>TERRYN Dominique</b>	500	1500	7500
<b>TIREAU Elise</b>	500	1500	7500
<b>TREVISAN Jean-Baptiste</b>	500	1500	7500
<b>YAHY Fouad</b>	500	1500	7500
<b>BERGERON Francois-Xavier</b>	500	1500	7500
<b>BERODIER Jordan</b>	500	1500	7500
<b>CALDERON Jean-Yves</b>	500	1500	7500
<b>CHANTELOUBE Eline</b>	500	1500	7500
<b>CRICK Jocelyn</b>	500	1500	7500
<b>DUSSOLLIER Valerie</b>	500	1500	7500
<b>FERNANDEZ German</b>	500	1500	7500
<b>FLORY Isabelle</b>	500	1500	7500
<b>FOCANT Pascal</b>	500	1500	7500
<b>GIOVE Raphael</b>	500	1500	7500
<b>GORLIER Frederic</b>	500	1500	7500
<b>GUILLOT Benoit</b>	500	1500	7500
<b>HANSEN Cecile</b>	500	1500	7500
<b>KACZOR Pauline</b>	500	1500	7500
<b>LEBOURGEOIS Jean-Claude</b>	500	1500	7500
<b>LUTIC Ludovic</b>	500	1500	7500
<b>MARGUET Francois-Regis</b>	500	1500	7500
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	500	1500	7500
<b>MARX Florence</b>	500	1500	7500
<b>MEYER Laure</b>	500	1500	7500
<b>MILLEQUAND Camille</b>	500	1500	7500
<b>MONSARRAT Lisa</b>	500	1500	7500
<b>PAVE Florian</b>	500	1500	7500
<b>PERRET Olivier</b>	500	1500	7500
<b>QUINQUETON Denis</b>	500	1500	7500
<b>REMINY Yannick</b>	500	1500	7500
<b>RIGON Carine</b>	500	1500	7500
<b>SNOUSSI Ahmed</b>	500	1500	7500
<b>AUTIN Cecile</b>	500	1500	7500
<b>BARTON Gregory</b>	500	1500	7500
<b>BERNARD Jules</b>	500	1500	7500
<b>BOURLY Jean-Francois</b>	500	1500	7500
<b>CADET Christophe</b>	500	1500	7500
<b>CILLER Thomas</b>	500	1500	7500
<b>COCHET Gaelle</b>	500	1500	7500
<b>DEFOSSE Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>DEISSARD Thierry</b>	500	1500	7500
<b>DELISLE Remy</b>	500	1500	7500

<b>DENCHE Marjorie</b>	500	1500	7500
<b>DEUTSCH Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>DURANTON Gilles</b>	500	1500	7500
<b>GENTILINI Kevin</b>	500	1500	7500
<b>GOUJON Romain</b>	500	1500	7500
<b>LEANDRY Floraly</b>	500	1500	7500
<b>MARIA Kevin</b>	500	1500	7500
<b>MEDEUF Willy</b>	500	1500	7500
<b>MOUKTARIAN Gregory</b>	500	1500	7500
<b>PLANTIER Pierre</b>	500	1500	7500
<b>RICHARD David</b>	500	1500	7500
<b>RIGLET Jennifer</b>	500	1500	7500
<b>SACKO Makan</b>	500	1500	7500
<b>STEVELBERG Remi-Numa</b>	500	1500	7500
<b>AUDRENO Allan</b>	500	1500	7500
<b>AUVIGNE Laurence</b>	500	1500	7500
<b>BACO Yasser</b>	500	1500	7500
<b>BAUMONT Marc</b>	500	1500	7500
<b>BELHABIB Faudil</b>	500	1500	7500
<b>BERNIGOLE Margaux</b>	500	1500	7500
<b>BOISSARD Pierre</b>	500	1500	7500
<b>BRU Lucas</b>	500	1500	7500
<b>BRUGUIERE Martin</b>	500	1500	7500
<b>BUTTE Mikael</b>	500	1500	7500
<b>CANCELLIERI Altea</b>	500	1500	7500
<b>CAPILLA Jerome</b>	500	1500	7500
<b>CHAUVEAU Kevin</b>	500	1500	7500
<b>CHERON Marie</b>	500	1500	7500
<b>CLERMONT Maxime</b>	500	1500	7500
<b>COLIBEAUX Romain</b>	500	1500	7500
<b>COPIER Aurore</b>	500	1500	7500
<b>DEISZ Gregory</b>	500	1500	7500
<b>DELEGER Raphaele</b>	500	1500	7500
<b>DELHAIE Tanguy</b>	500	1500	7500
<b>DEPIERRE Alain</b>	500	1500	7500
<b>DESPONT Francois</b>	500	1500	7500
<b>DIJOUX Pierrick</b>	500	1500	7500
<b>DUTANIER Thomas</b>	500	1500	7500
<b>FERNANDEZ Raoul</b>	500	1500	7500
<b>FERRER Laurent</b>	500	1500	7500
<b>FOISSAC Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>FRANCHET Benjamin</b>	500	1500	7500
<b>GALLINEAU Vianney</b>	500	1500	7500

<b>GESBERT Swen</b>	500	1500	7500
<b>GILLET Gaetane</b>	500	1500	7500
<b>GONZALEZ Nathalie</b>	500	1500	7500
<b>JORION Vincent</b>	500	1500	7500
<b>KRAWCZYK Maxime</b>	500	1500	7500
<b>LACHE Jean-Noel</b>	500	1500	7500
<b>LAVIALLE Frederic</b>	500	1500	7500
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	500	1500	7500
<b>LINGUET Willem</b>	500	1500	7500
<b>LOYER Kevin</b>	500	1500	7500
<b>MARIEL William</b>	500	1500	7500
<b>MERCIER Fanny</b>	500	1500	7500
<b>MESLEM Soenya</b>	500	1500	7500
<b>MEYNOT Kevin</b>	500	1500	7500
<b>MURCIA Marc</b>	500	1500	7500
<b>NOGUERA Mickael</b>	500	1500	7500
<b>NOTIN Gauvain</b>	500	1500	7500
<b>PAILLER Carine</b>	500	1500	7500
<b>PASTOURET Franck</b>	500	1500	7500
<b>PERRICHON Thierry</b>	500	1500	7500
<b>RENAULT Olivier</b>	500	1500	7500
<b>SALAUN Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>VARNEROT Lea</b>	500	1500	7500

**Annexe VIII à la décision n° 2021/11 du 15 nov. 2021 du directeur régional *GALY Hugues-Lionel***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>BOTON Laurent</b>	500	1500	7500
<b>BROUTEL Yves</b>	500	1500	7500
<b>CAMUS Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>CONSEIL Fabien</b>	500	1500	7500
<b>DHALLUIN Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>DUGARD Vincent</b>	500	1500	7500
<b>GRANGE Loic</b>	500	1500	7500
<b>LABANHIE Florian</b>	500	1500	7500
<b>MERCHE Jacques</b>	500	1500	7500
<b>MORET Frantz</b>	500	1500	7500
<b>PHALIPPOU Benedicte</b>	500	1500	7500
<b>REVILLARD Jerome</b>	500	1500	7500
<b>ROSSET Christophe</b>	500	1500	7500
<b>ROULEAU Mikael</b>	500	1500	7500
<b>SABOT Rachel</b>	500	1500	7500
<b>TESNIERE Jonathan</b>	500	1500	7500
<b>BARTKOWIAK Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>BASHYNA Vasyil</b>	500	1500	7500
<b>BERTHOMME Cedric</b>	500	1500	7500
<b>BLACHE Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>BOGILLOT Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>BONNARD Paul</b>	500	1500	7500
<b>BOUAKKAZ Yamin</b>	500	1500	7500
<b>CAILLOUET Adrien</b>	500	1500	7500
<b>CHARNOZ Lou-Anne</b>	500	1500	7500
<b>CHAUVET Thomas</b>	500	1500	7500
<b>CROS Bruno</b>	500	1500	7500
<b>DEDION Quentin</b>	500	1500	7500
<b>DEGABRIEL Elodie</b>	500	1500	7500
<b>DOLCI Catherine</b>	500	1500	7500
<b>FRECHARD Fabrice</b>	500	1500	7500
<b>FUMERON Valentin</b>	500	1500	7500
<b>GAHA Woibhi</b>	500	1500	7500
<b>GARRIGUES-BLANC Caroline</b>	500	1500	7500
<b>GILLES Arthur</b>	500	1500	7500

<b>GOEPP Antoine</b>	500	1500	7500
<b>JECHOUX Dominick</b>	500	1500	7500
<b>KOTNI Dimitri</b>	500	1500	7500
<b>LEFEBVRE Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>LEFORT Mathieu</b>	500	1500	7500
<b>MAHROUG Rida</b>	500	1500	7500
<b>MALETERRE Alexie</b>	500	1500	7500
<b>MANCHON Lois</b>	500	1500	7500
<b>MARTIN Loic</b>	500	1500	7500
<b>MARTIN Alexandra</b>	500	1500	7500
<b>MARTINEZ Marie</b>	500	1500	7500
<b>MARTINS Antoine</b>	500	1500	7500
<b>MARTY Florence</b>	500	1500	7500
<b>MASQUELET Cecile</b>	500	1500	7500
<b>MEGARES Anthony</b>	500	1500	7500
<b>MOLINARI Yann</b>	500	1500	7500
<b>NOEL Anthony</b>	500	1500	7500
<b>PAUTHE Audric</b>	500	1500	7500
<b>POBELLE Herve</b>	500	1500	7500
<b>RICHARD Gerald</b>	500	1500	7500
<b>SIX Armand</b>	500	1500	7500
<b>STOESSEL Mathilde</b>	500	1500	7500
<b>TOUNSI Leonard</b>	500	1500	7500
<b>TUTIN Jeremy</b>	500	1500	7500
<b>VERCHERAND Xavier</b>	500	1500	7500
<b>ZANINA Raja</b>	500	1500	7500
<b>ABDELLAOUI Ilyasse</b>	500	1500	7500
<b>ANDOCHE Marie</b>	500	1500	7500
<b>AUMIS Felix</b>	500	1500	7500
<b>BAREILLE Axel</b>	500	1500	7500
<b>BECHAALANI Marie-Line</b>	500	1500	7500
<b>BERNARD Arnaud</b>	500	1500	7500
<b>BILLON Pierre-Yves</b>	500	1500	7500
<b>BOUCHITE Gregory</b>	500	1500	7500
<b>BRUNENKANT Jean-Michel</b>	500	1500	7500
<b>CHARTON Florent</b>	500	1500	7500
<b>CHARVET Anthony</b>	500	1500	7500
<b>CHATANAY Cyril</b>	500	1500	7500
<b>CONDERATKAN Christopher</b>	500	1500	7500
<b>COUR Thibault</b>	500	1500	7500
<b>COUTOULY Maxime</b>	500	1500	7500
<b>COVRE Sandra</b>	500	1500	7500
<b>DECOGNIER Thomas</b>	500	1500	7500

<b>DEGAT Julien</b>	500	1500	7500
<b>DESPERIES Anthony</b>	500	1500	7500
<b>DROGUET Thomas</b>	500	1500	7500
<b>DUBOIS Laurence</b>	500	1500	7500
<b>DUPOND Hugo</b>	500	1500	7500
<b>ETIENNE Benjamin</b>	500	1500	7500
<b>EVARD Emma</b>	500	1500	7500
<b>FAUQUEUR Richard</b>	500	1500	7500
<b>FILLION Yannick</b>	500	1500	7500
<b>FRESIL Maxime</b>	500	1500	7500
<b>GIGLIOLI Leon</b>	500	1500	7500
<b>GODEFROY Cyrille</b>	500	1500	7500
<b>GRANENA-GOUAZE Andrea</b>	500	1500	7500
<b>GUILLE Lucas</b>	500	1500	7500
<b>GUILLOU Bernard</b>	500	1500	7500
<b>JALIBAT Kevin</b>	500	1500	7500
<b>LE CALVEZ Yves</b>	500	1500	7500
<b>LE GOFF Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>LEBON Mathilde</b>	500	1500	7500
<b>LEVEQUE Valerie</b>	500	1500	7500
<b>MERCIER Thibault</b>	500	1500	7500
<b>MIGNE Mathieu</b>	500	1500	7500
<b>PELIZZARI Emmanuel</b>	500	1500	7500
<b>PIERRE Matthieu</b>	500	1500	7500
<b>PONTABRY Yann</b>	500	1500	7500
<b>PRAZZOLI Claire</b>	500	1500	7500
<b>REAU Denis</b>	500	1500	7500
<b>REY Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>ROUMANEIX Ubald</b>	500	1500	7500
<b>ROUX Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>SEBAA Idris</b>	500	1500	7500
<b>SIMEON Audrey</b>	500	1500	7500
<b>STEFANIDI Alexandre</b>	500	1500	7500
<b>VACHERET Cedric</b>	500	1500	7500
<b>VIGUIER Elisabeth</b>	500	1500	7500
<b>VIRASSAMY Yoann</b>	500	1500	7500
<b>WARMEZ Gaetan</b>	500	1500	7500
<b>YAHIAOUI Kilian</b>	500	1500	7500
<b>YILDIZ Volcan</b>	500	1500	7500
<b>BARBAN Hugo</b>	500	1500	7500
<b>BRESSAND Kevin</b>	500	1500	7500
<b>CADIS Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>DANIEL Cyril</b>	500	1500	7500

<b>DELAUNE Francois</b>	500	1500	7500
<b>DEPAQUIT Christine</b>	500	1500	7500
<b>DOCHE Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>DOLO Yann</b>	500	1500	7500
<b>DOUILLET Olivier</b>	500	1500	7500
<b>GUILLAUME Sylvain</b>	500	1500	7500
<b>HAVERLAND Andre</b>	500	1500	7500
<b>HONEGGER Christophe</b>	500	1500	7500
<b>JANIN Mathieu</b>	500	1500	7500
<b>JOLLAIN Marion</b>	500	1500	7500
<b>LACROIX Sebastien</b>	500	1500	7500
<b>MAITRE Jerome</b>	500	1500	7500
<b>MARCON Lea</b>	500	1500	7500
<b>MARTINEZ Jordan</b>	500	1500	7500
<b>MEUSNIER Romuald</b>	500	1500	7500
<b>MORISCOT Jean</b>	500	1500	7500
<b>MOUSTAFOV Stephane</b>	500	1500	7500
<b>PIOTR Stephan</b>	500	1500	7500
<b>PRIETO Samuel</b>	500	1500	7500
<b>ROTH Olivier</b>	500	1500	7500
<b>RYNKA Jeremy</b>	500	1500	7500
<b>SCHWALLER Fanny</b>	500	1500	7500
<b>VIEL Julien</b>	500	1500	7500
<b>BERTRAND Romain</b>	500	1500	7500
<b>BERY Nathalie</b>	500	1500	7500
<b>BLANCON Florian</b>	500	1500	7500
<b>BONNEPART Carine</b>	500	1500	7500
<b>CAUBET Aurelien</b>	500	1500	7500
<b>COINDET Jerome</b>	500	1500	7500
<b>CROS Didier</b>	500	1500	7500
<b>DA SILVA Jonathan</b>	500	1500	7500
<b>DESCHANEL Yoann</b>	500	1500	7500
<b>GEFFROY Claire</b>	500	1500	7500
<b>HERBAUT Valentin</b>	500	1500	7500
<b>JACQUET Camille</b>	500	1500	7500
<b>LE MOING Florent</b>	500	1500	7500
<b>LECOURT Valentin</b>	500	1500	7500
<b>MARCININ Dorothee</b>	500	1500	7500
<b>MERLOT Raphael</b>	500	1500	7500
<b>PEREIRA Louise</b>	500	1500	7500
<b>PIERRE Patrice</b>	500	1500	7500
<b>PLOUVIER Jonathan</b>	500	1500	7500
<b>REMAN Michael</b>	500	1500	7500

<b>SAJOUS Karine</b>	500	1500	7500
<b>TERRYN Dominique</b>	500	1500	7500
<b>TIREAU Elise</b>	500	1500	7500
<b>TREVISAN Jean-Baptiste</b>	500	1500	7500
<b>YAHY Fouad</b>	500	1500	7500
<b>BERGERON Francois-Xavier</b>	500	1500	7500
<b>BERODIER Jordan</b>	500	1500	7500
<b>CALDERON Jean-Yves</b>	500	1500	7500
<b>CHANTELOUBE Eline</b>	500	1500	7500
<b>CRICK Jocelyn</b>	500	1500	7500
<b>DUSSOLLIER Valerie</b>	500	1500	7500
<b>FERNANDEZ German</b>	500	1500	7500
<b>FLORY Isabelle</b>	500	1500	7500
<b>FOCANT Pascal</b>	500	1500	7500
<b>GIOVE Raphael</b>	500	1500	7500
<b>GORLIER Frederic</b>	500	1500	7500
<b>GUILLOT Benoit</b>	500	1500	7500
<b>HANSEN Cecile</b>	500	1500	7500
<b>KACZOR Pauline</b>	500	1500	7500
<b>LEBOURGEOIS Jean-Claude</b>	500	1500	7500
<b>LUTIC Ludovic</b>	500	1500	7500
<b>MARGUET Francois-Regis</b>	500	1500	7500
<b>MARTINEZ ALBORNOZ Michael</b>	500	1500	7500
<b>MARX Florence</b>	500	1500	7500
<b>MEYER Laure</b>	500	1500	7500
<b>MILLEQUAND Camille</b>	500	1500	7500
<b>MONSARRAT Lisa</b>	500	1500	7500
<b>PAVE Florian</b>	500	1500	7500
<b>PERRET Olivier</b>	500	1500	7500
<b>QUINQUETON Denis</b>	500	1500	7500
<b>REMINY Yannick</b>	500	1500	7500
<b>RIGON Carine</b>	500	1500	7500
<b>SNOUSSI Ahmed</b>	500	1500	7500
<b>AUTIN Cecile</b>	500	1500	7500
<b>BARTON Gregory</b>	500	1500	7500
<b>BERNARD Jules</b>	500	1500	7500
<b>BOURLY Jean-Francois</b>	500	1500	7500
<b>CADET Christophe</b>	500	1500	7500
<b>CILLER Thomas</b>	500	1500	7500
<b>COCHET Gaelle</b>	500	1500	7500
<b>DEFOSSE Aurelie</b>	500	1500	7500
<b>DEISSARD Thierry</b>	500	1500	7500
<b>DELISLE Remy</b>	500	1500	7500

<b>DENCHE Marjorie</b>	500	1500	7500
<b>DEUTSCH Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>DURANTON Gilles</b>	500	1500	7500
<b>GENTILINI Kevin</b>	500	1500	7500
<b>GOUJON Romain</b>	500	1500	7500
<b>LEANDRY Floraly</b>	500	1500	7500
<b>MARIA Kevin</b>	500	1500	7500
<b>MEDEUF Willy</b>	500	1500	7500
<b>MOUKTARIAN Gregory</b>	500	1500	7500
<b>PLANTIER Pierre</b>	500	1500	7500
<b>RICHARD David</b>	500	1500	7500
<b>RIGLET Jennifer</b>	500	1500	7500
<b>SACKO Makan</b>	500	1500	7500
<b>STEVELBERG Remi-Numa</b>	500	1500	7500
<b>AUDRENO Allan</b>	500	1500	7500
<b>AUVIGNE Laurence</b>	500	1500	7500
<b>BACO Yasser</b>	500	1500	7500
<b>BAUMONT Marc</b>	500	1500	7500
<b>BELHABIB Faudil</b>	500	1500	7500
<b>BERNIGOLE Margaux</b>	500	1500	7500
<b>BOISSARD Pierre</b>	500	1500	7500
<b>BRU Lucas</b>	500	1500	7500
<b>BRUGUIERE Martin</b>	500	1500	7500
<b>BUTTE Mikael</b>	500	1500	7500
<b>CANCELLIERI Altea</b>	500	1500	7500
<b>CAPILLA Jerome</b>	500	1500	7500
<b>CHAUVEAU Kevin</b>	500	1500	7500
<b>CHERON Marie</b>	500	1500	7500
<b>CLERMONT Maxime</b>	500	1500	7500
<b>COLIBEAUX Romain</b>	500	1500	7500
<b>COPIER Aurore</b>	500	1500	7500
<b>DEISZ Gregory</b>	500	1500	7500
<b>DELEGER Raphaele</b>	500	1500	7500
<b>DELHAIE Tanguy</b>	500	1500	7500
<b>DEPIERRE Alain</b>	500	1500	7500
<b>DESPONT Francois</b>	500	1500	7500
<b>DIJOUX Pierrick</b>	500	1500	7500
<b>DUTANIER Thomas</b>	500	1500	7500
<b>FERNANDEZ Raoul</b>	500	1500	7500
<b>FERRER Laurent</b>	500	1500	7500
<b>FOISSAC Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>FRANCHET Benjamin</b>	500	1500	7500
<b>GALLINEAU Vianney</b>	500	1500	7500

<b>GESBERT Swen</b>	500	1500	7500
<b>GILLET Gaetane</b>	500	1500	7500
<b>GONZALEZ Nathalie</b>	500	1500	7500
<b>JORION Vincent</b>	500	1500	7500
<b>KRAWCZYK Maxime</b>	500	1500	7500
<b>LACHE Jean-Noel</b>	500	1500	7500
<b>LAVIALLE Frederic</b>	500	1500	7500
<b>LAZARY Jean-Christophe</b>	500	1500	7500
<b>LINGUET Willem</b>	500	1500	7500
<b>LOYER Kevin</b>	500	1500	7500
<b>MARIEL William</b>	500	1500	7500
<b>MERCIER Fanny</b>	500	1500	7500
<b>MESLEM Soenya</b>	500	1500	7500
<b>MEYNOT Kevin</b>	500	1500	7500
<b>MURCIA Marc</b>	500	1500	7500
<b>NOGUERA Mickael</b>	500	1500	7500
<b>NOTIN Gauvain</b>	500	1500	7500
<b>PAILLER Carine</b>	500	1500	7500
<b>PASTOURET Franck</b>	500	1500	7500
<b>PERRICHON Thierry</b>	500	1500	7500
<b>RENAULT Olivier</b>	500	1500	7500
<b>SALAUN Guillaume</b>	500	1500	7500
<b>VARNEROT Lea</b>	500	1500	7500



ANNECY, LE 15 NOV. 2021

*DR Annecy*  
34, AV DU PARMELAN  
74004 ANNECY  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : REYNAUD Elodie  
Téléphone : 09 70 27 30 34  
Télécopie : 04 50 51 00 68  
Mél : [dr-leman@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-leman@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2021/11 du directeur régional à ANNECY portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions

indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional  
ORIGINAL SIGNE  
*GALY Hugues-Lionel*

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2021/11 du 15 nov. 2021 du directeur régional  
GALY Hugues-Lionel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2021/11 du 15 nov. 2021 du directeur régional  
GALY Hugues-Lionel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2021/11 du 15 nov. 2021 du directeur régional  
*GALY Hugues-Lionel*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2021/11 du 15 nov. 2021 du directeur régional  
GALY Hugues-Lionel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 18048</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 37042</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 37187</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 38942</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 38966</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 39213</b>	illimité	100000	250000
<b>Matricule 40113</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 40246</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 40639</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 40748</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 40890</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 41228</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 41342</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 41363</b>	2000	20000	60000
<b>Matricule 41637</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 41720</b>	2000	20000	60000
<b>Matricule 41801</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 41834</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 41910</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 42250</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 42320</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 42597</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 42657</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 42663</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 42804</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 42854</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 43922</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 44240</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 44288</b>	1000	3000	15000

<b>Matricule 44584</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 44732</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 45044</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 45212</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 45463</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 45579</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 45660</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 45663</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 45686</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 46045</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 46376</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 46664</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 50116</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 50144</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 50226</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 50300</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 50746</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 50762</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 51036</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 51038</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 51072</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 51382</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 51594</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 51638</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 51750</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 51896</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 51960</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 51964</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52142</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52274</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52348</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52589</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 52610</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52722</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52754</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52840</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52898</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52920</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 52986</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 53056</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 53198</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 53289</b>	2000	20000	60000
<b>Matricule 53360</b>	1000	3000	15000

<b>Matricule 53414</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 53498</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 53592</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 53988</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 54210</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 54270</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 54274</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 54581</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 54684</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 54852</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 54954</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55056</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55070</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55312</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55452</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55534</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55696</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55722</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55794</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55817</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 55820</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 55844</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 55936</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56056</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56084</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56146</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56164</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 56187</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 56324</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56337</b>	2000	20000	60000
<b>Matricule 56396</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56409</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 56410</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56668</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 56724</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56726</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56746</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56784</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56826</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56846</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 56878</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57080</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57095</b>	2000	20000	60000

<b>Matricule 57270</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57281</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57471</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57472</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57498</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57519</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57656</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57766</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57925</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 57954</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58038</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58056</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58104</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 58307</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58381</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58447</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58516</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58648</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 58950</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59004</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 59047</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59066</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59120</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59141</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59200</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 59322</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59326</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59338</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59536</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59676</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59691</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59954</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59967</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 59983</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60091</b>	2000	20000	60000
<b>Matricule 60134</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60150</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60216</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60402</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60480</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 60632</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60708</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60727</b>	1500	10000	30000

<b>Matricule 60736</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60898</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60916</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60919</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 60936</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60950</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60964</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 60978</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61006</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61008</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61120</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61122</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61178</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61188</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61192</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61274</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61275</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61330</b>	1500	10000	30000
<b>Matricule 61340</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61360</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61542</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61546</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61554</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61664</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61708</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61710</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61814</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61844</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61870</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 61980</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62280</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62318</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62326</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62332</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62364</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62470</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62488</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62536</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62544</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62582</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62618</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62634</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62656</b>	1000	3000	15000

<b>Matricule 62706</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62826</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62854</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62864</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62942</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 62960</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63082</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63168</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63170</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63242</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63273</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63293</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63384</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63400</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63406</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63463</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63477</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63609</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63686</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63694</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63696</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63724</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63782</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63870</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 63908</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64004</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64065</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64086</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64142</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64192</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64212</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64256</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64335</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64342</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64348</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64362</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64376</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64386</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64416</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64428</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64476</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64508</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64540</b>	1000	3000	15000

<b>Matricule 64542</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64564</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64614</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64636</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64656</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64658</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64665</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64692</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64742</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64788</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64800</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64838</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64850</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64913</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64942</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64954</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 64962</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65176</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65250</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65292</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65308</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65472</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65508</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65530</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65534</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65552</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65602</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65644</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65650</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65660</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65664</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65666</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65670</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65716</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65736</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65824</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65828</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65834</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65860</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65884</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65902</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65916</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65920</b>	1000	3000	15000

<b>Matricule 65928</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65930</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65932</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65934</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65970</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65974</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65992</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65994</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 65998</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66002</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66006</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66032</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66040</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66056</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66076</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66082</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66086</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66100</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66104</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66106</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66124</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66142</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66144</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66158</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66184</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66196</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66198</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66236</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66270</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66280</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66288</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66296</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66306</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66312</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66328</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66342</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66366</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66370</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66384</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66428</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66434</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66442</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66462</b>	1000	3000	15000

<b>Matricule 66466</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66468</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66472</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66484</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66510</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66522</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66558</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66574</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66600</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66674</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66682</b>	1000	3000	15000
<b>Matricule 66690</b>	1000	3000	15000

Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2021/11 du 15 nov. 2021 du directeur régional  
*GALY Hugues-Lionel*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2021/11 du 15 nov. 2021 du directeur régional  
*GALY Hugues-Lionel*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
---	--------------------------------	--------------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2021/11 du 15 nov. 2021 du directeur régional  
**GALY Hugues-Lionel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 18048	500	1500	7500
Matricule 37042	500	1500	7500
Matricule 38942	500	1500	7500
Matricule 40639	500	1500	7500
Matricule 40890	500	1500	7500
Matricule 41342	500	1500	7500
Matricule 41637	500	1500	7500
Matricule 41834	500	1500	7500
Matricule 42250	500	1500	7500
Matricule 42320	500	1500	7500
Matricule 42597	500	1500	7500
Matricule 42804	500	1500	7500
Matricule 42854	500	1500	7500
Matricule 44240	500	1500	7500
Matricule 44584	500	1500	7500
Matricule 45044	500	1500	7500
Matricule 45579	500	1500	7500
Matricule 45660	500	1500	7500
Matricule 46664	500	1500	7500
Matricule 50226	500	1500	7500
Matricule 50300	500	1500	7500
Matricule 50746	500	1500	7500
Matricule 50762	500	1500	7500
Matricule 51036	500	1500	7500
Matricule 51382	500	1500	7500
Matricule 51594	500	1500	7500
Matricule 51638	500	1500	7500
Matricule 51750	500	1500	7500
Matricule 52274	500	1500	7500
Matricule 52610	500	1500	7500

<b>Matricule 52722</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 52754</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 52840</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 52898</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 52920</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 52986</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 53360</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 53414</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 53498</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 53988</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54270</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54581</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54684</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54852</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 54954</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55056</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55070</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55452</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55534</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55696</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55722</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55817</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55820</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 55844</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56084</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56164</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56187</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56324</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56396</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56409</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56410</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56668</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56724</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56726</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56746</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56784</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56826</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56846</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 56878</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57080</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57270</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57498</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57656</b>	500	1500	7500

<b>Matricule 57766</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 57954</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58038</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58056</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58104</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58516</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 58648</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59004</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59066</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59120</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59200</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59322</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59326</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59338</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59536</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59676</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59967</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 59983</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60134</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60150</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60216</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60402</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60632</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60708</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60736</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60898</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60916</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60919</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60936</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60950</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60964</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 60978</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61006</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61120</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61122</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61178</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61188</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61192</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61274</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61275</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61330</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61340</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61360</b>	500	1500	7500

<b>Matricule 61542</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61546</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61554</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61664</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61708</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61710</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61814</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61844</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 61980</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62280</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62318</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62326</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62332</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62364</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62470</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62488</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62536</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62544</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62582</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62618</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62634</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62656</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62706</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62826</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62854</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62864</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62942</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 62960</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63082</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63168</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63170</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63242</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63273</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63384</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63400</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63406</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63463</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63686</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63694</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63696</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63724</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63782</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 63908</b>	500	1500	7500

<b>Matricule 64004</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64086</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64142</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64192</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64212</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64224</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64256</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64342</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64348</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64362</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64376</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64386</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64416</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64428</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64476</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64508</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64540</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64542</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64564</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64614</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64636</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64656</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64658</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64692</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64742</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64788</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64800</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64838</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64850</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64942</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64954</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 64962</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65176</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65250</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65292</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65308</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65472</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65508</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65530</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65534</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65552</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65602</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65644</b>	500	1500	7500

<b>Matricule 65650</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65660</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65664</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65666</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65670</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65716</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65736</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65824</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65828</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65834</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65846</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65860</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65884</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65902</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65916</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65920</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65928</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65930</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65932</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65934</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65970</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65974</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65992</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65994</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 65998</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66002</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66006</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66032</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66040</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66056</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66076</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66082</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66086</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66100</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66104</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66106</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66124</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66142</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66144</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66158</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66184</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66196</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66198</b>	500	1500	7500

<b>Matricule 66236</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66270</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66280</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66288</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66296</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66306</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66312</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66328</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66342</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66366</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66370</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66384</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66428</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66434</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66442</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66462</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66466</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66468</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66472</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66484</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66510</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66522</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66558</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66574</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66600</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66674</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66682</b>	500	1500	7500
<b>Matricule 66690</b>	500	1500	7500

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2021/11 du 15 nov. 2021 du directeur régional GALY Hugues-Lionel**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

74\_Pôle administratif des installations classées

74-2021-11-09-00006

AP 2021-0113-graphocolor



# PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Pôle Administratif des Installations Classées

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, Le 9 novembre 2021

Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2021-0113

Portant levée partielle de la consignation de la somme à l'encontre de la Société GRAPHOCOLOR sise à  
Annecy – SIRET : 77814794200016

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1 et L. 514-5 ;

VU le code de justice administrative, notamment le livre IV (introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages, travaux et activités visés à l'article L. 214-1 du code de l'environnement ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n°SGCD/SLI/PAC/2021-030 du 16 avril 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Thomas FAUCONNIER, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007-3205 du 29 octobre 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011364-0006 du 30 décembre 2011 mettant en demeure la société GRAPHOCOLOR de respecter les prescriptions édictées par l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2007-3205 du 29 octobre 2007, notamment en ce qui concerne le respect de la limite de concentration et de flux en azote global ;

VU l'arrêté préfectoral n° PAIC-2021-0021 du 15 février 2021 portant consignation de somme ;



VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Auvergne-Rhône-Alpes du 2 novembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que les constats faits lors de l'inspection du 15 octobre 2021 permettent d'éliminer partiellement la non-conformité qui justifiait la procédure de consignation pour une somme totale de 757 000 € répartie par fractions échelonnées entre le 31 mars 2021 et le 31 décembre 2022, objet du titre de consignation RALP-21-2600017063 et que par conséquent l'exploitant a satisfait partiellement aux termes de la mise en demeure prescrite par arrêté susvisé du 30 décembre 2011 ;

CONSIDERANT que l'exploitant a effectué les travaux suivants :

- Finalisation et mise en service de l'équipement de distillation des eaux chargées en acide nitrique.

CONSIDERANT que les mesures de flux en azote global dans les eaux résiduaire montrent l'efficacité de l'équipement de distillation, lequel flux est passé d'un flux hebdomadaire de 130 kg/j à 74 kg/j ;

CONSIDERANT que ces travaux satisfont partiellement aux termes de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 décembre 2011 susvisé et qu'il n'y a pas lieu de procéder à l'appel de fonds de 350 000 euros prévu au 30 septembre 2021 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : Il n'y a pas lieu de procéder à l'appel de fond prévu au 30 septembre 2021 par l'arrêté n° PAIC-2021-0021 du 15 février 2021, dont le montant s'élève à 350 000 € (trois cent cinquante mille euros), en raison de l'exécution des mesures prescrites ;

Article 2 : La répartition de la consignation établie à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° PAIC-2021-0021 du 15 février 2021 est modifiée comme suit :

Réalisation	Echéance	Montant	Date d'appel de fonds	Somme à consigner
Diminution rejets azotés hors distillation – Etude faisabilité technique et analyse de risque et sécurité (HAZOP)	31/03/21	25 000 €		
Distillation : Partie vapeur préchauffeur et consultation pour analyse de risque et sécurité (HAZOP)	31/03/21	30 000 €		
Distillation : Modification colonne verre et cuves amont – consultation fournisseur pour sécurisation de l'installation	31/03/21	50 000 €	31/03/21	0 €
Distillation : Electricité, automatismes, test en eau – validation du projet, sécurisation et mise en œuvre	30/06/21	100 000 €	30/06/21	0 €
Distillation : Cuves aval, sortie vapeur colonne, tests en acide, documentation, qualification – sécurisation globale de l'installation	30/09/21	150 000 €		

Réalisation	Echéance	Montant	Date d'appel de fonds	Somme à consigner
Distillation : mise en route	30/09/21	200 000 €	30/09/21	0 €
Diminution rejets azotés hors distillation : Rinçage cascade B sur U1U2 – Valorisation alun – Valorisation raffinat – Substitution chaux par oxyde de magnésium	30/06/22	100 000 €		
Diminution rejets azotés hors distillation : respect des valeurs limites en azote global.	31/12/22	102 000 €	31/12/21	202 000 €

### Article 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

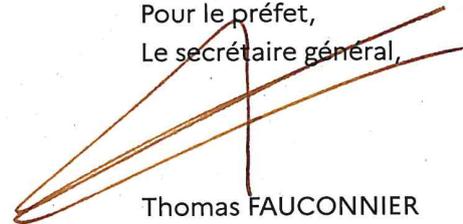
2° par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié à la société GRAPHOCOLOR et publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 6 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le maire de la commune d'Annecy.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,



Thomas FAUCONNIER

74\_Pôle administratif des installations classées

74-2021-11-09-00003

APMD N°2021-0112 scierie Agnellet



# PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Pôle administratif des installations classées

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 09 novembre 2021

Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2021-0112 du 09/11/2021

Portant mise en demeure de respecter certaines dispositions concernant le stockage de bois  
Scierie Agnellet à la Clusaz

VU le code de l'environnement, titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de monsieur Alain Espinasse, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n°SGCD/SLI/PAC/2021-030 du 16 avril 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Thomas FAUCONNIER, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° PAIC-2017-0003 du 5 janvier 2017 de prescriptions relatives à l'exploitation de la scierie Agnellet à la Clusaz ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 13 octobre 2021, notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 13 octobre 2021 dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire ;

VU l'absence d'observations de la part de l'exploitant suite à la procédure contradictoire en date du 13 octobre 2021 ;



CONSIDÉRANT que l'article 12 de l'arrêté préfectoral n° PAIC-2017-0003 du 5 janvier 2017 prescrit un certain nombre de mesures afin de limiter les risques d'embâcle et d'entraînement de bois à l'extérieur du site en cas de crue majeure du ruisseau Nant longeant l'établissement ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté à l'issue de la visite de l'inspection des installations classées du 28 septembre 2021 que certaines prescriptions de l'article 12 de l'arrêté préfectoral n° PAIC-2017-0003 du 5 janvier 2017 n'étaient pas respectées ;

Sur la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## ARRÊTE

### Article 1 :

La société Scierie Agnellet (n° SIREN 341 492 270 ), dont le siège social est établi 40 route du Nant 74220 la Clusaz, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'article 12 de l'arrêté préfectoral n° PAIC-2017-0003 du 5 janvier 2017 :

*« Toutes mesures devront être prises afin de limiter les risques d'embâcle et d'entraînement de bois à l'extérieur du site en cas de crue majeure du ruisseau Nant longeant l'établissement, et notamment :*

- *les troncs devront être stockés entiers, parallèlement au cours d'eau, sur au moins trois hauteurs, les pièces les plus lourdes étant posées à la base,*
- *les produits finis les plus légers devront être stockés en dehors de la zone Xt du plan de prévention des risques de la commune »*

A cet effet :

- Le stockage devra être dégagé sur une largeur de plusieurs mètres, la plateforme ainsi dégagée sera nettoyée et le stock reconstitué en respectant la hauteur et l'arrangement des troncs prescrits par l'arrêté préfectoral. Cette remise en ordre devra être terminée sous un délai de 4 mois suivant la notification du présent arrêté.
- Les produits légers stockés dans la zone Xt devront être retirés sous un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté.

### Article 2 :

Si à l'expiration du délai fixé, les dispositions faisant l'objet du présent arrêté préfectoral n'ont pas été respectées, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Le présent arrêté sera notifié à la société Scierie Agnellet.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télécours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,  
2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'article 1.

Article 3 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie et dont une copie sera adressée à :

- monsieur le maire de La Clusaz
- monsieur le directeur départemental des territoires.

Pour Le préfet,  
Le secrétaire général,



Thomas FAUCONNIER

74\_Préf\_Préfecture de Haute-Savoie

74-2021-11-02-00004

BAFU-2021-0089 AP portant ouverture d'une enquête DUP parcellaire relative au projet d'aménagement de l'entrée Ouest au vue de la sécurisation du carrefour avec création d'un giratoire sur la commune de LULLY



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Le préfet de la Haute-Savoie**

**Direction des Relations avec les  
Collectivités Locales**

Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n° PREF/DRCL/BAFU/2021-0089 du 02/11/2021

Portant ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire relative au projet d'aménagement de l'entrée Ouest en vue de la sécurisation du carrefour avec création d'un giratoire sur la commune de LULLY

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** la délibération en date du 28 octobre 2020 du conseil municipal de la commune de LULLY demandant l'ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire relative au projet d'aménagement de l'entrée Ouest en vue de la sécurisation du carrefour avec création d'un giratoire sur la commune de LULLY ;

**VU** la décision de M. le président du tribunal administratif de Grenoble en date du 22 septembre 2021 relative à la désignation du commissaire enquêteur ;

**VU** les dossiers d'enquête constitués conformément aux prescriptions des articles R 112-4 et R. 131-3 du code de l'expropriation ;

**SUR** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : Il sera procédé sur le territoire de la commune de LULLY du lundi 3 janvier 2022 au vendredi 21 janvier 2022 inclus à la tenue d'une enquête conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire relative au projet d'aménagement de l'entrée Ouest en vue de la sécurisation du carrefour avec création d'un giratoire sur la commune de LULLY.

Rue du 30<sup>ème</sup> régiment d'infanterie - BP 2332 -  
74034 Annecy cedex  
Tel : 04 50 33 60 00  
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/>

1/3

Préfecture labellisée Qual-e-Pref  
depuis le 18 décembre 2019.  
Modules 1 et 7 : Relation générale avec  
les usagers & Communication  
d'urgence en cas d'événement majeur



**ARTICLE 2** : Mme Isabelle FORTUIT, attachée principale à la DDT en retraite, a été désignée pour assurer les fonctions de commissaire enquêtrice. Elle siègera en mairie de LULLY, où toutes les correspondances relatives aux enquêtes devront lui être adressées.

Il se tiendra à la disposition des personnes intéressées, en mairie de LULLY, les :

- lundi 3 janvier 2022, de 14h00 à 17h00,
- mercredi 12 janvier 2022, de 14h00 à 17h00,
- vendredi 21 janvier 2022, de 15h00 à 18h00,

afin de recevoir leurs observations.

**ARTICLE 3** : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre ouvert, coté et paraphé par la commissaire-enquêtrice, seront déposés en mairie de LULLY, où le public pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des locaux au public, et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur en mairie de LULLY :

*Mairie de LULLY  
215, route du Petit Lac  
74890 LULLY.*

Le public pourra également adresser ses observations par écrit à la commission d'enquête en mairie de LULLY ou par courrier électronique à l'adresse suivante : [contact@mairie-lully.fr](mailto:contact@mairie-lully.fr) ou à partir d'un lien sur le site : [www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr).

**ARTICLE 4** : Le dossier d'enquête publique sera également disponible, dès publication du présent arrêté et pendant toute la durée de l'enquête, sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Savoie [www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr).

**ARTICLE 5** : A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus, le registre d'enquête sera clos et signé par le maire.

**ARTICLE 6** : Le commissaire enquêteur disposera d'un délai maximal d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, pour rendre son rapport et ses conclusions motivées concernant l'utilité publique de l'opération.

Toutefois si les conclusions du commissaire enquêteur étaient défavorables à l'adoption du projet, le maître d'ouvrage sera appelé à émettre son avis par une délibération motivée.

Faute de délibération dans un délai de trois mois à compter de la transmission du dossier, le maître d'ouvrage serait regardé comme ayant renoncé à l'opération.

**ARTICLE 7** : Une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur sera déposée en mairie de LULLY, ainsi qu'à la préfecture de la Haute-Savoie (Direction des relations avec les collectivités locales) où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance.

**ARTICLE 8** : Notification de l'enquête parcellaire sera faite par M. le maire de LULLY à chacun des propriétaires et ayants-droits intéressés, sous pli recommandé avec accusé de réception, avant l'ouverture de l'enquête.

**ARTICLE 9** : Un avis d'ouverture d'enquête, établi par mes soins, sera affiché notamment à la porte de la mairie et publié par tout autre moyen en usage dans la commune, au moins huit jours avant la date d'ouverture d'enquête. Cette formalité devra être constatée par un certificat du maire annexé au dossier d'enquête.

Cet avis sera en outre inséré par mes soins, aux frais de la commune de LULLY, en caractères apparents, dans les journaux « Le Dauphiné Libéré » et « L'Eco des Pays de Savoie », huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

**ARTICLE 10** : La publication du présent arrêté est faite notamment en vue de l'application des articles L. 311-1, L. 311-2 et L. 311-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, ci-après reproduits :

*« En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation. »*

*« Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. »*

*« Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L. 311-1 et L. 311-2 sont en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils seront déchu de tous droits à l'indemnité.»*

**ARTICLE 11**: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

**ARTICLE 12** :

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,
- M. le maire de LULLY,
- M. le directeur de Foncier Conseil Aménagement,
- Mme la commissaire-enquêtrice,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée pour information à M. le sous-préfet de Thonon-les-Bains, M. le directeur départemental des territoires, à M. le président du tribunal administratif de Grenoble ainsi qu'à M. le directeur départemental des finances publiques.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

Thomas FAUCONNIER.

74\_Préf\_Préfecture de Haute-Savoie

74-2021-11-05-00005

PREF/DRCL/BAFU/2021-0090 déclarant cessibles  
les parcelles nécessaires au projet  
d'aménagement de la route de Rosses et de la  
route des Chenevriers avec création d'une voie  
multimodale piétons/cycles sécurisée séparée de  
la chaussée et sécurisation des carrefours sur la  
commune de CRANVES-SALES.



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Le préfet de la Haute-Savoie**

**Direction des Relations avec les  
Collectivités Locales**

Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n° PREF/DRCL/BAFU/2021-0090 du 05/11/2021

Portant cessibilité des parcelles nécessaires au projet d'aménagement de la route de Rosses et de la route des Cheneviers avec création d'une voie multimodale piétons/cycles sécurisée séparée de la chaussée et sécurisation des carrefours sur la commune de CRANVES-SALES

**VU** le code de l'expropriation et notamment ses articles L. 132-1 et R. 132-1 et suivants ;

**VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BAFU/2020-0059 du 4 août 2020 portant ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la DUP et parcellaire relative au projet d'aménagement de la route de Rosses et de la route des Cheneviers avec création d'une voie multimodale piétons/cycles sécurisée séparée de la chaussée et sécurisation des carrefours sur la commune de CRANVES-SALES ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BAFU/2021-0028 du 13 avril 2021 portant déclaration d'utilité publique du projet susvisé ;

**VU** le courrier de la commune de CRANVES-SALES en date du 26 août 2021 demandant de déclarer cessibles, à son profit, les parcelles nécessaires au projet susvisé et vu l'état parcellaire correspondant ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRÊTE

Rue du 30<sup>ème</sup> régiment d'infanterie - BP 2332 -  
74034 Annecy cedex  
Tel : 04 50 33 60 00  
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/>

1/2

Préfecture labellisée Qual-e-Pref  
depuis le 18 décembre 2019.  
Modules 1 et 7 : Relation générale avec  
les usagers & Communication  
d'urgence en cas d'événement majeur



**Article 1<sup>er</sup>:** Sont déclarées cessibles immédiatement au profit de la commune de CRANVES-SALES conformément à l'état parcellaire annexé, les parcelles nécessaires à la mise en œuvre du projet d'aménagement de la route de Rosses et de la route des Chenevriers avec création d'une voie multimodale piétons/cycles sécurisée séparée de la chaussée et sécurisation des carrefours sur la commune de CRANVES-SALES.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera affiché pendant une durée minimum d'un mois, en mairie de CRANVES-SALES, aux lieux et places habituels.

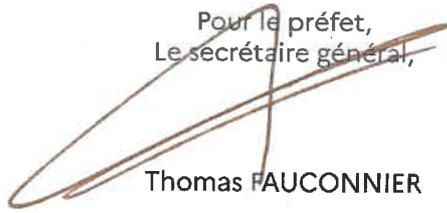
**Article 3 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture. Le tribunal administratif peut désormais également être saisi par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de ces deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

**Article 4 :**

- M. la secrétaire générale de la préfecture,
  - M. le maire de CRANVES-SALES,
  - M. le directeur de Teractem,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis pour information à M. le sous-préfet de Bonneville, M. le directeur départemental des territoires, M. le directeur départemental des finances publiques.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

  
Thomas FAUCONNIER

84\_SNCF\_Réseau\_Société nationale des chemins  
de fer français\_Réseau

74-2021-09-17-00006

Décision de déclassement du domaine public  
ferroviaire d'un terrain sis route de Saint Julien  
sur la commune de ETREMBIERES, parcelles  
cadastrées A 2119, A 2123 et A 2121

## DECISION DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC

Réf. SPA : RA4219-02 et n° déclasséement 2021-0060

Gestionnaire : SNCF DIT Sud-Est

(Ref SNCF DT Aura : COD-2021-349)

### SNCF Réseau

Vu le code des transports, notamment son article L. 2111-21;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1 / L.2141-2,

Vu l'ordonnance n° 2019-552 du 3 juin 2019 portant diverses dispositions relatives au groupe SNCF notamment son article 18;

Vu le décret n° 2019-1516 du 30 décembre 2019 relatif aux règles de gestion domaniale applicables à la société SNCF Réseau et sa filiale mentionnée au 5° de l'article L. 2111-9 du Code des transports (SNCF Gares & Connexions), notamment son article 3,

Vu l'Arrêté du Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 25 juin 2015 fixant les obligations d'information de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER) des projets de déclasséement de la SNCF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités,

Vu la délibération du conseil d'administration de SNCF Réseau en date du 22 juillet 2015 portant délégation de pouvoirs à son président et fixant les conditions générales des délégations au sein de SNCF Réseau,

Vu la décision du 12 juillet 2018 portant délégation de pouvoirs du président au directeur général adjoint clients et services

Vu la décision du 12 juillet 2018 portant délégation de pouvoirs du directeur général clients et services au directeur territorial Auvergne Rhône Alpes.

Vu l'avis du Conseil Régional de Auvergne-Rhône-Alpes en date du 20 mai 2020

Vu l'autorisation de l'Etat en date du 3 septembre 2021

Considérant que le bien n'est plus affecté aux missions de la SA SNCF Réseau

**- DECIDE -**

**ARTICLE 1**

Le terrain non bâti sis à ETREMBIERES (74) tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision sous teinte jaune, est déclassé du domaine public ferroviaire.

Code INSEE Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m <sup>2</sup> )
		Section	Numéro	
ETREMBIERES (74100)	Route de Saint Julien	<b>A</b>	<b>2119</b>	<b>324</b>
		<b>A</b>	<b>2123</b>	<b>124</b>
		<b>A</b>	<b>2121</b>	<b>331</b>
		<b>TOTAL</b>		<b>779 m<sup>2</sup></b>

**ARTICLE 2**

Copie de la présente décision sera communiquée au Préfet de Département de la Haute Savoie

La présente décision de déclassement sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département de la Haute Savoie

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel de SNCF Réseau,

**Fait à Lyon,**

**Le**

**Le Directeur Territorial SNCF Réseau  
Thomas ALLARY**